

## Déception en Pologne

**M.** Gorbatchev n'en était pas à son premier voyage dans les démocraties populaires, ni même en Pologne, où il vient d'achever une visite officielle. Mais, au fur et à mesure qu'il développe à Moscou son programme de réformes, son personnage attire davantage l'attention et la sympathie. Il avait déjà été acclamé par les jeunes protestataires d'Allemagne de l'Est au pied du mur de Berlin ; il était attendu avec un tel intérêt en Pologne qu'il a fallu le cacher aux foules...

C'est bien la première fois que cela arrive à un dirigeant du Kremlin, mais ce succès est aussi paradoxal qu'embarrassant : M. Gorbatchev est l'héritier d'un empire fondé sur la force, il est aussi le garant de son maintien. Il ne peut oublier que la première déstalinisation entreprise par Khrouchchev dans les années 50 s'était aussitôt traduite par une révolution en Hongrie et en Pologne.

Aussi bien, l'attente des Polonais était-elle tout aussi légitime qu'excessive. Le secrétaire général du PC soviétique est condamné de par ses fonctions à placer la stabilité de l'empire en tête de ses priorités. Cette stabilité passe même avant une « perestroïka » qui ne peut de toutes manières revêtir les mêmes formes en Europe de l'Est qu'en URSS, et dont les dérapages seraient encore plus dangereux. C'est ainsi qu'il encourage les Hongrois dans la voie des réformes, mais qu'il ne peut imposer un nouveau cours aux dirigeants d'Allemagne de l'Est, ni freiner la frénésie autoritaire de M. Causescu en Roumanie.

De même, si M. Gorbatchev ne peut se permettre de répudier la « doctrine Brejnev », ce n'est pas seulement parce que cela déstabiliserait le régime actuel à Prague, encore peuplé des complaisances et des bénéfices de l'intervention soviétique de 1968, mais aussi parce que, tout réformateur qu'il est, il ne peut renoncer à intervenir chez l'un quelconque de ses alliés en cas d'urgence nécessaire pour y restaurer l'ordre établi.

Ce n'est pourtant que lorsque cette menace aura totalement disparu que l'on pourra goûter les charmes de cette « maison européenne commune » si volontiers évoquée par le numéro un du Kremlin.

Ont été également déçus ceux des Polonais qui attendaient de leur visiteur un avis officiel à propos du massacre des officiers de l'armée polonaise, à Katyn et ailleurs, pendant la guerre. Mise à part une allusion de la déclaration commune à la nécessité d'accélérer les recherches historiques pour liquider les « taches blanches » du passé soviétique, ce problème n'a pas été évoqué directement par M. Gorbatchev. Il est vrai que ce n'est pas à lui de « dire l'histoire ». La « glasnost » aura réussi le jour où les historiens pourront faire normalement leur travail sans attendre les « oukazes » du pouvoir : ils semblent pouvoir le faire assez bien à Moscou ces derniers temps en ce qui concerne les méfaits du stalinisme à l'intérieur, beaucoup moins pour ce qui touche aux relations internationales.

Au total, et comme le démontre le lancement du problème des nationalités en URSS, M. Gorbatchev n'a toujours pas la réponse à la question : « Comment libérer un empire et le garder ? » Cette réponse ne sera pas trouvée de sitôt.

(Lire page 3 l'article de BERNARD GUETTA.)

M 0147 - 0716 0 - 4,50 F

3990147004500 07160

## Relèvement des taux américains

### Les pays industriels craignent un retour de l'inflation

Les banques américaines ont augmenté, le jeudi 14 juillet, d'un demi-point leur taux de base à 9,5 % pour restaurer leurs marges, mises à mal par un renchérissement de leurs coûts de financement. Cette décision intervient au moment où les autorités monétaires des grands pays industriels multiplient les déclarations sur les risques de résurgence de l'inflation, particulièrement nets aux Etats-Unis mais aussi en Grande-Bretagne, et laissent présager un relèvement du loyer de l'argent.

La crainte d'une résurgence de l'inflation gagne tous les pays industriels. La hausse d'un demi-point, à 9,5 %, des taux de base des banques américaines, leur plus haut niveau depuis près de trois ans, en est le reflet technique. En tirant la sonnette d'alarme, les responsables monétaires, qui sont tous intervenus sur ce même thème au cours des derniers jours, cherchent à prévenir un véritable dérapage des prix, plus qu'à le corriger.

Ce souci prend des proportions différentes à Bonn, Londres ou Washington. Constant - obsessionnel, selon ses détracteurs - à la Bundesbank, il est nettement plus pragmatique en Grande-Bretagne et surtout aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale (Fed) avance à pas menus pour tenir compte des impératifs de l'élection présidentielle de novembre. Mais chacun sait qu'il sera

FRANÇOISE CHOUIGNEAU.

(Lire la suite page 18.)

## Principale composante du FLNKS

### L'Union calédonienne conteste le plan de M. Rocard

Le parti de M. Tjibaou, l'Union calédonienne, composante majoritaire du FLNKS, a refusé d'avaliser, dans sa globalité, l'accord de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Sa contestation porte sur la composition du corps électoral qui serait appelé à participer en 1998 au nouveau scrutin d'autodétermination. Elle risque de compromettre l'application du plan de M. Rocard, qui doit être soumis, le samedi 16 juillet à Thio, à la discussion de l'ensemble des formations constituant le FLNKS.



Lire page 5 l'article de FRÉDÉRIC BOBIN.

## La mise en œuvre du revenu minimum d'insertion

### Les paradoxes de la lutte contre la pauvreté

M. Mitterrand a présenté, le jeudi 14 juillet, dans ses déclarations à TF1, la « double loi » sur le revenu minimum d'insertion et l'impôt sur la fortune comme un exemple de solidarité nationale. Une solidarité plus difficile à mettre en œuvre qu'on ne le croit.

Présenté par M. Michel Rocard comme le « dernier étage » de notre système de protection sociale, le revenu minimum d'insertion en révèle aussi les faiblesses. Ce système est irremplaçable. Au cours des ans, il s'est généralisé et diversifié, et a contribué à garantir les assurés contre l'ensemble des risques (maladie, accidents du travail, vieillesse, chômage). Le législateur est même allé jusqu'à instituer des minima de ressources : du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) à l'allocation adulte handicapée en passant par le minimum vieillesse... N'est-ce pas grâce à la

« perfection » d'un tel système, qu'on nous envie à l'étranger, que l'on a évité l'explosion sociale promise dès que le nombre de chômeurs aurait atteint le seuil du million, puis des deux millions et que l'on se fait déjà à l'idée d'atteindre bientôt le seuil des trois millions ?

Mais, aussi remarquable soit-il, notre système de protection sociale a aussi ses défauts. Il laisse passer entre les mailles de son filet protecteur des centaines de milliers de personnes. Le rapport sur la pauvreté présenté en 1987 par le Père Joseph Wresinski au Conseil économique et social évalue à quatre cent mille le nombre de personnes privées de toute couverture sociale. La pauvreté n'est pas un risque assuré par la Sécurité sociale. Celle-ci a aussi ses exclus. Pour en bénéficier, pour entrer dans ce système, il faut avoir la bonne cote : être intégré dans l'appareil de production ou relever d'un risque reconnu et codifié comme tel.

Or il arrive qu'on devienne pauvre pour la simple raison qu'on ne sait pas comment entrer dans un système dont la complexité fait peur. De crainte d'être broyé par la machine administrative, on ne fait pas valoir ses droits. « Le pauvre, expliquait-il y a quelques années M. René Lenoir, aujourd'hui directeur de l'ENA, c'est celui qui ne sait pas s'adapter à la complexité du monde moderne, y compris à celle du système de protection sociale » (Le Monde du 28 décembre 1984).

Dans ce contexte, le revenu minimum est la manifestation naturelle d'un devoir de solidarité. De même que le droit à l'emploi est reconnu par la Constitution, on pourrait imaginer qu'une loi reconnaisse, comme celle qui a été promulguée en Belgique le 7 août 1974, le droit de tout « indigent » à un minimum de moyens d'existence. Face au cancer de la pauvreté, la question est de savoir si l'effort de solidarité que représente le

revenu minimum est à la hauteur de l'enjeu. Est-ce seulement aux « plus riches », par le biais d'un impôt sur la fortune encore mal taillé, de venir en aide aux plus pauvres ? Le rapport de M. Gabriel Oheix (1), qui, sept ans après avoir été remis à M. Barre, n'a pas pris une ride, ne suggère-t-il pas, pour financer un revenu de « soutien social », de taxer les jeux de hasard, en fort développement, et d'imposer les signes extérieurs de richesse, dont certains, soulignait-il, « apparaissent comme un défi, sinon une provocation, envers les plus démunis » ? Il aurait été utile de réexaminer une telle proposition. « La pauvreté ne se gère pas, elle se combat », disait justement le rapport Oheix.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 17.)

(1) Rapport demandé par M. Raymond Barre et publié le 22 mars 1981 sous le titre « Contre la précarité et la pauvreté ».

## Une police municipale très entreprenante

### Hyères, ses caméras et ses fichiers

La Commission nationale de l'informatique et des libertés a adressé, le mercredi 13 juillet, un avertissement à la mairie de Hyères pour l'ensemble des activités vidéo et informatiques de sa police municipale.

HYÈRES de notre envoyée spéciale

Cinq caméras surveillent jour et nuit Hyères-les-Palmiers, mais il faut lever le nez pour les apercevoir et ce n'est pas une habitude locale. « Ailleurs, comme dit M. le maire, on en est au débat d'idées. Ici, c'est toujours de la basse politique. » Les caméras sont actionnées depuis le PC de la police municipale, mais il faut sans doute ne pas avoir la

conscience tranquille pour sentir comme un zoom braqué sur soi lorsqu'on descend la rue piétonne.

Les caméras 2 et 3 sont juchées à 12 mètres de haut, sur des hampes plantées à l'entrée et à la sortie de la rue des Porches. Elles pivotent régulièrement, sans impressionner la boulangerie, persuadée que la police municipale ne tourne « pas la journée, tout de même ». Elles envoient un peu le patron de l'hôtel, qui fait désormais moins de chiffre d'affaires l'après-midi. Elles dérangent en tout cas la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui considère que le dispositif est « susceptible de porter atteinte à la vie privée ».

La CNIL n'a passé qu'une journée à Hyères, mais elle n'a pas mis un mois pour infliger un

avertissement à la municipalité, pour l'ensemble des activités vidéo et informatiques d'une police qui n'a jamais que le même statut que les gardes champêtres. N'ayant pas constaté d'enregistrement de cassettes, elle a renvoyé le dossier des caméras aux ministères de la justice et de l'Intérieur. Elle a, en revanche, ordonné la destruction du fichier de population (vingt mille fiches pour quarante-cinq mille habitants) et la suppression de la connexion informatique avec le central des cartes grises des préfectures du Var et des Alpes-Maritimes.

En cette veille de fête nationale, le maire, M. Léopold Ritondale, est exodé. Il vient de recevoir notification de l'avertissement de la CNIL.

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 7.)

## Le conflit du Golfe

Débat modéré à l'ONU après la destruction de l'Airbus d'Iran-Air.

PAGE 20

## M. Mitterrand et l'ouverture

Le coup d'arrêt.

PAGE 5

## L'attentat contre le « City-of-Poros »

L'étrange procès de Mohamed Rachid.

PAGE 3

## Chronique de 1789

La défaite des notables.

PAGE 2

## Une nouvelle bibliothèque nationale

Le plus ambitieux des grands projets.

PAGE 13

## Festival d'Avignon

Kateb Yacine ; Niki Riet ; « La Journée des chaussures », par Daniel Emili-fork.

PAGE 12

## L'avenir des télévisions

« Il faut rétablir les conditions d'une saine concurrence », nous déclare M. Le Lay, vice-président de TF1.

PAGE 13

## Le Monde

### SANS VISA

■ San-Diego, une Californie à l'heure espagnole.  
■ Escapes. ■ La table.  
■ Jem.

Pages 9 à 11

Le sommaire complet se trouve en page 20

**Cartier**

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier. Un certificat d'authenticité leur authenticité les accompagne.

13 RUE DE LA PAIX, PARIS  
42.61.58.56



CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

## 5. La défaite des notables

27 décembre 1788

Oui aux Etats généraux, mais surtout qu'on ne change pas les procédures : tel est, en substance, le mot d'ordre des notables du royaume qui, dans leur majorité, tiennent à conserver leurs privilèges et ne veulent surtout pas un doublement des députés du Tiers Etat, alors que ces derniers représentent 98 % de la nation. Finalement, Necker, nouveau ministre de Louis XVI, arbitre en faveur du Tiers... mais sans lui donner totale satisfaction, puisqu'il refuse le vote par tête. Les trois ordres débattent séparément. L'Assemblée véritablement nationale n'est pas encore à l'ordre du jour.

par MICHEL WINOCK

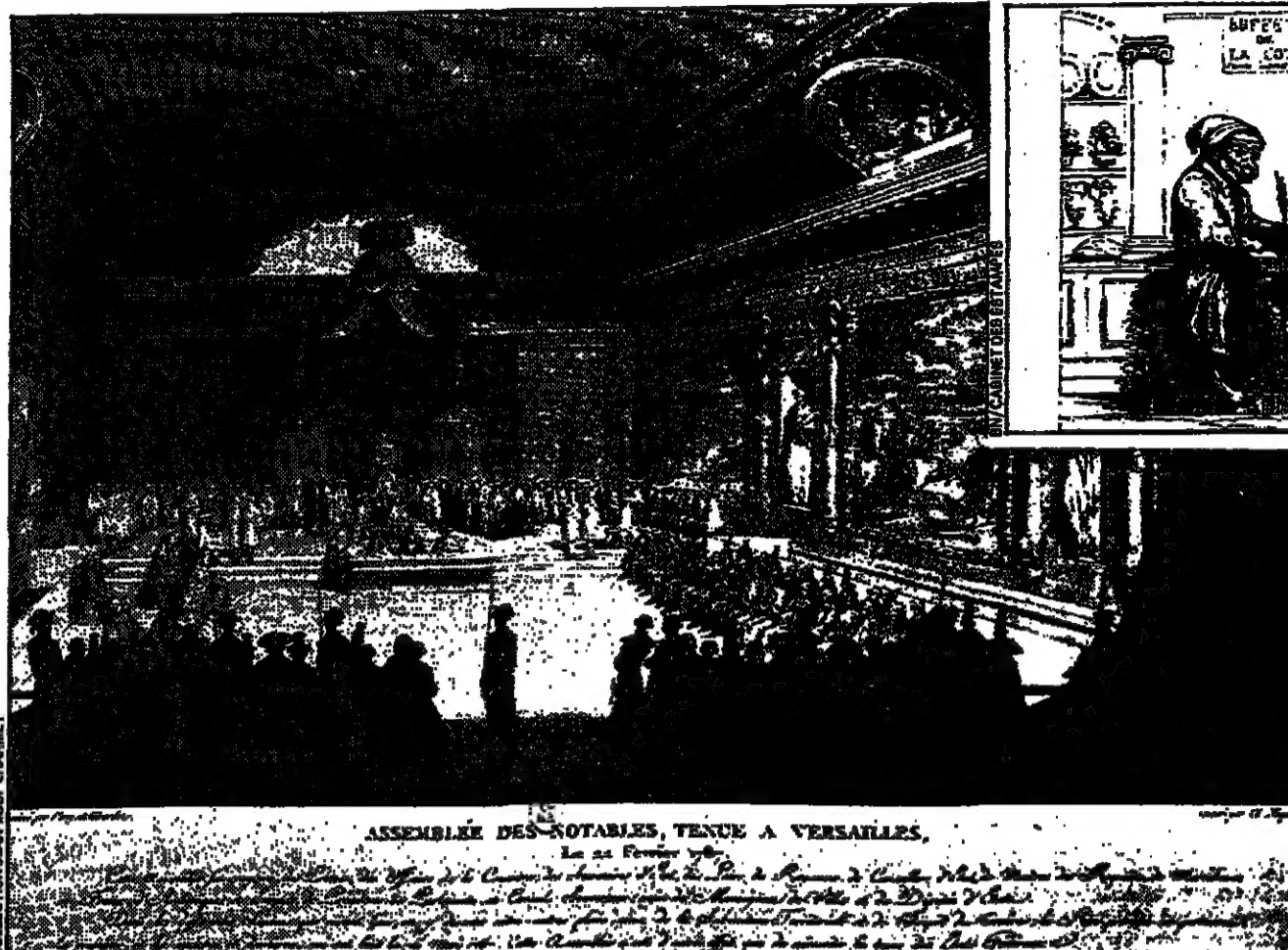
**N**ECKER avait été rappelé par Louis XVI à contrecoeur. Celui-ci, selon le conseiller Salquier, aurait dit : « On m'a fait rappeler Necker, je ne voulais pas, mais on ne sera pas longtemps à s'en repentir. Je ferai tout ce qu'il me dira, et on verra ce qu'il en résultera. » Si l'on en croit Germaine de Staël, sa fille, Necker se serait écrié : « Ah ! que ne m'a-t-on donné ces quinze mois de l'archevêque de Sens ! A présent, c'est trop tard ! »

Il était trop tard, notamment, pour renouer la convocation des Etats généraux. Sans doute celui qui redonnait ministère d'Etat le 27 août 1788 s'en était bien rendu compte, mais, à trois reprises — par la bouche du garde des Sceaux, Lamoignon, en novembre 1787, par l'arrêt du Conseil du 5 juillet 1788, et par celui du 8 août de la même année qui fixait leur réunion au 1<sup>er</sup> mai 1789, — le gouvernement en avait promis la tenue. Quelque défiance que ressentait le roi sur le nouvel appel aux responsabilités suprêmes, il ne pouvait guère aller à l'encontre d'un engagement, qui soulevait les plus grandes espérances de la nation. Prenant le parti de l'inévitable, Necker joignait donc dans la convocation des Etats son désir d'une régénération générale du royaume, qu'il eût peut-être dirigée par d'autres voies s'il en avait eu la permission. Dès lors, il devenait vain de songer à reformer ce que ce fut avant le rassemblement des représentants des trois ordres. Aussi bien la réforme judiciaire que la réforme administrative, décidées par son prédécesseur, furent différées. Même, impressionnée par les troubles de la rue qui avaient fait écho à sa nomination, il résolut de hâter l'achèvement et décida, dans un premier mouvement, la réunion des Etats en janvier 1789, en même temps qu'il rétablissait dans leurs fonctions les parlements.

En attendant, Necker paraît au plus pressé : retrouver une certaine marge de manœuvre financière, dont il cherchait la solution principale dans les emprunts consentis par la Caisse d'escompte ; et assurer le ravitaillement des villes, rendu aléatoire par les intempéries, en interdisant les exportations et en facilitant les entrées de grain. Sur cette base, il s'employa à préparer les Etats généraux du mieux qu'il put.

Cette convocation n'était pas simple. Depuis leur dernière réunion en 1614, le pays avait été profondément transformé. Il n'avait plus les mêmes configurations géographiques que sous le règne de Marie de Médicis. L'industrie et le commerce, d'autre part, avaient, par leur développement, renforcé de façon évidente l'importance des villes. On pouvait difficilement se contenter de reconduire les formes anciennes de l'institution. D'un autre côté, toute modification exigeait l'avis des intéressés, d'autant que Necker était étranger ; ses choix, imposés de manière autoritaire, auraient été décevants. Un minimum de concertation s'imposait donc.

Avant même que le nouveau ministre prit l'initiative en ce sens, le parlement de Paris restauré se prononça en faveur du statu quo. Ayant à enregistrer, le 25 septembre, la déclaration de l'avant-veille qui annonçait l'Assemblée de 1789, le Parlement émit le vœu que « les Etats généraux, indiqués pour le mois de janvier prochain, soient régulièrement convoqués et composés, et ce suivant la forme observée en 1614 ». On ne pouvait mieux dévoiler l'esprit de caste qui animait les privilèges.



Pour eux, le Tiers Etat, qui regroupait plus de 98 % de la nation, ne pouvait prétendre à plus de représentants que le clergé ou la noblesse. Autant la ferveur publique avait soutenu les magistrats lors de leur conflit avec le despotisme ministériel, autant ce combat d'arrière-garde pour des intérêts particuliers dissipait leur popularité.

**E**n refusant le doublement du Tiers, qui était devenu le mot d'ordre du parti national, les parlementaires défendaient également le principe de la délibération séparée des trois ordres. M<sup>re</sup> de Staël en résume le caractère devenu intolérable à l'opinion : « Cette séparation des trois ordres n'a donné lieu qu'à des réclamations constantes des nobles pour ne pas payer d'impôts, à l'assurance de nouvelles prérogatives et à faire supporter au Tiers Etat toutes les humiliations que l'arrogance peut inventer. » La première grande bataille entre les privilégiés et les roturiers se fixa donc sur la question du doublement du Tiers. Necker, qui était convaincu de sa nécessité, voulait faire cautionner sa décision par les privilégiés eux-mêmes. C'est ainsi qu'il fit appeler, par un arrêt du Conseil du 5 octobre, l'Assemblée des notables, déjà réunie en 1787. Du même coup, la convocation des Etats ne pouvait plus avoir lieu en janvier ; elle était remise de plusieurs mois.

Le 6 novembre, dans la salle des Menus-Plaisirs, à Versailles, se retrouvaient cent quarante-sept notables, dont quarante d'entre eux n'avaient pas participé aux travaux de 1787. Cette assemblée de « commission des sages », comme nous dirions aujourd'hui, était choisie dans les rangs les plus huppés de la société. Elle avait à répondre à vingt-cinq questions, qui devaient bientôt élargir le débat. En fait, le problème central à traiter était de définir le nombre des représentants de chaque ordre ; une question concomitante était de savoir de quelle manière se dérouleraient les débats : si l'on maintenait ou non la séparation des ordres, moyennant quoi le premier choix était plus ou moins important. Multiplier par deux le nombre des députés ne servait de rien si l'on maintenait la délibération séparée. Tout changeait en cas d'instance unique.

Les membres de l'Assemblée des notables furent répartis en six bureaux. Chacun d'eux était pris en main par un membre du Conseil d'Etat, rapporteur expérimenté qui imposait aux moins avisés. Ces professionnels formèrent un noyau dur de conservateurs, avec onze prêtres et trente-sept membres des cours souveraines, décidés à maintenir la tradition qui les favorisait au préjudice du Tiers. Celui-ci était plus ou moins bien représenté par une trentaine de participants, dont le plus grand nombre était composé d'anoblis. Les quelques roturiers authentiques de l'Assemblée devaient compter plutôt sur les délégués de la noblesse libérale, dont La Rochefoucauld et La Fayette étaient les esprits les plus marquants. Au fond, l'énorme majorité entendait faire obstacle au mouvement général qui menaçait les positions acquises. Le maréchal de Beauvau résume ainsi la situation à l'un de ses correspondants, le 10 novembre : « Nous n'avons encore rien fait, et je ne vois pas encore si nous ferons beaucoup ni bien : préjugés, prétentions, prévention, routine, tout cela me paraît tellement enraciné dans la plupart des têtes que je ne me flatte guère que la raison la plus évidente puisse s'y introduire. »

Quelques esprits plus avancés essayèrent de se battre. Mal en prit au duc d'Orléans, président du troisième bureau, qui renoua pratiquement à ses fonctions. Seul le comte de Provence, frère du roi, entraîna le premier bureau qu'il présidait sur des positions à même de satisfaire l'opinion. Il suscita en effet une courte majorité de treize voix contre douze, en faveur du doublement du Tiers. Mais, tout compte fait, il fallut se rendre à l'évidence : 111 notables, contre 33 seulement, se prononcèrent contre la double représentation. Tous avaient présenté qu'une autre décision entraînerait automatiquement la délibération générale et le vote par tête, au risque de renverser la hiérarchie traditionnelle des ordres. Pour justifier leur résolution, les majoritaires firent l'objection de leur sollicitude pour les campagnes : comme le Tiers était surtout représenté par des citoyens, alors même que le gros de la population était rural, nul mieux, disaient-ils, que les hommes d'Eglise et les maîtres du château était fondés à défendre les cultes terroirs !

**Les princes du sang au roi : « (...) Il est important de conserver la seule forme de convocation des Etats généraux qui soit constitutionnelle, la forme consacrée par les lois et les usages, la distinction des ordres, le droit de délibérer séparément, l'égalité des voix, les bases inébranlables de la monarchie française. »**

La pointe la plus avancée de cet esprit de corps se manifesta dans la protestation solennelle des princes du sang. Ceux-ci, réduits par l'abstention du comte de Provence au nombre de cinq — le comte d'Artois, le prince de Condé, le duc de Bourbon, le duc d'Angoulême et le prince de Conti, — remirent au roi un mémoire qui pétitionnait les conclusions de la majorité : « Il a été exposé à V. M. combien il est important de conserver la seule forme de convocation des Etats généraux qui soit constitutionnelle, la forme consacrée par les lois et les usages, la distinction des ordres, le droit de délibérer séparément, l'égalité des voix, ces bases inébranlables de la monarchie française. »

**A**insi, après le Parlement, l'Assemblée des notables avait opté, dans ses réponses données le 11 décembre, à la veille de sa séparation, en faveur des anciennes formes des Etats généraux, contre le sentiment intime de Necker. Cependant, celui-ci put jouer de la fissure qui s'était ouverte au sein des privilégiés. En effet, au sein même du parlement de Paris, qui avait donné le signal de la résistance au Tiers, les jeunes conseillers acquis à l'esprit de réforme, contrits de l'impopularité dont le Parlement était devenu soudain l'objet, entamèrent une contre-offensive, qui porta ses fruits, puisque le 5 décembre 1788, après 25 jours de leur arrêt si mal reçu du 25 septembre, les parlementaires, alignés par la jeune classe qui s'agitait en leur sein, finirent par voter par 45 voix contre 39 un arrêté qui était un désaveu dissimulé de leur position antérieure. Par ce texte, en effet, le Parlement ne faisait plus obstacle au doublement du Tiers ; la Cour s'en reportait, sur ce sujet, à la « sagesse du roi ». Du même coup, face à des avis qui n'étaient plus dans une coïncidence impérieuse, Necker allait pouvoir arbitrer.

Pendant toutes ces semaines, qui voient les derniers efforts des notables pour verrouiller les remparts de leurs privilèges, l'opinion publique n'était pas restée indifférente. Comme nous l'avons dit, le parti national avait ses journaux, ses cercles, ses réseaux d'influence. Au début de novembre 1788, les clubs, qui avaient été fermés en août 1787, sont rouverts, avec l'accord tacite du gouvernement. Ceux du Palais-Royal, à Paris, résonnent de tous les commentaires, de toutes les revendications, de toutes les exhortations qui s'expriment des consciences, dans un moment où le sort de la nation semble se jouer. En province, les sociétés de pensée entretiennent la propagande en faveur des demandes du Tiers Etat. Celles-ci étaient au nombre de trois : 1) le doublement de la représentation du Tiers Etat ; 2) le monopole de celle-ci réservée aux roturiers ; 3) le vote par tête et la décision en assemblée commune des représentants des trois ordres. Ainsi, à Romans, où se trouve réunie en novembre l'Assemblée consultative destinée à mettre en place

les nouveaux Etats du Dauphiné, Jean-Joseph Mounier avait entraîné la majorité à adresser au roi un manifeste, dont le retentissement fut universel : « Les communes comprennent la portion la plus nombreuse de vos sujets ; celle qui paie le plus d'impôts, qui possède le plus de biens ; c'est sur elle que s'appesantit le fardeau de tous les abus (...). Si les ordres, si les provinces étaient séparés, ce seraient des corps divers, ce ne serait plus la nation même qui s'exprimerait par l'organe de ses députés. » Dans tout le pays, stimulé par les colères vivantes du parti national, un cri irrésistible se répandit en faveur du Tiers Etat, ruant comme un pur-sang dans les vieux brancards de la société d'ordres.

**A** la revendication du Tiers Etat, un certain nombre de nobles « éclairés » avaient prêté leur voix. On a vu que l'exemple venait de haut, puisque Monsieur, frère du roi, s'était prononcé en faveur du Tiers. De sa part, il y avait aussi, à coup sûr, l'agacement resté en face de la résistance des notables aux réformes du roi. Il envisageait, avec intérêt, l'alliance du souverain et du peuple contre une aristocratie parfois obtuse, et toujours rebelle. Mais, de plus en

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Vendredi 15 juillet : « La défaite des notables », avec Roger Dupuy  
Lundi 18 juillet : « Qu'est-ce que le Tiers Etat ? », avec Mona Ozouf.

— Mes chers administrés, je vous ai rassemblés pour savoir à quelle sauce vous voulez être mangés.  
— Mais nous ne voulons pas être mangés du tout !  
— Vous sortez de la question...  
Ci-contre : l'Assemblée des notables réunie à Versailles.

plus nombreux, des membres du clergé et de la noblesse, ne fit-elle que pour n'avoir pas à rougir de compromettre leur réputation « éclairée », s'accordaient à la reconnaissance des nouveaux droits du Tiers Etat. De sorte que Servan pouvait écrire : « Il existe maintenant, en France, une solution d'environ vingt millions de sujets de tous les âges, de tous les sexes, qui ne demandent qu'à s'unir à leur roi contre deux ou trois cents magistrats, quelques centaines de grands seigneurs, la petite légion sacrée des évêques et autres consorts, lesquels, sous le nom de la convocation de 1614, veulent réduire les peuples à l'état le plus extrême qu'ils appellent, avec raison, le dernier état des choses. »

Necker avait à trancher. « Un résultat en majorité, dans une assemblée de cent cinquante personnes, devait-il écrire après coup, n'était visiblement d'aucun poids, mis en balance avec cette masse formidable d'opinions et de volontés qui prenait, chaque jour, un nouvel accroissement. » Qui, du reste, aurait pu, à ce moment-là, devant le soulèvement de l'opinion, rejeter la revendication fondamentale du Tiers Etat si modeste, au fond, de voir simplement doubler sa représentation, de compter un nombre de mandataires égal à l'addition des élus des deux autres ordres ? Necker, dans son désir de lui donner satisfaction sur ce point, pouvait compter aussi bien sur l'agitation publique que sur le ressentiment de la famille royale contre la rébellion aristocratique qui avait tant fait pour abaisser son autorité.

Du 22 au 27 décembre 1788, le Conseil des députés, comprenant le garde des Sceaux Barentin, six ministres d'Etat, dont Necker, et deux secrétaires d'Etat, se réunissait pour prendre une décision. Entre-temps, Necker et le roi s'étaient vus avec tel ou tel ministre en comités préparatoires. Le désaccord régna ; les forces respectives, en faveur ou non des formes de 1614, étaient égales en nombre. Finalement, l'avis de Necker fut prépondérant. Il triompha lors de la séance plénière du 27 décembre, à laquelle assista Marie-Antoinette. La reine, par son silence, signifia son approbation au roi, qui prit parti pour le doublement du Tiers.

Le résultat du Conseil du 27 décembre consommait la défaite des notables. Mais, s'il décevait la majorité de l'aristocratie, qui se trouvait ainsi désapprouvée, il ne donnait pas pleinement satisfaction aux porteurs du parti national. En effet, la décision de la double représentation du Tiers n'était nullement assortie de la mesure qui semblait son corollaire : le vote par tête. Necker justifiait, en effet, le grand nombre des députés du troisième ordre par la nécessité de réunir le plus d'avis compétents possible, qui deviendraient autant d'interprètes et de garants des réformes décidées. D'autre part, contrairement à ce qu'on avait espéré, le roi refusait de réserver aux roturiers la représentation du Tiers Etat. Le Conseil du 27 décembre n'avait donc pris qu'une demi-mesure. Dans l'impossibilité de résister à la mobilisation de l'opinion publique, le roi avait accédé à la plus évidente des revendications, contre la majorité conservatrice du clergé et de la noblesse. Cependant, la séparation des trois ordres n'était nullement remise en question ; l'Assemblée véritablement nationale que d'aucuns souhaitaient n'était pas encore au programme. Du moins, ceux qui avaient opposé les droits de la tradition aux droits du plus grand nombre avaient-ils été défaits.

En janvier 1789, Mallet du Pan en tira cette conclusion dans son journal : « Le débat public a changé de face. Il ne s'agit plus que très secondairement du roi, du despotisme, de la Constitution : c'est une guerre entre le Tiers Etat et les deux autres ordres... »

**Prochaine chronique : Qu'est-ce que le Tiers Etat ? (janvier 1789)**

GRÈCE : l'effondrement de la monarchie

## L'étrange procès de Melas dont les Etats-Unis réclament

Quatre jours après la chute à bord du navire grec de la flotte britannique, l'opinion publique britannique a été étonnée de voir le roi George III, à la demande du Parlement, ordonner l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Le roi a ordonné que Melas soit traduit devant un tribunal militaire britannique. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.

Le roi George III a ordonné l'arrestation de Melas, le général grec qui avait commandé les troupes grecques lors de la bataille de Navarino. Les Etats-Unis ont réagi avec surprise, car Melas était un citoyen américain. Les Etats-Unis ont réclame son extradition.



s notables

GRÈCE : l'affaire du « City-of-Poros »

## L'étrange procès de Mohamed Rachid dont les Etats-Unis réclament l'extradition

Quatre jours après la tuerie à bord du bateau de croisière *City-of-Poros*, l'enquête policière s'embourbe. Le gouvernement grec admet qu'il ne connaît ni le nombre et l'identité des agresseurs ni la façon dont ils se sont enfuis après l'attaque, qui a fait neuf morts et quatre-vingt blessés selon un dernier bilan.

A Paris, le Quai d'Orsay a confirmé qu'Isabelle Bismuth, la jeune française photographiée à bord du navire en compagnie d'un des terroristes présumés, a bien été tuée au cours de l'attentat.

ATHÈNES  
de notre envoyée spéciale

Qui est réellement Mohamed Rachid ? Cette question est au centre des interrogations que pose l'attentat contre le *City-of-Poros*. S'agit-il de Khalil Mohamed Hamdan, né en 1955 à Damas, comme l'intéressé le dit et comme l'indique le faux passeport syrien qui lui a valu son arrestation, le 31 mai dernier à Athènes, ou bien de Mohamed Rachid, comme l'affirment la police grecque et les Etats-Unis, qui demandent son extradition.

Le tribunal d'Athènes le jugeait, jeudi 14 juillet, pour usage de faux passeport. Examen procès en vérité pour cet homme, accusé par les Américains d'être mêlé à deux attentats : l'explosion qui avait fait un mort dans un Boeing de la PanAm en 1982 au-dessus d'Hawaï, et celle qui avait fait quatre morts dans un avion de la TWA au-dessus d'Athènes en 1986.

« Je suis un soldat de l'armée de libération palestinienne », répond Mohamed Hamdan au président de séance.

— Qui vous a donné ce passeport ?

— Mes supérieurs.

— Qui sont-ils ?

— Je ne veux pas les citer.

— Etes-vous membre de l'OLP ?

— Oui, tous les groupes militants sont membres de l'OLP.

Deux autres touristes français figuraient parmi les victimes.

Le jeudi 14 juillet, la cour de première instance d'Athènes a condamné à sept mois d'emprisonnement le Palestinien Mohamed Rachid pour usage de faux documents d'identité. Selon une des hypothèses examinées par la police grecque, le commando terroriste projetait de prendre en otage des passagers du *City-of-Poros*, pour obtenir la libération de Mohamed Rachid et empêcher son extradition vers les Etats-Unis.

Difficile de se faire une conviction sur ce point précis, tant les réponses des uns et des autres sont ambiguës. Pour le chef de la représentation diplomatique palestinienne à Athènes, M. Fouad Bittar, « l'OLP se tient pour responsable du sort de tout Palestinien. Tout Palestinien est membre en quelque sorte de l'OLP ». Son adjoint avait pourtant déclaré, quelques heures plus tôt à une radio libre d'Athènes, que « l'OLP n'avait rien à voir avec Mohamed Rachid ». Quoi qu'il en soit, le centrale palestinienne avait envoyé son interprète pour assister l'accusé.

Sur sa véritable identité, on n'en apprendra pas beaucoup plus. L'accusé reconnaît sans problème que le passeport syrien qu'il a présenté est un faux, mais maintient que le nom qui est porté dessus est bien le sien.

« Connaissez-vous quelqu'un en Grèce qui pourrait le prouver devant le tribunal ? »

— Non, seule l'OLP peut confirmer que je suis bien Hamdan.

Comment la police grecque a-t-elle transformé Hamdan en Rachid ? Par les empreintes digitales, explique à la barre un jeune policier qui a arrêté Hamdan. Il précise que Mohamed Rachid, dont les empreintes correspondent à celles de l'accusé, a déjà été arrêté en Grèce en 1973 pour possession de 18 kilogrammes de haschich et condamné à dix ans de prison, réduits à six ans

en appel. Il a été libéré en 1976, soit seulement trois ans après le procès.

Pour l'avocat de l'accusé, « le tribunal n'a pas à se prononcer sur l'identité du prévenu, mais uniquement sur le délit d'usage de faux ». Pour celui-ci, le procureur réclame dix mois de prison ferme. Le président tranchera : sept mois.

La loi grecque prévoit que l'accusé doit purger entièrement sa peine avant d'être éventuellement extradité. Le gouvernement s'est donné ainsi le temps de la réflexion, qui permettra peut-être d'en savoir un peu plus sur les motifs de l'attentat contre le *City-of-Poros*, dans une atmosphère plus calme.

Les Etats-Unis, indique-t-on à Athènes, viennent de présenter aux autorités grecques un dossier d'extradition beaucoup plus solide et argumenté que le premier. Renfermé d'un des éléments susceptibles d'accréditer la thèse selon laquelle l'attentat contre le *City-of-Poros* serait la conséquence de l'échec d'une prise d'otages destinée à faire libérer Mohamed Rachid ?

FRANÇOISE CHIPAUX.

■ RECTIFICATIF. — Une mauvaise transmission a provoqué une confusion dans le rapportage sur l'attentat terroriste (Le Monde du 15 juillet). L'unité Abou Jihad, l'une des deux organisations à avoir revendiqué l'attaque, tient son nom du numéro deux de l'OLP, tué en avril à Tunis, et non à Londres en février.

## M. Gorbatchev n'a pas pu répondre aux attentes des Polonais

Au cours de sa visite de quatre jours

L'ensemble des dirigeants des pays du bloc soviétique participent le vendredi 15 et le samedi 16 juillet dans la capitale polonaise à une réunion du comité politique consultatif du pacte de Varsovie. Cette réunion devrait donner l'occasion à M. Gorbatchev, indisponible jeudi de source soviétique, de fournir des précisions sur sa proposition de création d'un « Centre européen pour la réduction du danger de guerre » et d'élaborer un « accord novateur sur la réduction des forces conventionnelles en Europe ».

A la veille de cette réunion, le secrétaire général avait achevé sa visite officielle en Pologne, durant laquelle la presse l'a emporté sur l'esprit d'innovation.

VARSOVIE  
de notre envoyé spécial

Quand tout allait s'enlever dans une routine quasi brejnévienne, M. Gorbatchev a été le lauréat total par la seule vertu d'une réelle attention. Au quatrième et dernier jour de sa « visite officielle d'amitié » en Pologne, le secrétaire général a rompu avec les discours attendus et les rencontres trop organisées pour écouter sans ciller quelques trois cents intellectuels qui l'interpellent sur l'histoire religieuse ou la « doctrine Brejnev ».

Dans la salle de bal du Palais Royal reconstruit après guerre, il n'y avait d'invités que une seule personnalité de l'opposition organisée : M. Stelmachowski, président du Club des intellectuels catholiques et conseiller de Solidarité. Le ton est toujours posé et l'atmosphère délicate, mais la Pologne paraît quand même. Et à entendre cette assemblée triée sur le volet exprimer toutes les frustrations et colères de

ce pays, on mesure mieux encore l'ampleur des problèmes que pose la « perestroïka » dans les marches occidentales de l'empire soviétique.

Car si, trois jours durant, M. Gorbatchev avait déçu les Polonais, c'est que ce qu'il dit avec audace en Union soviétique a ici un goût de rengaine : ce qu'il propose à ses concitoyens ne peut en rien répondre — trop peu, trop tard — aux aspirations des démocrates populaires. Meilleur exemple de ce décalage, l'appel à revenir au léninisme se comprend à Moscou comme un appel à rompre avec le stalinisme, mais il s'entend ici comme un retour à une orthodoxie dont on n'a que faire alors que la tâche du pluralisme a déjà creusé ses galeries.

On peut en URSS éveiller l'espoir d'un véritable bouleversement politique en décidant de redonner le pouvoir aux assemblées élues. Mais on ne peut plus faire oublier à la Pologne sa volonté de véritable compétition électorale entre forces politiques.

Ce qui plaît aux Polonais en M. Gorbatchev, c'est qu'il incarne une volonté de changement, agit et bouscule les choses, alors que l'équipe du général Jaruzelski, un temps détestée, ne fait plus que désespérer d'immobilisme courtois. Chaque « bourra » pour la « perestroïka » aurait été une huée pour la direction politique polonaise et c'est pour cela qu'on avait pris tant de soin mardi à Cracovie, puis mercredi aux chandelles navales de Szczecin, d'empêcher la moindre spontanéité de s'exprimer.

Ne restait plus alors à M. Gorbatchev que la somme des prudences obligées — qu'un discours en creux dans lequel chaque silence a retenti pour les Polonais comme le glas de leur attente. Tous croyaient qu'il allait solennellement reconnaître que ce n'était pas l'Allemagne, mais bien l'URSS qui avait été responsable du massacre des officiers polonais à Katyn en 1941. Il n'en a rien été.

On attendait encore un mot, un geste, une allusion incitant à un vrai dialogue politique. M. Gorbatchev s'en est gardé, car il a trop de soucis pour aller déstabiliser le sens de ses alliés (avec M. Gromy en Hongrie depuis peu) qui le soutiennent vraiment, quels que soient les doutes perceptibles dans l'entourage du secrétaire général sur l'immobilisme à Varsovie.

On attendait une solennelle réaffirmation, lundi devant la Diète, de l'abandon de la « doctrine Brejnev » sur la souveraineté des pays socialistes. Il n'y eut rien de tel, tant on craint de dire qu'ils seraient libres de leur sort à des Polonais qui ne rêvent que de mettre leur barreau politique à la retraite.

Pour ce qui est des nouveaux espoirs, on a donc préféré les exposer dans une « déclaration conjointe » expliquant que les relations entre les deux pays sont fondées sur « l'égalité, l'indépendance, la responsabilité de chacun devant son peuple, ainsi que sur le droit de résoudre souverainement les problèmes du développement national ».

Publiée jeudi soir, cette déclaration affirme, en revanche, une

stricte dépendance dans le domaine de la politique étrangère : « Toute initiative de l'URSS et de la Pologne doit être liée à la politique commune de paix définie par les pays socialistes ». Autrement dit, condées franches à l'intérieur, mais maintien d'une absolue discipline à l'extérieur.

C'est dans ce vide qu'on a entendu, jeudi, le Père Krapiec, de l'université catholique de Lublin, expliquer que pour les Polonais la « doctrine Brejnev » datait, sous un nom ou un autre, du Moyen Age, qu'ils y avaient répondu par l'affirmation d'un Etat-nation et que tout Etat devait comme tout homme être traité en sujet et non pas en objet.

Plus directement encore, M. Martin Krol, un ancien de l'opposition clandestine aujourd'hui rédacteur en chef d'une revue légale, a demandé à M. Gorbatchev de dire ce qu'il pensait aujourd'hui de l'intervention en Tchecoslovaquie, donc de cette même « doctrine Brejnev ».

Sous les caméras de la télévision, toute la question de l'indépendance nationale était posée — comme alliant l'être bien sûr de la religion (n'est-ce pas temps de revenir sur l'idée qu'elle serait l'opium du peuple et de développer le dialogue avec les chrétiens ?), des contacts avec les anciens territoires polonais de l'est (avec une demande pressante de ne plus interdire les échanges frontaliers) ; ou encore de la répression stalinienne contre les communistes polonais qu'évoque le fils de l'un d'entre eux en remerciant M. Gorbatchev de la prochaine construction d'un mémorial aux victimes.

Tantôt M. Gorbatchev écoute, tantôt il encourage ses interlocuteurs en opinant de la tête, mais jamais il ne laisse voir une désapprobation. Bien qu'il se soit abstenu de répondre aux questions les plus délicates (il a seulement promis de le faire par écrit, pour un livre à publier sur ce débat), au dernier moment, cette visite aura trouvé un moment de souffle. Mais deux heures sur quatre jours, c'est bien peu.

BERNARD GUETTA.

■ URSS : nouvel ambassadeur nommé à Cuba. — M. Iouri Petrov, membre du Soviet suprême et du comité central du PCUS, a été nommé ambassadeur à Cuba en remplacement de M. Alexandre Kapto, a annoncé le vendredi 15 juillet l'agence Tass. M. Kapto, qui était en poste depuis le 15 janvier 1988, a été « appelé à une autre tâche », sans que sa nouvelle affectation soit précisée. Quant à M. Petrov, ancien directeur adjoint du département du comité central pour l'organisation, il était depuis 1985 premier secrétaire du Parti de la région de Sverdlovsk. — (Reuters.)

■ YOUGOSLAVIE : visite de M. Rajiv Gandhi. Arrivant d'Amman, le premier ministre indien a prononcé, le jeudi 14 juillet, un discours devant le Parlement yougoslave. Trois accords de coopération ont été signés entre les deux pays. M. Gandhi était attendu vendredi à Madrid. — (UPI.)

## Afrique

TUNISIE

### La Ligue des droits de l'homme confirme son « adhésion active » aux changements politiques

TUNIS  
de notre correspondant

Le projet d'unification des codes du statut personnel dans les pays arabes d'inspiration religieuse mis au point, en avril dernier à Koweït, par des experts des ministères de la justice, a été rejeté par la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). « Qu'il s'agisse de la polygamie, du divorce, du droit de garde des enfants ou de l'adoption, ce projet conservateur constitue une régression par rapport à l'état de la législation tunisienne en ce domaine et ne saurait constituer pour notre Ligue et notre pays une référence » (1), ont déclaré les dirigeants de la LTDH, au cours d'une récente conférence de presse.

Les animateurs de la Ligue ont, en outre, confirmé leur « adhésion active mais vigilante » aux changements intervenus en Tunisie depuis le 7 novembre, et ont rappelé leur « soutien chaleureux » à la récente ratification sans réserve par la Chambre des députés de la Convention des Nations unies contre la torture (Le Monde du 7 juillet).

Mais c'est sur la préservation de l'esprit de tolérance et de la liberté de conscience que la Ligue a surtout mis l'accent, afin « de ne pas compromettre la détermination du climat politique » qui s'est manifestée au cours de ces derniers mois. Se référant à l'amorce, par certains journaux, d'une « polémique indigne » mettant en cause l'un de ses membres, M. Serge Adida, d'origine juive — connu par ailleurs pour ses prises de position pro-palestiniennes — la LTDH a dénoncé « l'inadmissible amalgame entre judaïsme et sionisme », et a renouvelé son rejet de toute forme de discrimination raciale et religieuse.

Elle a aussi condamné les interventions « intempestives » de certains imams qui ont mené campagne récemment dans les mosquées contre des partis d'opposition, notamment le Parti communiste, et a réitéré « la caution publique qui leur a été apportée par le mufti de la République, qui a ainsi transgressé l'obligation de réserve à laquelle il est astreint ».

Par cette nouvelle prise de position, la LTDH, qui s'était tenue, l'an dernier, de la répression contre les islamistes tunisiens et continue à demander la promulgation d'une loi d'amnistie, confirme qu'elle demeure le cadre associatif privilégié de défense de la société civile et des acquis progressistes de la Tunisie en matière de droits de la femme et de sauvegarde de la liberté de conscience.

MICHEL DEURÉ.

(1) Le président Ben Ali a affirmé publiquement, en mars dernier (Le Monde du 22 mars) qu'il n'était pas question de remettre en cause le Code du statut personnel.

La conférence maghrébine d'Alger

### Des groupes de travail spécialisés vont mettre en œuvre la coopération

ALGER  
de notre correspondant

La commission maghrébine réunie à Alger le mercredi 13 et le jeudi 14 juillet n'a rien décidé de spectaculaire, mais une nouvelle étape vient d'être franchie dans ce que les dirigeants de la région appellent « l'édification du Grand Maghreb arabe ».

Les cinq délégations ont arrêté la création de cinq sous-commissions spécialisées placées sous la présidence de chacun des Etats membres : organisation et structures (Libye) ; éducation, enseignement et culture (Maroc) ; économie (Algérie) ; finances (Maroc) ; sécurité de la région, questions sociales et humanitaires (Tunisie). Ces groupes de travail se réuniront au cours des trois prochains mois afin de préparer la deuxième réunion de la commission, prévue à Rabat le 24 octobre, avant un nouveau sommet des chefs d'Etat qui pourrait avoir lieu d'ici à la fin de l'année.

Chaque pays, au cours de « débats francs et approfondis », selon les termes du communiqué final, a défendu sa conception de la construction de l'ensemble maghrébin. L'Algérie privilégie la complémentarité de l'intégration économique, considérant que de puissants liens peuvent être garantis de bonnes relations politiques. La Tunisie a plaidé pour un Maghreb sans frontières et la libre circulation des biens et des personnes. Le Maroc aurait insisté sur l'instauration d'un conseil des chefs d'Etat qui se réunirait plusieurs fois par an avec une présidence tournante, ainsi que sur la création d'un conseil des ministres des affaires étrangères. Enfin, la Libye milite pour un union qui serait une étape vers l'unité de la nation arabe.

Neutralité de bon aloi

Seul le conflit du Sahara occidental, sujet devenu tabou depuis la normalisation entre Alger et Rabat, peut, à terme, constituer un frein à l'essor maghrébin. A ce sujet, les questions de sécurité de la région ont été confiées à la Tunisie, qui a toujours pris soin d'entretenir d'excellentes relations avec l'Algérie comme avec le Maroc — d'abandonnant notamment de reconnaître la République arabe sahraoui démocratique (RASD) — et affiche une neutralité de bon aloi.

Outre le problème du Sahara occidental, les questions les plus épineuses demeurent celles posées par le borbage des frontières et la présence de bases militaires étrangères. La circulation des personnes et leur libre installation dans les pays voisins, la convertibilité des monnaies, la création d'une banque commune et d'institutions législatives maghrébines semblent plus simples à résoudre.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

■ AFRIQUE DU SUD : nouvelles pendaisons. — Un Noir, condamné à mort pour le meurtre d'un vieillard blanc, a été pendu, le jeudi 14 juillet, à la prison de Pretoria, une semaine après l'exécution de six autres personnes (cinq Noirs et un blanc) condamnées à la potence pour des crimes crapuleux, a-t-on appris auprès du ministère de la justice. Une porte-parole du ministère a déclaré que ces sept exécutions portaient à 81 (57 Noirs, 23 blancs et 1 Blanc) le total des pendaisons depuis le début de l'année. — (AFP.)

RFA

### Le président du Congrès juif mondial est « impressionné » par les efforts allemands pour assumer le passé nazi

BONN  
de notre correspondant

M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial (CJM), s'est déclaré « impressionné » par les efforts de la RFA pour assumer le passé nazi de l'Allemagne et faire en sorte que la jeunesse n'oublie pas les horreurs de l'Holocauste. A l'issue d'une visite de quatre jours en RFA, M. Bronfman, qui avait été le principal accusateur du président autrichien Kurt Waldheim, a souligné la différence de comportement vis-à-vis du passé entre l'Autriche et la République fédérale. « L'Autriche n'a jamais fait face à son passé, et aussi longtemps qu'elle ne le fera pas, elle ne pourra avoir d'avenir honorable », a-t-il déclaré.

Cette visite survient dans un contexte très difficile pour la petite communauté juive de RFA (trente mille personnes), encore sous le choc de l'escroquerie commise par l'ancien président du Conseil central des juifs allemands, Werner Nachmann, décédé au mois de janvier. Celui-ci avait détourné à son profit les intérêts des fonds de réparation aux victimes de l'Holocauste gérés par le Conseil central des juifs allemands. Les sommes détournées

s'élevaient à 33 millions de Deutsche-marks (environ 120 millions de francs) et l'enquête en cours n'a pas encore réussi à déterminer avec précision leur destination.

En recevant M. Bronfman, le chancelier Kohl a voulu dissiper le malaise créé dans la communauté juive internationale par certaines prises de position en faveur de M. Kurt Waldheim lors de la campagne présidentielle autrichienne de 1986. Le maintien de bonnes relations avec le CJM fait également partie, pour le chancelier, de l'héritage de Konrad Adenauer, dont il affirme souvent être le « petit-fils spirituel ». L'ancien président du CJM, Nahum Goldmann, entretenait d'étroites relations avec Konrad Adenauer, ce qui avait permis la conclusion d'un accord prévoyant des réparations matérielles très importantes aux victimes juives de nazisme et à l'Etat d'Israël.

Il reste à M. Edgar Bronfman à mener à bien les négociations en cours avec la République démocratique allemande qui se déclare prête à « faire un geste » pour indemniser les victimes de l'Holocauste, ce qu'elle avait toujours refusé jusqu'à présent.

LUC ROSENZWEIG.



## Asie

## TAIWAN : la fin du congrès du Kouomintang

## Taïpeh souhaite plus d'échanges avec la Chine

TAIPEH  
de notre envoyé spécial

Le régime nationaliste de Taïwan a ouvert un peu plus la porte aux échanges avec le continent communiste lors du trentième congrès du Kouomintang, qui s'est achevé le mercredi 13 juillet à Taïpeh. Le congrès a été l'occasion d'un désenclavement, de la part des députés, pour un certain nombre de représentants de la vieille garde, jugés trop passifs.

Parmi ces derniers, le premier ministre, M. Ku Kuo-tung, âgé de soixante-quatre ans, a été particulièrement touché, au point que les rumeurs de démission vont bon train à son sujet. Il est, en effet, arrivé en trente-cinquième position sur la liste des 1209 députés, dans l'ordre des voix recueillies. Cette liste n'a pas été rendue publique, une telle pratique « n'étant pas nécessaire », a dit le secrétaire général du parti, M. Lee Huan, en dressant le bilan du congrès devant la presse mercredi. M. Lee Huan, venu en tête du scrutin, passe pour être un candidat en vue au poste de premier ministre.

Des technocrates formés  
aux Etats-Unis

Le chef du gouvernement avait fait sourire nombre de participants en déclarant, dans son rapport à l'ouverture du congrès, que le Kouomintang se trouvait physiquement à Taïwan mais que « le cœur » de ses dirigeants était resté sur le continent. La phrase avait été jugée par-

ticulièrement maladroite compte tenu de ce que 80 % des près de vingt millions d'habitants de l'île sont de souche taïwanaise.

Ce désaveu est souligné par l'arrivée d'un plus grand nombre de Taïwanais de souche au comité central : soixante-neuf, contre vingt-cinq précédemment. Sans leur donner la majorité, cette nouvelle distribution des cartes dans cet organe est un geste destiné à satisfaire l'exigence d'une meilleure représentation des Taïwanais à la direction du régime. Toutefois, le comité central du KMT ne dispose jusqu'à présent que de prérogatives limitées, le véritable détenteur du pouvoir de décision étant son comité permanent, dont les trente et un membres devaient être élus.

Dans l'ensemble, les hommes qui montent à la tête du régime sont des technocrates formés aux Etats-Unis, dont on attend une politique réaliste envers le continent. Cette politique est exprimée dans une plate-forme adoptée par le congrès, qui prévoit un assouplissement modéré, mais réel, de la position de Taïwan face aux officiels américains de Pékin pour des contacts élargis. Ainsi, le Kouomintang admet, pour la première fois, le principe de visites à Taïwan pour des ressortissants du continent dans certains cas particuliers : intellectuels ayant « renoncé au marxisme-léninisme », familles de ressortissants de Taïwan gravement malades, ou à l'occasion de funérailles.

Dans l'autre sens, les journalistes, artistes et personnalités des milieux culturels de Taïwan seront autorisés à se rendre en visite professionnelle sur le continent (ils ne pouvaient le faire jusqu'à présent que sous le prétexte de rendre visite à leur

famille). Tous ces échanges seront cependant étudiés « cas par cas », a précisé M. Lee Huan.

Sur le plan économique, la brèche est accentuée. Le principe d'échanges bilatéraux, pourvu qu'ils soient « indirects », est transposé donc par un pays tiers, est plus ou moins entériné. Les termes de la résolution sont suffisamment vagues pour laisser toute latitude à l'imagination des hommes d'affaires de Taïwan, pressés d'investir sur le continent et d'importer des matières premières disponibles là-bas.

L'agence de presse du Kouomintang a été on ne peut plus explicite en soulignant que, s'il y a une politique « officielle », intégrant les échanges directs, « la porte est grande ouverte », dans la réalité, à ces rapports économiques. Les perspectives vont jusqu'à permettre aux industries affectées par la hausse des coûts de la main-d'œuvre à Taïwan de se « redéployer » sur le continent, afin de mettre à profit sa main-d'œuvre bon marché.

Il s'agit, assure Taïpeh, d'une « contre-attaque idéologique » visant à promouvoir la libre entreprise sur le continent et à affaiblir le régime communiste. La déclaration est assortie de mises en garde contre les intentions des communistes dont certains, à Taïwan, pensent qu'ils n'ont pas renoncé à une conquête militaire de l'île.

Maïs, au-delà de cette concession au dogme nationaliste, le Kouomintang laisse miroiter, à l'intention de Pékin, l'éventualité de nouveaux assouplissements, « sous condition que la sécurité nationale de la République de Chine [Taïwan] ne soit pas mise en danger ». Une formule résume la philosophie de cette ouverture : « Avoir le regard tourné vers l'avenir sans céder à une imagination romantique ».

FRANCIS DERON.

## La nouvelle direction

## Recul des continentaux

TAIPEH  
de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis que le Kouomintang s'est replié à Taïwan en 1949, les Taïwanais de souche ont obtenu une majorité d'une voix dans la composition du nouveau comité permanent du parti, véritable « bureau politique » du régime. Soixante-dix et un membre élus à l'unanimité sur proposition de M. Lee Teng-hui, chef de l'Etat et du parti, le jeudi 14 juillet à l'issue du congrès du Kouomintang (KMT), pour siéger dans cet organe sont originaires de Taïwan, contre quatorze précédemment.

La portée de ce geste envers la majorité autochtone de l'île est principalement symbolique : le régime de M. Lee, lui-même un Taïwanais, restera dominé, dans les faits, par l'immigration continentale. Il marque cependant une évolution, inacceptable il y a encore quelques années pour la vieille garde du régime.

La composition du nouveau comité permanent, qui se réunit toutes les semaines la veille du conseil des ministres, traduit le recul relatif de la famille Tchong Kai-chek, autrefois si puissante. Aucun des trois fils du défunt Tchang King-kong, élus la veille au comité central (organe qui ne dispose pas de prérogatives très étendues) n'y figure. Ils n'en devraient pas moins occuper à l'avenir des positions en vue dans l'administration.

Le demi-frère du président défunt, le général Tchang Wego,

un temps considéré par les observateurs comme un possible vice-président du KMT, n'a finalement obtenu qu'un siège honorifique au comité central des conseillers, mais s'est déclaré satisfait que « personnel, dans la famille, n'ait perdu la face » dans la redistribution du pouvoir.

L'arrivée de « sang frais », avec douze nouveaux membres âgés en moyenne de soixante ans, dont plusieurs technocrates de formation américaine, renforce l'image d'un pouvoir en cours de rénovation. Parmi les « étoiles » montantes du régime, figure M. James Song Chu-yu, quarante-six ans, benjamin du comité permanent, qui avait été l'artisan de la nomination de M. Lee à la tête du parti après le décès de Tchang King-kong.

Toutefois, la répartition des sièges suggère un saupoudrage destiné à satisfaire les différents courants du parti plutôt qu'à refléter l'ouverture ayant marqué l'élection du comité central. Sur les cent quatre-vingt candidats proposés par M. Lee, trente-trois avaient été battus par des hommes qui ne bénéficiaient pas de l'investiture présidentielle. Le chef de file des « libéraux », M. Jaw Shau-kong, avait, quant à lui, préféré se tenir hors de la course. L'artisan des compromis entre les courants rivaux qui ont abouti à l'équilibre actuel est M. Lee Huan, secrétaire général, un homme âgé de soixante et un ans, qui paraît en position d'arbitre au sein de la nouvelle direction.

F. D.

## AFGHANISTAN

## Vingt morts à Kaboul à la suite d'un bombardement

Vingt personnes ont été tuées et trente-quatre autres blessées, le vendredi 15 juillet, à Kaboul, par le tir d'une vingtaine de roquettes sol-sol, selon l'agence soviétique Tass. Il s'agit d'un des bombardements les plus meurtriers des dernières semaines. L'agence Tass ne donne pas d'autres détails sur les circonstances de ce bombardement et les quartiers touchés.

Les opérations de la résistance contre Kaboul deviennent de plus en plus fréquentes et meurtrières. Quinze attaques à la roquette ont eu lieu la semaine dernière, selon des sources diplomatiques à Islamabad (Pakistan). Un camion piégé a explosé le 6 juillet, tuant dix-huit personnes, selon ces diplomates. La résistance a annoncé qu'une voiture piégée avait sauté le 8 juillet près d'un hôpital militaire soviétique, faisant vingt morts et quarante blessés. — (AFP.)

## CHINE

## M. Shultz à Pékin

Arrivé jeudi dans la capitale chinoise, le secrétaire d'Etat américain a été reçu, le vendredi 15 juillet, par M. Deng Xiaoping, avec lequel il a abordé les problèmes des ventes d'armes chinoises au Proche-Orient et au Cambodge. A Washington, entre-temps, cent treize représentants américains ont appelé Pékin à ne pas vendre de missiles sol-sol M-9 à la Syrie, mettant en garde la Chine contre une éventuelle réduction de l'aide technologique américaine. Lors de l'étape précédente, à Manille, M. Shultz s'était déclaré optimiste sur la possibilité d'aboutir à un accord avec le gouvernement philippin sur la reconduction du bail des bases américaines de Clark et de Subic Bay lorsqu'il viendra à échéance en 1991. M. Shultz effectue une tournée de deux semaines en Asie et dans le Pacifique. (AFP/Reuters/UPI.)

## CORÉE DU SUD : nouvelle crise politique

## M. Roh Tae Woo s'oppose à une enquête parlementaire sur les agissements de l'ancien président Chun Doo Hwan

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

Le président Roh Tae Woo a mis son veto, le jeudi 14 juillet, à la proposition de deux lois permettant à l'Assemblée d'enquêter sur les activités du gouvernement et en particulier de convoquer devant ses commissions l'ancien président Chun Doo Hwan et les membres de sa famille impliqués dans plusieurs scandales. Cette décision a provoqué de vives réactions de la part de l'opposition, qui accuse le président de chercher à protéger M. Chun. Elle pourrait ouvrir une crise politique à la veille des Jeux olympiques de septembre à Séoul.

M. Kim Dae Jung, dirigeant du Parti pour la paix et la démocratie, première formation d'opposition, a déjà annoncé une campagne de protestation populaire. Les trois partis d'opposition pourraient décider, dans les prochains jours, de se retirer du gouvernement.

Faisant valoir le caractère « inconstitutionnel » des deux projets de loi portant atteinte au principe de l'équilibre entre les pouvoirs législatif et judiciaire, M. Roh les a renvoyés devant l'Assemblée pour un nouvel examen. Ils ont peu de chances d'être approuvés une seconde fois : la majorité des deux tiers, et non plus la majorité simple dont dispose l'opposition, étant requise lorsque le président a mis son veto à un projet de loi. Si la décision de M. Roh limite les pouvoirs des commissions parlementaires d'enquête, elle n'entrave pas leur fonctionnement.

## « Un peu trop gourmand »

Le président a sans doute épargné à son prédécesseur et ancien compagnon d'armes de devoir répondre personnellement devant l'Assemblée mais il pourra peut-être plus difficilement éviter que l'enquête se poursuive et aboutisse, comme ce n'y attend à Séoul, à l'implication de M. Chun dans une série de scandales.

A l'exception du frère cadet de l'ex-président, M. Chun Kyung Hwan, arrêté et dont le procès doit commencer le 19 juillet pour avoir détourné 8,7 millions de dollars de fonds publics lorsqu'il était à la tête du Saemaul (Mouvement des nouvelles communautés), M. Chun et sa famille ne sont l'objet que de rumeurs. Celles-ci sont cependant de plus en plus insistantes : « Tous les Coréens sont d'accord sur un point, l'ex-président a été un peu trop gourmand », souligne un diplomate.

PHILIPPE PONS.

## Etats-Unis

## Le budget du Pentagone de nouveau en baisse

Le Congrès américain a approuvé, le jeudi 14 juillet, la version finale d'un projet de budget du Pentagone pour 1989, qui prévoit une légère baisse des dépenses et limite les fonds demandés par le président Ronald Reagan pour son programme d'initiative de défense stratégique (IDS). Le projet, dans l'ensemble approuvé par l'opposition démocrate et rejeté par les républicains, tant à la Chambre qu'au Sénat, autorise le département de la défense à dépenser 299,5 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1989, contre 301 milliards pour 1988.

C'est la quatrième année consécutive que le budget global de la défense est en baisse ou inchangé, après les importantes augmentations précédentes pendant le premier mandat du président Reagan. Le secrétaire à la défense, Frank Carlucci, avait exprimé, le 18 février dernier, le souhait que le budget de défense reprenne un taux de croissance de 2 % dès 1990.

Pour l'IDS, le texte adopté prévoit 4 milliards de dollars de dépenses, contre 4,8 milliards demandés finalement par la Maison Blanche (après le premier chiffre avancé : 6,2 milliards). Ce montant est tout de même en légère augmentation par rapport à celui de l'année en cours (3,9 milliards). — (AFP.)

## Nicaragua

## Quatre dirigeants de l'opposition condamnés à six mois de prison

Nouveau durcissement du régime sandiniste, après la fermeture en début de semaine du journal d'opposition, la *Presencia*, et de la radio de l'Eglise catholique : le gouvernement de Managua a annoncé, le jeudi 14 juillet, la condamnation à six mois de détention pour « atteintes à l'ordre public » de quatre dirigeants de l'opposition. Ce sont Miriam Arguello et Luis Carballo du Parti conservateur nicaraguayen, Carlos Humberto, président de la coordination démocratique (coalition de syndicats et de partis de droite), et Agustín Jaquín, secrétaire général du Parti chrétien social.

L'organe officiel, *Barricada*, a précisé que les quatre opposants faisaient partie des quarante-quatre personnes détenues à la suite de la violente manifestation qui a eu lieu, dimanche, à Managua, au sud de la capitale, et dont des deux mille participants avaient été dispersés à coups de grenades lacrymogènes et de matraques. C'est dans cette manifes-

## A TRAVERS LE MONDE

festation que le gouvernement avait ordonné de décaler une « ingérence américaine », motif officiel de l'expulsion de l'ambassadeur américain, M. Richard Melton, ainsi que sept de ses collaborateurs.

En représailles, Washington menaçait de reprendre son aide militaire à la Corée intercoréenne le 7 février dernier, décidait de renvoyer à son tour huit diplomates nicaraguayens. Au risque de créer un véritable imbroglio juridique, l'ambassadeur nicaraguayen, M. Carlos Tunnerman, accrédité également auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA) à Washington, prétend que, en lui signifiant son expulsion, le gouvernement américain a violé le droit souverain dont dispose chaque Etat membre de l'OEA de nommer ses représentants.

## Pays-Bas

## Vingt ans de prison pour l'assassin de Gerrit Jan Heijn

Le tribunal de Haarlem (près d'Amsterdam) a condamné, le jeudi 14 juillet, à vingt ans d'emprisonnement, Ferdi Elzen, revisseur et assassin de l'homme d'affaires néerlandais Gerrit Jan Heijn. Le procureur avait requis la réduction à vie, mais la Cour a tenu compte dans son jugement d'un rapport d'expertise psychiatrique allant dans le sens d'une « responsabilité limitée » de l'accusé au moment des faits.

Gerrit Jan Heijn, numéro deux du plus gros groupe de supermarchés néerlandais, Ahold, avait été enlevé le 5 septembre 1987. La police devait retrouver son cadavre le 7 avril 1988 dans un bois proche de Reutum. Ferdi Elzen, ingénieur aéronautique, avait enterré l'homme d'affaires le jour même du rapt, après lui avoir tiré une balle dans la tête. — (AFP.)

## Soudan

## Les Eglises chrétiennes contre l'application de la charia

Khartoum (AFP). — Dans un message remis le jeudi 14 juillet au président par intérim du Conseil de souveraineté (présidence de la République), M. Idries El-Banna, les Eglises du Soudan ont annoncé leur opposition à une éventuelle application de nouvelles lois islamiques dans le nord du pays. Elles ont estimé que l'adoption de ces lois porterait atteinte aux droits des chrétiens, qui représentent le tiers de la population du Soudan, et souligné que l'unité nationale, fondée sur la « diversité de races, religions et cultures du pays, en serait menacée ».

Les partis politiques du Sud

avaient exprimé lundi leur opposition à l'adoption de ces lois et demandé de soumettre la question à la conférence constitutionnelle. Mais le premier ministre, M. Sedek El-Mehdi, a souligné mercredi que seule l'Assemblée constituante, dont la majorité des députés ont été élus sur la base de leur programme électoral islamique, tranchera cette question et non la conférence constitutionnelle.

Le tout-puissant ordre des avocats, de son côté, estime que la promulgation de ces lois, de nature « discriminatoire », provoquerait une « déintégration de l'unité nationale ».

La nouvelle législation dont l'application serait la plus difficilement divisible en effet priverait le pays en deux : le Nord, à majorité musulmane, où les nouvelles lois seraient appliquées, et le Sud, dominé par une population chrétienne ou animiste, où serait maintenue la législation laïque. Or, ce sont les rebelles soufistes du colonel Garang qui vivent opposés à ce compromis, qui, selon eux, consacrerait et perpétuerait la guerre civile.

## Territoires occupés

## Tension persistante

Jérusalem (AFP). — Une vive tension a régné, le jeudi 14 juillet, dans plusieurs secteurs de la Cisjordanie occupée, deux jeunes Palestiniens ayant succombé la veille à des blessures occasionnées en début de semaine, à Naplouse, par les tirs de soldats israéliens.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, une jeune Palestinienne a été blessée d'une balle à la poitrine dans le camp de Balata (proche de Naplouse) lors d'une manifestation. Des heurts ont par ailleurs opposé manifestants palestiniens et soldats israéliens mercredi soir à Tulkarm (nord de la Cisjordanie), et, au même moment, plusieurs dizaines de colons israéliens brisaient les vitres de plusieurs voitures appartenant à des Palestiniens de Qalqilya (Cisjordanie) lors d'un « raid punitif », déclenché après qu'un adolescent israélien eut été blessé par des pierres au cours d'une « manifestation », de son côté, ordonnée, jeudi, la fermeture jusqu'à la fin août de deux nouveaux établissements scolaires palestiniens de Qalqilya, portant à six le nombre des écoles de la ville désormais fermées.

Le couvre-feu a, en outre, été imposé préventivement jeudi sur Qalqilya. Cette mesure a, d'autre part, été prorogée jeudi pour le quatrième jour consécutif à Anabta, une localité voisine. Les autorités militaires israéliennes ont aussi prorogé, jeudi, le couvre-feu sur plusieurs quartiers du secteur de Bethléem (sud de la Cisjordanie), notamment à Beit-sahour (quatrième jour de couvre-feu) et dans le camp d'Aida (sixième jour).

## EN BREF

● CHILI : manifestations d'étudiants contre la torture. — Soixante-dix étudiants chiliens ont occupé, le jeudi 14 juillet, le palais de justice de Santiago pour réclamer la libération de trois de leurs camarades incarcérés et protester contre les tortures qui leur seraient infligées. Sept étudiants sur les huit arrêtés au cours de cette manifestation ont été relâchés dès jeudi soir. — (AFP.)

● LIBERIA : Nouvelle tentative de putsch. — Une nouvelle tentative pour renverser le chef de l'Etat libérien a échoué, le mercredi 13 juillet à l'aube, à lui-même annoncé, à la radio nationale, le président Samuel Doe. Selon lui, le général Nicholas Podier, un ancien chef de l'armée libérienne, était à la tête des comploteurs et un nombre indéterminé sur la douzaine d'« envahisseurs » aurait été mis hors de combat ou arrêté lors d'une fusillade. Le général Podier, qui a été tué, était le numéro deux du gouvernement militaire formé après le coup d'Etat du sergent Doe en 1980. Il avait été déjà impliqué dans un complot contre le président Doe en 1984 et exclu de l'armée. Il s'agit de la neuvième tentative de coup d'Etat contre le président Doe. — (AFP.)

● THAILANDE : conférence sur les « boat people ». — Des responsables thaïlandais et des représentants des Nations unies ont annoncé qu'une réunion régionale consacrée aux « boat people » aura lieu à Bangkok sous l'égide de l'ONU les 18 et 19 juillet. Un diplomate américain a déclaré à la suite d'un entretien avec le secrétaire d'Etat, George Shultz, et le gouverneur de Hongkong, sir David Wilson, qu'une délégation de la colonie se rendra à Hanoi la semaine prochaine afin de discuter des efforts déployés en vue du rapatriement des milliers de réfugiés vietnamiens. — (AFP.)

● ZAIRE : le Parlement européen dénonce la violation des droits de l'homme. — Le Parlement européen a invité, le jeudi 7 juillet, à Strasbourg, la France et la Belgique à durcir leur politique à l'égard du Zaïre tant que les violations des droits de l'homme y continueront et que les responsables — des « bérés verts » — n'auront pas été jugés. Dans une résolution votée à la majorité, l'assemblée des Douze a demandé aux Etats membres de la Communauté de « reconsidérer les programmes d'aide à l'armée zaïroise qui sont en cours par le canal de leurs propres forces armées ».

Par ailleurs, la représentation en France de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti interdit au Zaïre, vient d'élire plusieurs organisations de défense des droits de l'homme sur le sort de l'un de ses fondateurs, M. Faustin Birhindwa, économiste, ancien conseiller du président Mobutu, arrêté à Kinshasa le 8 avril.

## Les déclarations

## Nouveaux représentants

Le président de la République, M. François Mitterrand, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Pierre Godeaux, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre de la Défense, M. André Vassiliadis, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Follon, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre de la Santé, M. Jean-Pierre Laroche, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre de l'Environnement, M. Jean-Pierre Godeaux, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre de l'Énergie, M. Jean-Pierre Godeaux, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.

Le ministre de l'Industrie, M. Jean-Pierre Godeaux, a déclaré, le jeudi 14 juillet, à Paris, que la France continuait de soutenir la résistance afghane contre les troupes soviétiques. Il a souligné que la France était prête à fournir toute l'aide nécessaire à la résistance afghane, y compris l'envoi de conseillers militaires et de matériel.



Les déclarations de M. François Mitterrand sur TF 1

« Je veux représenter plus que jamais les forces de progrès »

Interrogé par Yves Mourou, sur TF 1, M. Mitterrand a notamment répondu : « Je veux, en effet, représenter ici plus que jamais les forces de progrès. »

« Le progrès, cela signifie sur le plan humain justice, égalité des chances, savoir et formation, refus des exclusions, bref, je ne vais pas redire ici ce que j'ai dit pendant deux mois, mais j'y reste fidèle. »

Après avoir passé en revue les grands travaux engagés au cours de son premier septennat, le chef de l'Etat a indiqué : « Je veux que soient entrepris la construction et l'aménagement de l'une des ou de la plus grande et de la plus moderne bibliothèque du monde. (...) Je veux une bibliothèque qui puisse prendre en compte toutes les données du savoir dans toutes les disciplines et surtout qui puisse communiquer ce savoir à l'ensemble de ceux qui cherchent, de ceux qui étudient, de ceux qui ont besoin d'apprendre, toutes les universités, les lycées, tous les chercheurs qui doivent trouver un appareil modernisé, informatisé, et avoir immédiatement le renseignement qu'ils cherchent. »

« On pourra connecter cette bibliothèque nationale avec l'ensemble des grandes universités de l'Europe, et nous aurons alors un instrument de recherche et de travail qui sera incomparable. J'en ai l'ambition et je le ferai. »

« J'en ai parlé récemment au premier ministre, au ministre de l'éducation nationale, au ministre de l'économie et des finances. On va, au coude à coude, réussir ce projet (...) dans quatre ou cinq ans. »

Evocant le « Bébé show », M. Mitterrand a déclaré : « Une émission que j'ai trouvée remarquable, très astucieuse et très vive, qui d'ailleurs — je suis un peu surpris — me prête toujours un langage (comment pourrait-on dire...) de « chambre », puisque nous sommes le 14 juillet... Moi, je ne parle pas comme cela, mais c'est une caricature... J'ai un peu de peine à me reconnaître dans cette caricature... Moi, je trouve qu'elle se me ressemble pas. Mais comme tout le monde trouve qu'elle me ressemble, c'est moi qui dois me tromper, sans doute. »

Abordant les questions politiques, le président a ensuite souligné : « Il y a quand même une base politique, et cette base politique, ce sont les forces de progrès parmi lesquelles, au premier rang, les socialistes. Mais il y a beaucoup de gens qui sont considérés comme des modérés et qui sont parfaitement capables de comprendre cet appel de l'histoire, cette nécessité du pays... Les communistes, sans aucun doute, ont appelé à voter pour moi, et je m'en suis réjoui. Evocant les modérés : « Je ne dirai pas derrière moi, mais j'ai vu que, jusqu'ici, ils n'avaient pas voté pour des candidats de la gauche — dont je suis — et qui ont compris que là était l'intérêt de la France. » A propos de M. Solons : « On a le droit à tout moment de rallier la majorité présidentielle... »

Après avoir présidé le traditionnel défilé militaire du 14 juillet, le président de la République, comme il le fait chaque année depuis sa première élection en 1981, a répondu aux questions d'Yves Mourou sur TF 1. A cette occasion, le chef de l'Etat a précisé sa pensée dans deux domaines politiques essentiels : les contours et la portée de l'ouverture, d'une part ; sa relation avec le premier ministre, d'autre part.

A l'évidence, M. Mitterrand a voulu donner un coup d'arrêt à l'ouverture, prenant acte, en y insistant, du comportement d'un centre « qui se cherche » et qui ne l'a pas encore « rallié », et, sans le dire, des fortes réticences apparues récemment au sein même du Parti socialiste. Dans ces conditions, il revient au premier ministre qui se trouve à la tête d'un « gouvernement de gauche » et d'une « majorité de gauche », de mettre en œuvre les choix du candidat Mitterrand, lesquels correspondent, assure-t-il, aux aspirations des « forces de progrès ».

« A ses yeux, les forces de progrès » ont été mesurées au second tour de l'élection présidentielle : elles pèsent 54 % des suffrages exprimés et comprennent, au premier rang, les socialistes, les communistes, « évidemment », et, « à côté », des « modérés ».

M. Rocard peut donc compter sur l'aide et l'appui du président de la République, à la condition qu'il se contente de mettre en œuvre les orientations contenues dans sa Lettre à tous les Français. Aucun égoïsme n'a d'ailleurs été dénoté par le chef de l'Etat au premier ministre, hormis son action en Nouvelle-Calédonie. Le référendum national concernant ce territoire, que le gouvernement songe à organiser le 25 septembre, jour du premier tour des élections cantonales, devrait, selon le chef de l'Etat, avoir lieu à cette date.

M. Mitterrand a, d'autre part, annoncé la construction à Paris de « la plus grande et la plus belle bibliothèque du monde » (lire page 13).

« J'en citerai un quatrième, qui est le refus des exclusions. Y a-t-il meilleur exemple de ce qui a été déjà accompli remarquablement par le premier ministre dans le dialogue réouvert en Nouvelle-Calédonie ? (...) »

« Ce que je veux vous dire, et, au-delà de vous, à tous ceux qui m'entendent, c'est que, d'abord, on ne peut s'entendre qu'avec ceux qui le veulent. Ensuite, j'ai surtout écouté, à partir du 8 mai au soir, et j'ai perçu des refus. Tous les groupes politiques de la majorité de l'époque, devenue aujourd'hui l'opposition, ont refusé de prêter la main en disant : on verra. Certains n'ont pas dit méchamment ; d'autres l'ont dit vigoureusement. »

« En attendant que le centre sache où il est... »

« Je dois dire que cela ne me peine pas du tout. C'est une façon de s'exprimer. Je vois s'opposer avec détermination, dans une opposition politique au président de la République et à la majorité parlementaire, un certain nombre de groupes d'hommes et de femmes que rien ne peut rapprocher des objectifs que j'ai soutenus, qui ont montré dans leur action et qui montrent dans leur attitude qu'ils ont choisi une autre voie. »

« Je dois dire que, même lorsque je lis dans les journaux, comme ce

matin, que la discussion sur le revenu minimum garanti d'insertion, que la discussion, au mois d'octobre, sur l'impôt de solidarité sur les grandes fortunes, seront un test d'ouverture, ou encore que la majorité politique d'aujourd'hui démontrera si elle veut ou si elle ne veut pas réaliser l'ouverture, je dois dire qu'il faut renverser la proposition ! C'est à la majorité qu'il appartient de gouverner, pas à l'opposition ! Cela me donne toujours l'impression qu'il se passe, à peu près, ce dialogue-là, ou bien cette sorte de double réflexion : « Vous avez gagné ? Rendez-vous ! » Non, ce n'est pas ainsi que les choses se passent. C'est à la majorité qu'il appartient de gouverner. »

« Moi, le centre, je trouve ça très bien. Je le cherche un peu. Je le cherche un peu, et je pense qu'un centre qui vote toujours avec la droite ou l'extrême droite, c'est un drôle de centre. En attendant qu'il sache où il est, j'entends que l'on gouverne, que l'on fasse les lois et que l'on oriente la politique française dans le sens qu'a voulu la majorité des Français. »

En ce qui concerne les affaires Schwarzenberg et Arpaillange, M. Mitterrand a souligné : « Il y a là deux ministres qui, chacun dans son domaine, représentent une grande capacité, une grande réussite dans le domaine de la connaissance du droit et de la pratique de la justice : M. Arpaillange ; dans le domaine de la médecine et de la

rocherche, le professeur Schwarzenberg. »

« Bien entendu, des hommes aussi éminents n'ont pas la pratique politique, l'usage parlementaire, qu'ont les parlementaires élus par le peuple. Chacun a des qualités qui sont complémentaires. Il faut distinguer la forme et il faut distinguer le fond. Lorsque le garde des sceaux s'est exprimé, juridiquement il avait parfaitement raison. Nos lois pénales ne prévoient pas de peine en plus de celles qui sont déjà clairement exprimées, en particulier la détention perpétuelle ou la détention à vingt ans. Le problème est celui de l'appréciation politique. Faut-il le faire ? Quand faut-il le faire ? Comment faut-il le faire ? »

« Le garde des sceaux a parlé vrai. Mais la responsabilité est d'ordre gouvernemental et la seule chose qui soit exigible — qui est très facile à comprendre, qui est généralement observée, qui est de plus en plus... J'ai beaucoup d'estime pour les deux ministres dont vous me parlez... c'est que rien ne doit être fait sans que le premier ministre en ait décidé. C'est tout. A partir du moment où l'on se trouve dans une situation qui ne l'a pas permis, il faut remettre le train sur les rails. »

Evocant le prochain sommet des Sept, le 14 juillet 1989, à Paris, le président a indiqué :

« Un certain nombre de grands pays, qui ne sont pas capables d'avoir depuis deux siècles réussi leur révolution industrielle, ces grands pays-là seront présents le 14 juillet 1989. Ils l'ont décidé à Toronto récemment, puisque c'est au tour de la France — à partir de 1989 — de présider cette conférence. Je me réjouis de pouvoir les recevoir, car ce sera l'occasion, pour la France, de sentir sa propre grandeur que d'avoir des chefs d'Etat ou de gouvernement des sept plus grands pays industriels. Mais j'ai bien l'intention d'inviter beaucoup de représentants, chefs d'Etat ou de gouvernement de pays pauvres, de nos amis d'Afrique, de pays d'Amérique latine. »

« Je souhaiterais que le tiers-monde fût présent ce jour-là, car il n'y a pas eu de choix des uns contre les autres. Reconnaissez qu'à Paris, dans notre capitale, en France, pour le 14 juillet, deuxième centenaire de la Révolution française, puisque c'est la date de la prise de la Bastille qui a servi de symbole, cette présence universelle d'un monde si différent dans ses réalités, mais qui trouve un point commun dans la célébration de ce qui a fait nos grands de la France, c'est quand même une grande chose. »

Coup d'arrêt

C'EST devenu un rite annuel : chaque 14 juillet, par le canal de la télévision, le président de la République délivre ses oracles au peuple français. Selon les circonstances, il se montre précis ou sibyllin, grave ou enjoué. La France politique est suspendue à ses lèvres, il le sait, il en joue. M. François Mitterrand excelle dans cet exercice qui tend à sacraliser sa fonction, et il était au fond inévitable que surgît dans sa conversation avec l'homme Yves Mourou la référence à quelques distances et, surtout, qu'il laisserait une grande marge de manœuvre à son premier ministre.

Les choses sont claires : M. Mitterrand entend bien exercer la plénitude de sa fonction suprême sur l'ensemble du champ d'action politique. Qu'on se le dise : il restera le maître du jeu dont il continuera à fixer les règles, qu'il les modifie ou qu'il ne les modifie pas, du moins de sa vision du paysage.

Car, en quelques petites phrases, M. Mitterrand a bel et bien mis un terme provisoire au débat sur l'ouverture qu'il avait lui-même lancé en multipliant les appels au rassemblement des Français et à la constitution d'une majorité présidentielle transcendant les clivages traditionnels. Pourquoi ? La réponse de M. Mitterrand pourrait tenir en un adage bien connu de toutes les granouilles : à l'impossible nul n'est tenu. Le message, en clair, s'adressait d'abord aux dé-

geants du Centre des démocrates sociaux, qu'il n'a cessé de solliciter mais qui n'ont pas osé franchir le Rubicon : vous avez choisi de rester dans l'opposition, eh bien ! j'en prends acte.

Il faut rendre cette justice à M. Mitterrand qu'il n'a pas osé aller jusqu'à la situation risquée fort de devenir surréaliste puisque les conditions posées par les centristes à leur entrée dans ladite « ouverture » aboutissaient en quelque sorte à adjoindre au gouvernement une politique de droite. M. Mitterrand a voulu mettre fin à cette dérive paradoxale. Le temps n'est plus aux subtilités cultivées par MM. Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Méhaignier. « Mon premier devoir est de veiller à ce que les aspirations de ceux qui ont voté pour moi, les 54 % des Français, trouvent tout de même la réponse qu'ils sont en droit d'attendre de moi (...). Les groupes de la majorité ont refusé de prêter la main (...). C'est à la majorité qu'il appartient de gouverner. » En somme : messieurs les centristes, si vous changez d'avis, faites-le moi savoir.

En résidence surveillée

Les alliances spontanément conclues en Aquitaine et en Champagne-Ardenne par le RPR et l'UDF avec le Front national pour les élections des présidents des conseils régionaux ont d'ailleurs fourni au président de la République un autre argument pour justifier son encerclement à gauche. Un prétendu centre « qui vote toujours avec la droite ou l'extrême droite » est en effet « un drôle de centre ». La certitude, pour le moment, c'est moi, répond M. Mitterrand à M. Méhaignier. Mais si MM. Giscard d'Estaing, Méhaignier et quelques autres,

sans omettre M<sup>me</sup> Simone Veil, sont ainsi envoyés au piquet par le juge-arbitre, il est un autre homme qui doit se sentir depuis ce jeudi, lui, en résidence surveillée. Il s'agit de M. Michel Rocard. Le discours présidentiel s'adressait aussi à lui. Le premier ministre voulait faire l'ouverture en marchant ; il repart l'ordre de réintégrer la cadence et de ne pas s'aventurer à la légère en terrain mouvant. C'est un rappel à la discipline socialiste. Voilà le chemin du chef du gouvernement étroitement balisé. Ce n'est pas à M. Rocard d'aller au-devant de l'opposition ; c'est à celle-ci de faire preuve de bonne volonté. Ceux des dirigeants du Parti socialiste qui, tel M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, avaient déjà pris pour cible le premier ministre seront ravis de cet avertissement. M. Mitterrand, par la même occasion, donne un gage aux militants qui estiment que M. Rocard en a fait un peu trop en direction des représentants de la « société civile » dans la composition de son deuxième gouvernement, faisant mine d'oublier que le premier ministre n'a fait, en l'occurrence, que se plier à ses directives...

M. Rocard fait ainsi la rude expérience de la loi d'airain de la République. Il n'est pas sûr que l'hommage que lui a enfin rendu M. Mitterrand pour son « remarquable » travail au sujet de la Nouvelle-Calédonie lui mette vraiment du baume au cœur. Surtout au moment où, sur ce territoire, la prise de position des militants du parti de M. Jean-Marie Tjibou meurt de la loi d'airain de la République. La première conséquence politique de la double mise au point présidentielle est en effet d'enfermer M. Rocard dans un corset. Pour lui, fini de « rêver »...

ALAIN ROLLAT.

M. Tjibou en difficulté dans son parti  
L'Union calédonienne refuse la composition du corps électoral prévue par l'accord de Matignon

NOUMÉA  
de notre correspondant

On savait les discussions extrêmement serrées. Depuis son retour de Paris, début juillet, M. Jean-Marie Tjibou n'avait pas ménagé ses efforts pour faire avaliser par ses troupes l'accord de Matignon. Honneur au parole donnée à M. Michel Rocard, le leader du FLNKS s'était fait l'avocat du « paquet de propositions gouvernementales », fidèlement épluché dans cette tâche délicate par son lieutenant M. Yéwéné Yéwéné. Mais le poids personnel de ces deux chefs historiques du mouvement indépendantiste n'a pas suffi : les militants leur ont refusé une adhésion globale sur l'ensemble du dispositif patiemment mis au point à Paris.

Ce qui s'est passé, jeudi 14 juillet à la tribune de Nôé, située à 45 kilomètres de Nouméa, où l'Union calédonienne (composante majoritaire du FLNKS) réunissait son deuxième comité directeur en deux semaines, constitue à bien des égards un coup de théâtre. Tard dans la soirée, un consensus s'est dégagé pour demander que soient renégociées les limites du corps électoral habilité à prendre part au scrutin d'autodétermination de 1998. Les réticences exprimées par les militants sur cette lancinante pierre d'achoppement de la politique locale étaient en effet trop vives : la restriction proposée par M. Michel Rocard — « geler » le corps électoral à partir de 1988 — ne suffit pas, et de très loin, à susciter une majorité indépendante. Les délégués de l'UC ont en beau tourner dans tous les sens leurs propres projections statistiques : celles-ci établissent,

compte tenu des tendances démographiques naturelles, qu'il faudrait attendre l'année... 2035 pour voir émerger une majorité politique favorable aux thèses indépendantistes. A moins, évidemment, de se saisir à bras le corps de ce dossier litigieux en prenant dès maintenant le risque politique de restreindre d'une manière plus radicale le corps électoral. C'est précisément ce qu'attend l'UC du gouvernement, représentant sa suggestion dans la table ronde de Nainville-les-Roches, en juillet 1983, à savoir limiter le droit de vote au « peuple kanak et aux victimes de l'histoire » (« caldoches » de la deuxième génération nés sur le territoire). Une hypothèse basse pourrait à la limite être acceptable : s'en tenir au corps électoral ayant participé au référendum de 1958.

Une position capitale

Cette position de la base de l'UC, après tout conforme à l'orthodoxie du FLNKS, est évidemment capitale : elle pourrait créer une onde de choc risquant d'ébranler l'échafaudage laborieusement construit à Paris. Outre qu'elle pose d'inévitables problèmes constitutionnels à M. Michel Rocard, elle peut provoquer l'hostilité de M. Jacques Lafleur, chef du RPCR, lequel a d'ailleurs habilement attendu de voir ce que donnaient les consultations au sein du FLNKS avant de solliciter l'avis de ses propres instances. Autant dire que le consensus local, donc national, risque d'être mis à mal.

Les indépendantistes sont conscients de la nouvelle impasse

dans laquelle pourrait les conduire leur position rigide sur la question du corps électoral. Mais, pour eux, celle-ci n'est pas négociable. Le reste l'est. La durée de dix ans du statut transitoire (jugée trop longue) ainsi que le découpage régional (non conforme aux limites des aires coutumières canaques) soulevaient à leurs yeux une foule d'objections qui, finalement, auraient pu être surmontées si de solides garanties sur le chapitre du corps électoral avaient pu les compenser. Bien qu'ayant été clairement évités par MM. Tjibou et Yéwéné Yéwéné des risques encourus, les cadres de l'UC n'ont pas cédé. C'est donc sur une position dure que l'UC abordera, samedi 16 juillet, à Thio, les débats de la convention de l'ensemble du FLNKS.

FREDERIC BOBRI.

(Publicité)  
**CONFÉRENCE CHRÉTIENNE INTERNATIONALE**  
Toutes dénominations  
bienvenues  
17-20 juillet,  
Paris L.S.C.  
144, avenue  
du Président-Wilson  
93210 Plaine-Saint-Denis  
(800 m porte de la Chapelle)  
dim. 17 : 19 h 30 ; Lun à Mer :  
10 h, 14 h 30, 19 h 30.  
Entrée gratuite  
Prêches pour les malades  
La Parole de Foi  
BP 54, 93122 La Courneuve







## Après la mort d'un jeune Maghrébin

### Scènes de violences à La Courneuve

Environ soixante jeunes gens habitant le quartier des « 4 000 » à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) ont violemment manifesté, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 juillet, incendiant des voitures et brisant des vitrines de magasins. Ils s'en sont pris ensuite aux policiers venus sur place, auxquels ils attribuent la responsabilité de la mort de l'un d'eux, après un accident de moto alors qu'il tentait d'échapper à une patrouille.

Au cours des affrontements qui ont opposé les manifestants, armés de cocktails molotov et de pierres, à une quarantaine de gardiens de la paix, quatre policiers ont été légèrement blessés. Selon la direction départementale des polices urbaines, ils souffrent d'« égratignures provoquées par des éclats de verre et de petites contusions consécutives à des jets de pierres ». On ne relève aucun blessé dans les rangs des manifestants, précise-t-on de même source. Cinq d'entre eux ont été interpellés et relâchés, rien n'ayant pu leur être reproché. L'information judiciaire a été ouverte pour rechercher les auteurs des violences et des dégradations. Elle a été confiée à M<sup>me</sup> Christine Coste-Floret, juge d'instruction.

C'est un accident qui est à l'origine de la colère des jeunes gens de La Courneuve. Le 5 juillet, deux d'entre eux circulaient, sans casque, dans le même quartier, sur une moto de cross. Ils se sont enfuis en apercevant une voiture de patrouille de la police. Dans leur course, indiquée-on de source policière, ils ont heurté un panneau de signalisation. Le passager, Ali Mahfouf, dix-neuf ans, a été grièvement blessé au cours du choc. Transporté dans le coma à l'hôpital Beaujon, il y est mort une semaine plus tard.

« Ils nous reprochent la mort de leur ami », a déclaré en substance un responsable de la direction départementale des polices urbaines, qui précise que, le soir même de l'annonce du décès du jeune homme, mardi, une trentaine de personnes étaient venues au commissariat de La Courneuve pour porter plainte. Il n'y avait aucun officier de police judiciaire sur place et « le groupe est reparti sans incident ».

Mercredi soir, l'intervention des policiers dans le quartier pour interdire des « rouspétages », spécialisés dans le vol d'équipements de voitures, a tout fait dégrader. Des manifestants se sont regroupés et ont commencé une mise à sac du quartier. Ils ont incendié sept voitures et détruit les

vitrines d'un bureau de poste, de deux pharmacies, d'une librairie-papeterie et d'un pressing.

Les jeunes gens se sont ensuite dirigés vers le poste de police pour s'en prendre aux deux fonctionnaires de permanence. L'affrontement avec des policiers appelés en renfort a duré plusieurs heures avant que les assaillants ne se dispersent.

Le père d'Ali Mahfouf conteste la version des faits donnée par la police et a annoncé son intention de déposer une plainte. Omar Mahfouf, restaurateur dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, a précisé à l'Agence France-press que « des inspecteurs en civil ont tenté d'intercepter [la moto] en la bloquant avec une voiture banalisée provoquant ainsi sa chute ». Pour étayer cette accusation, le père de la victime affirme détenir de nombreux témoignages, dont au moins deux directs.

A la direction départementale des polices urbaines, on affirme toujours que les jeunes gens avaient pris la fuite en apercevant la voiture de police et qu'ils ont chuté d'eux-mêmes. La préfecture reconnaît cependant qu'elle « n'a pas de connaissance très approfondie des circonstances de l'accident », mais affirme que « la version du père est fautive ».

## EDUCATION

Pour rassurer les parents sans ennuyer les enfants

### Les devoirs se mettent en vacances...

Les vacances éveillent chez les parents l'inquiétude de voir leurs enfants oublier les acquis de l'année scolaire écoulée. Un souci qui peut se résoudre facilement, grâce aux devoirs de vacances. Ceux-ci doivent rassurer les adultes sans ennuyer les enfants. C'est pourquoi les éditeurs redoublent d'efforts pour renouveler la formule en la rendant plus attrayante. Les nouveaux cahiers sont le plus souvent remplis de couleurs, parsemés de jeux éducatifs, et truffés d'exercices mettant en scène... les vacances.

Avec ses livrets Nathan Vacances, Fernand Nathan propose sans doute le compromis le plus équilibré entre le sérieux pédagogique et les indispensables clin d'œil iconographiques. En sept années, couvrant la scolarité de la maternelle à l'entrée en sixième — comme les autres collections, — ils proposent une « assurance rentrée » dans toutes les disciplines. Les révisions se présentent sous la forme de doubles pages thématiques, qui mêlent de façon astucieuse la compréhension d'un texte littéraire, la grammaire, l'orthographe, les mathématiques et l'histoire ou la géographie. Mais ils semblent plutôt destinés à des élèves à l'aise, ou sérieusement aidés par leurs parents. Posologie conseillée : une demi-heure par jour, pendant un mois.

Dans un style encore plus décontracté mais comparable, la collection Ouf de chez Bordas promet aux élèves une « rentrée tonique » après vingt-quatre séances de révision. Les livrets distinguent le français et les maths à partir du cours moyen. Toutes les cinq leçons, deux pages de récréation éducative sont proposées. L'élève est invité à s'autocorriger et à s'attribuer une note... mais il trouvera facilement les corrigés, à la fin du recueil. Un aide-mémoire à conserver complète l'ensemble.

Dans un style scolaire, mais qui conviendra bien aux enfants qui ont besoin de consolider leurs connaissances et qui peuvent travailler régulièrement avec un

adulte, Magnard a conçu les Cahiers Top et Vuibert les Livres des vacances, dont la particularité est de pouvoir être utilisés pendant l'année scolaire. Chaque Cahier Top de Magnard est consacré à une matière : lecture, orthographe, expression écrite, techniques opératoires et résolution de problèmes, — et propose une révision d'ensemble des programmes, ponctuée de bilans-évaluations couronnés chacun par une note. Des conseils et des rappels de cours permettent aux parents d'intervenir efficacement.

Egalement rigoureux, le Livre des vacances édité par Vuibert se présente comme un véritable cours complet et progressif, qui insiste bien sur les difficultés et souligne les savoirs de base sollicités. Astuce de présentation : les corrigés sont regroupés au centre de chaque volume et sont facilement détachables.

Tous ces cahiers s'ouvrent sur des illustrations de couverture pleines de soleil, de paysages champêtres ou de valises prêtes pour le grand départ. De véritables invitations aux vacances studieuses.

Ph. Ba.

Nathan vacances, sept cahiers. Prix unitaire : 28 F. Ouf, Bordas, huit livrets. Prix unitaire : 39 F. Les Cahiers Top (Magnard), vingt-cinq cahiers. Prix unitaire : de 24 à 28 F. Le Livre des vacances (Vuibert). Prix unitaire : 30 F.

● Incendie dans l'Hérault. — Premiers feux de forêt de la saison dans le département de l'Hérault : une douzaine d'hectares de garrigue et de pinède ont été dévorés par un incendie, le mercredi 13 juillet près de Grabels. Des habitants ont été menacés mais elles n'ont pas été évacuées. Cent cinquante sapeurs-pompiers sont intervenus, utilisant quarante véhicules, six avions légers et un hélicoptère bombardier d'eau. L'incendie a été maîtrisé en fin d'après-midi tandis que d'autres foyers se déclaraient plus au nord du département, notamment du bord de l'autoroute A 9, peu avant Béziers.

## Une police municipale très entreprenante

### Hyères, ses caméras et ses fichiers

(Suite de la première page.)

Il est agacé qu'on vienne l'interroger alors que « Paris est rempli de caméras » et qu'on ne demande pas de comptes à M. Jacques Chirac. Le maire préférerait qu'on s'intéresse à ses « grandes réalisations », au projet de rénovation du casino, pour lequel il a enfin trouvé une banque : la Kansai Oake Pankki. C'est la filiale luxembourgeoise d'un banque finlandaise, mais cela n'étonne pas plus les administrés que l'apparition de la cinquième caméra de « surveillance de la circulation » en février dernier.

Le maire a quelques soucis. Non-inscrit mais investi par le RPR pour les dernières législatives, M. Ritondale a déjà dû se retirer spontanément devant M<sup>me</sup> Yann Piat, du Front national, au deuxième tour. Le premier adjoint, M. Jean-Michel Camut (PR), a rendu ses démissions. Le troisième adjoint, le conseiller général Joseph Seria, exclu du RPR pour s'être également présenté à la députation, a démissionné le 8 juillet du conseil municipal. Les séances du conseil durent en moyenne six heures — le record est de treize heures et demie, en 1983. Les Hyérois s'y pressent pour entendre leurs élus se traiter de « pauvre type » ou de « dégénéré ». Et M. Ritondale se demande pourquoi la presse nationale s'inquiète tant du micro-climat particulier qui règne dans sa ville.

« C'était Chicago »

M. Ritondale a été plus de vingt ans secrétaire général de la mairie avant de prendre sa retraite anticipée pour affronter le socialisme sortant qui l'avait laissé au placard. M. Gaston Bianotto, en 1983. Vainqueur, il a choisi comme adjoint à la sécurité un ancien colonel de gendarmerie, M. Jean Pélissier, qui fait état de sa légion d'honneur jusqu'à ses notes de service. Membre du RPR, M. Pélissier est également vice-président d'honneur de l'école de formation des policiers municipaux d'Orange. Le colonel a promu à la tête de la police municipale un collectionneur de douilles et de cartouches, le brigadier-chef Jean Valente, membre du conseil exécutif de l'Union nationale de la police nationale (UNAPN). Tous trois ont eu à cœur de rassurer la population. « Quand nous sommes arrivés, assure le maire, c'était Chicago. » Le bureau d'hygiène avait été « mis à sac », le matériel scolaire dégradé et on avait trouvé une cuisine « inondée » de « vitruviales éparpillées ».

Pour répondre à la police nationale, le maire a accepté de

charger ses quarante policiers municipaux de l'enregistrement des demandes de cartes d'identité et de passeports. « On aurait peut-être dû se renseigner pour savoir si la police municipale avait les mêmes droits que la police nationale », se dit M. Ritondale a posteriori. Pour ne pas faire perdre de temps aux quelques Hyérois distraits qui perdent chaque année leur carte d'identité, la police municipale a monté un fichier, et pour les reconnaître, elle a demandé une photo supplémentaire à tout le monde. Pour rentabiliser le papier, les agents ont commencé à porter des annotations au dos des fiches : « Avertissement verbal pour circulation sans engin sur le trottoir le 28 août 1984 à 15 h 30 ». « Usage de stupéfiants (cocaïne) ». Interpellé le 21 mars 1984. « En zone industrielle depuis 1986. Camion à la banque lyonnaise ». On a beau lire le statut des gardes champêtres, on n'y trouve pas le droit de contrôle d'identité ni même de contrôle bancaire.

« La forteresse »

Le fichier a été détruit en 1985, sur injonction de la CNIL, mais sans doute pas avec le zèle habituel puisqu'il l'a été de nouveau le 19 mai de cette année et encore le 13 juillet, mais cette fois ce n'était plus qu'une peau de chagrin, un « index », sans photo ni annotations. En 1985, la police municipale avait également réuni une « OPA » sur les contraventions, qu'elle se faisait envoyer directement. Le parquet de Toulon a mis un frein à la boulimie hyéroise.

Le bâtiment des policiers municipaux est appelé « la forteresse » par les habitants, qui ont sans doute quelque chose à se reprocher. Le mercredi 13 juillet, la porte est grande ouverte et on se demande à quoi sert l'interphone et la caméra modestement perchée à 2 mètres d'altitude seulement. « Il n'y a rien à cacher, assure le brigadier-chef Valente, trente et un ans. Ce n'est pas la CIA. » A l'entendre pourtant, gendarmerie, police nationale, notaires, huissiers et assureurs, ont régulièrement fait l'honneur à son service de consulter le fichier des cartes d'identité.

L'ancien surveillant de travaux devenu patron du service qui serait le plus efficace d'Europe si la CNIL cessait d'interférer pousse à l'improviste la porte du rez-de-chaussée marquée « Entrée interdite ». Le policier de service au « pupitre » de commande des caméras ne fixe ni les volets de l'hôtel ni le numéro minéralogique du véhicule en stationnement devant la mairie. Big Brother ne regarde même pas les cinq écrans de contrôle. Il n'a pas le temps

d'espionner », comme dit son chef. Il est débordé. Pendant que les images défilent, il doit aussi surveiller trois postes radio, gérer sept lignes téléphoniques et consulter l'imprimante de l'ordinateur du système de télé-surveillance qui relie quarante bâtiments municipaux. Si l'alarme est donnée, il repère la position du bâtiment attaqué sur la carte de la commune qui, derrière lui, en remonte aux plans de métro parisiens, avec ses alignements rouges et verts.

Les caméras coûtent 100 000 F chacune, selon le montant officiel. Elles n'ont pas empêché le plastiquage de la Banque de Provence en février ni quelques hold-up. Le brigadier-chef parie qu'on ne voit pas la plaque d'une voiture à cinquante mètres, mais il perd et on distingue très bien aussi les dessins en ligne brisée du rideau de l'appartement situé au-dessus du café « Le Palace ». Il affirme encore que les caméras sont pratiquement inopérantes la nuit, mais l'un des familiers du pupitre raconte que l'on peut ouvrir le diaphragme et voir « sous un porche le dessin des pavés ». Toutefois, pour l'essentiel, les libertés sont sauves. Rien n'est enregistré, comme l'a constaté la PJ de Toulon : « A 150 F la cassette, cela reviendrait trop cher », explique M. Valente. La couleur des véhicules s'échappe également à l'appareil : « C'est du noir et blanc ».

La guerre des horodateurs

Fin 1984, le colonel Pélissier, ému par le surcoût des services officiels en matière d'identification des contrevenants, a demandé l'autorisation aux préfets du Var et des Alpes-Maritimes de connecter un terminal au fichier commun des cartes grises. L'autorisation a été accordée début 1985, la procédure étant « déjà appliquée » par d'autres polices municipales. « Si j'avais inventé quelque chose, je n'aurais pas fini colonel mais général en chef », assure l'adjoint à la sécurité, organisateur pourtant du PC routier de Rosny-sous-Bois en 1968.

La police municipale hyéroise — elle n'est pas une exception dans ce département qui abrite le siège de l'une de ses fédérations syndicales — aurait pu continuer tranquillement ses activités si un ancien garagiste et un ancien gendarme n'avaient signalé le vol d'un sac Banque de France contenant 2 000 F par leur collègue préposé à la collecte de l'argent des horodateurs, le 26 juin 1987. Et si une conseillère municipale de droite privée de ses délégations par le maire, M<sup>me</sup> Annie Bonnet, n'avait eu le temps d'enquêter et d'ameuter tout le pays sur l'affaire puisque M. Ritondale ne

s'en chargeait pas. La guerre des horodateurs dure depuis un an. Mme Bonnet s'est spécialisée dans la technique de ces appareils, justement dépourvus de compteurs, mais moins sophistiqués tout de même que ceux de Toulon, qui demandent le numéro minéralogique de la voiture du payeur.

Le maire ne s'est pas porté partie civile, ni non plus la société lésée, Locapark, dont le PDG est un ancien député RPR, M. Charles-Louis Godon (1). L'information judiciaire a été ouverte par le procureur de la République le 12 mars 1988, soit neuf mois après les faits et une semaine avant la publication d'une enquête fournie de l'hebdomadaire Politis. Le policier Fernand Guillard a été inculpé de vol mais ces lenteurs n'ont fait qu'alimenter les soupçons sur le rôle plus important qu'auraient pu jouer les « Pieds nickelés » de la brigade de Hyères et sur les liens des polices municipales avec le RPR et les sociétés gestionnaires de parkings. Les témoins, Daniel Raffin et Patrick Zocco, ont été mis à l'écart (2). Personne ne semble rechercher si le détournement de 2 000 F n'a pas eu des précédents, alors que la recette des horodateurs a augmenté, selon l'opposition, depuis la découverte du vol.

Créée en 1978 par la mairie socialiste, la police municipale de Hyères (dix millions de francs inscrits au budget de la commune) possède un fourgon, quatre R-18 et trois motos là où les policiers nationaux n'ont que quatre véhicules et des motobécans. Les hommes sont armés chacun d'un P-38 spécial mais le fusil à pompe ne sort jamais. Le brigadier-chef a acheté deux bergers allemands en 1985 à l'armée, qui « n'a pas encore envoyé la facture ». Au premier étage, trois policiers de série américaine font du traitement de texte sur les IBM avec les contraventions et les PV d'urbanisme pour le plaisir de « savoir combien on en a mis dans l'année ». Les congés du personnel sont également du ressort de l'ordinateur comme la date à laquelle chacun a reçu ses menottes et son imperméable. « Si un type me dit que son imper est usé, je ne suis pas forcé de le croire », dit le brigadier-chef.

CORINE LESNES.

(1) Ancien député des Yvelines, M. Godon était rapporteur de la commission Lalanne, qui, chargée de préparer un projet sur les polices municipales, a également entendu M. Pélissier.

(2) Patrick Zocco a été suspendu le 28 juin. Le procureur a refusé l'aggravation accordée en 1983 au motif que le policier a fait l'objet d'une condamnation en 1974. Or M. Zocco avait bénéficié d'une réhabilitation de plein droit.

## Acquittement des deux médecins suédois accusés du meurtre d'une prostituée

STOCKHOLM de notre correspondant

Le premier jugement, en mars dernier (le Monde du 13 mars), qui les avait condamnés, avait été cassé pour vice de forme. Un deuxième procès vient de s'achever dans une totale ambiguïté : un médecin légiste et un généraliste accusés du meurtre d'une prostituée ont été acquittés par la justice suédoise, mais d'une façon telle que le doute, loin d'avoir été dissipé, s'en trouve renforcé. La justice, malgré le nombre des indices, n'a pas tranché avec netteté.

Le tribunal de Stockholm a eu raison de l'obstination du procureur Anders Heijn à vouloir faire inculper les deux médecins. Un jury unanime a rejeté tous les chefs d'accusation : meurtre en 1984 d'une prostituée de Stockholm, Catrin Da Costa ; tentative de strangulation par le médecin légiste d'une prostituée (le témoignage de cette dernière « manquait de substance ») ; inceste enfu : le généraliste divorcé avait déjà été entendu à plusieurs reprises par la police qui le soupçonnait d'avoir abusé de sa propre fille, alors âgée de douze ans. Le tribunal admet, pourtant, que l'enfant a probablement fait l'objet de « manipulations sexuelles ».

C'est cette même petite fille qui est à l'origine du double procès de Stockholm puisque c'est sur le récit détaillé qu'elle avait fait à sa mère d'un bien étrange autopsie que le procureur avait ordonné des poursuites : l'autopsie d'une jeune prostituée que la petite connaissait pour l'avoir déjà vue en compagnie de son père et du médecin légiste.

Le tribunal a estimé que la mère avait restitué correctement les propos de sa petite fille et n'a pas mis en doute leur validité. Les deux hommes ont prêté, ce lundi de Pentecôte 1984, une autopsie « agressive et ténacité de sadisme », mais il n'a pas exclu qu'ils avaient tué la jeune prostituée. C'était le point faible de l'accusation qui manquait de preuves sur les causes de la mort de Catrin Da Costa. Il est fait pour cela pour examiner la tête de la victime. Or, la tête n'a jamais été retrouvée.

Le caractère très particulier de l'autopsie aurait néanmoins pu suffire à faire condamner les deux hommes, mais ce délit, assimilé à la violation de sépulture, avait été prescrit, deux ans après les faits, en 1986. Les deux juges et les six jurés ne se sont pas plus laissés influencer par le goût très prononcé des deux médecins pour la pornographie violente (deux vidéos du médecin légiste montrées en séance), ni par le récit d'une autre prostituée, amie de Catrin Da Costa, concernant les relations, services compris, de cette dernière avec ses deux clients.

Le procureur Heijn devrait indiquer avant la fin du mois s'il a l'intention de faire appel. Ses chances de faire inculper les deux hommes s'amoindrissent. Au cours du procès, les deux médecins n'ont cessé de nier. Pour aider la justice, le médecin légiste a même donné des pistes : un médecin d'un hôpital de Stockholm d'abord, puis, ce dernier ayant été innocenté, un boucher détraqué, décédé en 1987, qui avait été condamné pour meurtres suivis de découpages. Là non plus, une tête n'avait jamais été retrouvée.

FRANÇOISE NIETO.

## Dans les Yvelines

### Deux membres d'une secte sont inculpés et écroués

VERSAILLES de notre correspondant

Deux membres d'une secte fondée il y a huit ans au Vésinet (Yvelines) par Gheorgiu Dimitrisco Mihaiescu quarante-quatre ans, industriel roumain naturalisé français en janvier 1986, viennent d'être inculpés de « non-représentation d'enfant » par le juge d'instruction de Versailles, Jean-Marie Charrier, et écroués.

M. Michel Bahjejian, trente ans, et son épouse Sylvie, vingt-neuf ans, dentistes exerçant à Marly-le-Roi et demeurant avec leurs trois enfants — deux fillettes de trois et quatre ans et un petit garçon de neuf mois — dans l'une des propriétés satellites de la secte à Montesson (Yvelines) avaient été arrêtés à leur domicile par les policiers du commissariat du Vésinet.

« L'affaire Mihaiescu » révèle en début d'année par la Presse de la Manche et le Courrier des Yvelines, après le dépôt d'une plainte pour non-assistance à personne en danger déposée par les parents d'une adoptée de la secte, M<sup>me</sup> Catherine Seelins, vingt-trois ans, qui aurait été retenue contre son gré dans un presbytère de Quarcuebut (Manche), se trouve ainsi relancée à la faveur d'une nouvelle procédure qui n'a malgré tout que partiellement abouti.

Cette deuxième procédure, dans le cadre d'une plainte pour non-représentation d'enfant et refus d'extinction d'une décision de justice déposée par les grands-parents maternels des trois jeunes enfants du

couple Bahjejian — le tribunal civil de Versailles, dans son jugement du 23 mars dernier, ayant accordé aux grands-parents un droit de visite et d'hébergement, — n'a cependant pas permis au juge Charrier de retenir contre l'industriel roumain le délit de complicité.

Les trois jeunes enfants, Gabriel, neuf mois, Lydie, trois ans, et Bénédicte, quatre ans, ont aussitôt fait l'objet d'une ordonnance de placement provisoire et ont été confiés à la DDASS pour un premier bilan médico-psychologique. Leurs grands-parents maternels, M. et M<sup>me</sup> Chazaud, avaient eu l'occasion de dénoncer dans le bulletin de l'ADFI (Association de défense de la famille et de l'individu) certaines pratiques rigides imposées à la communauté dirigée par M. Mihaiescu, conduisant à battre les enfants, à les priver de loisirs et à leur interdire toute scolarisation.

THIERRY LE LOUËT.

● Condamnation d'un policier cambrioleur. — Le tribunal correctionnel de Douai a condamné à trois ans et six mois de prison ferme un brigadier de police du commissariat d'Aniche (Nord), Robert François, quarante-deux ans, qui avait à répondre du délit de complicité dans une série de cambriolages dans des magasins à grande surface. Robert François, moyennant intéressement, informait des mouvements de police et de la surveillance exercée autour des magasins cambriolés.





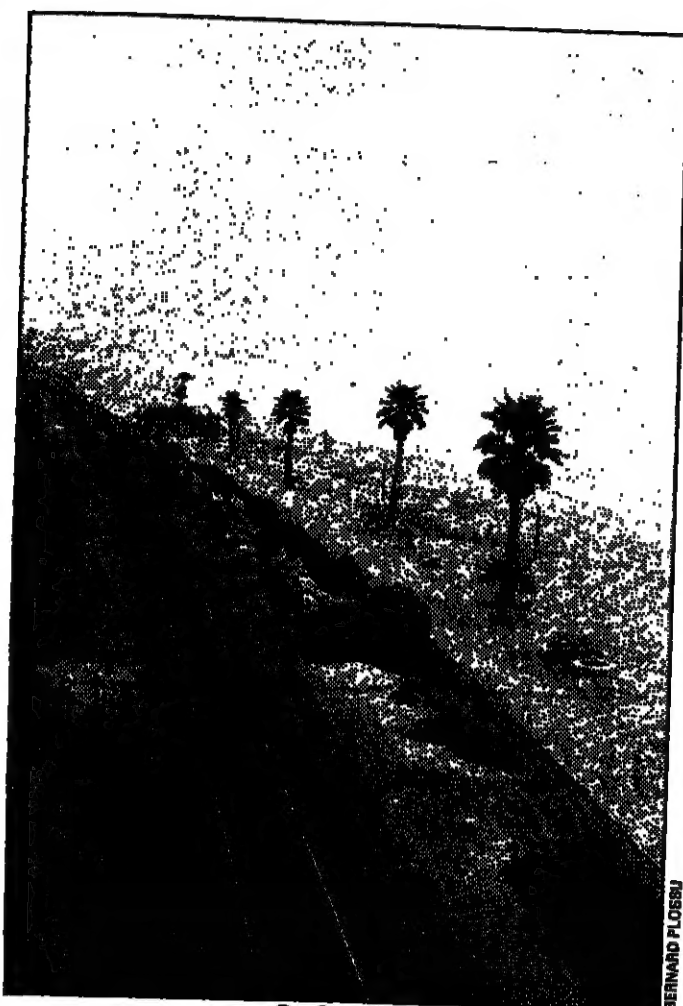


# Le Monde

## SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 16 juillet 1988 • 9

# San-Diego, une Californie à l'heure espagnole



San Clemente



San Diego

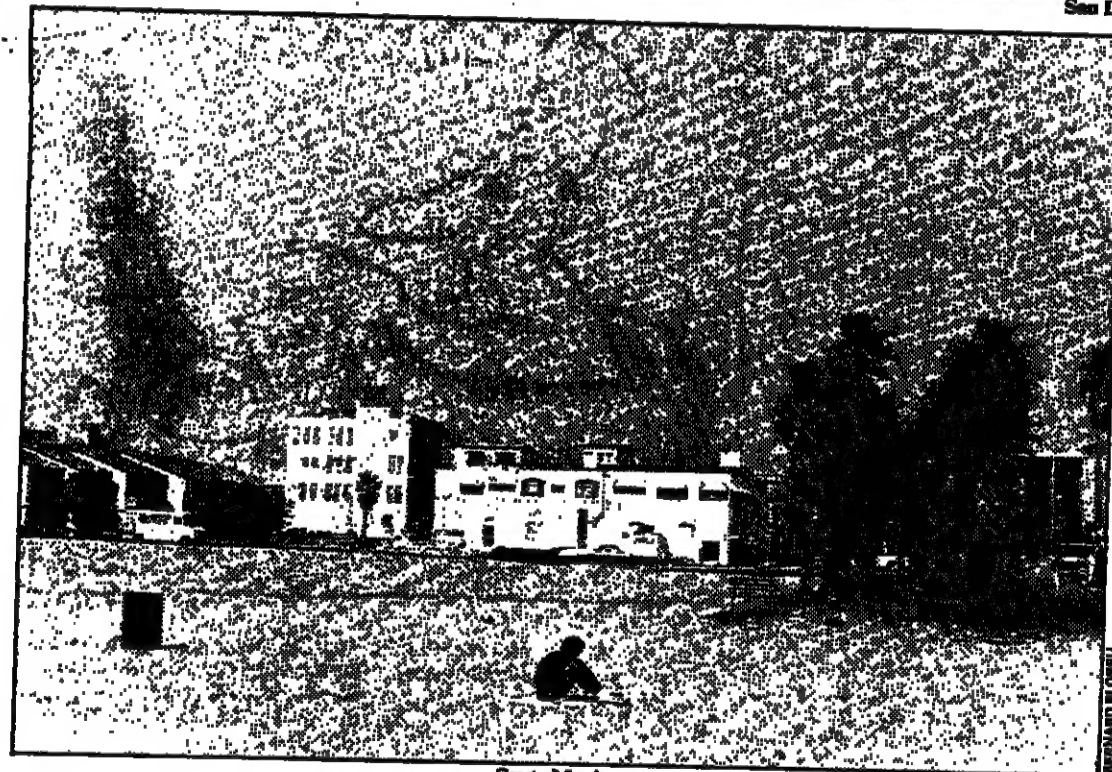
C'est le pays de la vigne et de l'orange, la patrie de Disneyland et des autoroutes à dix voies : Orange County, au sud de Los Angeles, un concentré d'Amérique trop proche de la frontière pour ne pas admettre dans ses vergers des ouvriers mexicains et, avec eux, leur langue, le castillan.

par Olivier Barrot

**T**OUCHÉ par la musique de leur nom, vous avez voulu louer une Chevrolet ou une Pontiac, une Oldsmobile ou une Lincoln : mais peut-être l'agence ne disposait-elle plus que de Mitsubishi et de Subaru, ces japonaises longtemps décriées qui ont conquis en dix ans le quart du marché américain. En route vers le sud par l'Interstate 405, ce boulevard d'autoroute ininterrompu qui, sous le nom de San Diego Freeway, vous emporte de la vallée de San-Fernando, au nord de Los Angeles, à la frontière mexicaine, deux bonnes centaines de kilomètres plus bas.

Derrière soi, le Los Angeles prestigieux de Beverly Hills et de Sunset Boulevard, et aussi le centre originel, non loin du port, aussi décati que Hollywood mais renaissant dans son architecture épurée. Au bord des cinq voies de l'autoroute où gravitent au même rythme exactement les millions de véhicules, un panneau semblable à ceux qui bornent n'importe quel bourg du Nebraska ou de l'Idaho annonce que l'on vient de sortir des limites de la ville : Los Angeles, 3 186 000 habitants.

Passés les bourdonnants aéroports locaux de Hawthorne, Torrance, Compton, passées les collines de Palos Verdes et la chapelle



Santa Monica

dédiée par Frank Lloyd Wright au philosophe Swedenborg, on est entré dans le comté de Long Beach, port artificiel étrangement habité par le *Queen Mary*, ce paquebot jadis orgueil de la Cunard et qui demeure à quai, pour l'éternité. Sur le freeway, les

miles défilent, rythmés par des tressautements dès que l'on change de file : les plots de séparation lumineux créent l'illusion sonore du chemin de fer.

Voici Orange County, l'agglomération de Californie dont le développement étouffe même les

Américains. Deux millions et demi d'habitants, quelques attractions touristiques majeures comme Disneyland et Knott's Berry Farm ou la péninsule de Balboa, mais aussi l'université de Californie à Irvine, une cité qui n'existait pas il y a vingt ans, le complexe d'entraînement sportif de Mission Viejo, les centres commerciaux démesurés de Newport Beach.

Orange County est l'un des symboles les plus expressifs de la reprise de l'économie américaine d'avant le krach d'octobre dernier, un incident somme toute secondaire et miné par les édiles locaux. Ici, d'Anaheim au nord à San-Juan-Capistrano à 50 kilomètres au sud, le prix de la terre augmente tous les jours, et les collines de l'arrière-pays se peuplent peu à peu de « condos » (condominiums, constructions en copropriété), et d'immeubles de bureaux en verre et métal toujours sophistiqués. On emprunte pour le premier versement et l'on revend un an après avec une forte plus-value : la fièvre spéculative est générale, l'enrichissement spectaculaire.

L'aéroport John-Wayne de Newport-Beach, orné devant son entrée de la statue en bronze du héros local qui avait sa propriété à Balboa, peut déjà accueillir les gros porteurs des compagnies nationales ; mais du matin au soir,

en semaine comme les week-ends, un avion privé en décollage ou s'y pose toutes les deux minutes. Ce sont, dit-on, les businessmen les plus fortunés qui, négligeant Los Angeles et son smog pollué, se rendent de leur ranch de San-Clemente ou de Palm-Springs à leurs nouveaux *headquarters* de Newport.

Si le parc d'attractions de Knott's Berry Farm cultive les traditions vertes de l'Amérique rurale, Disneyland célèbre l'imagination universelle et profitable d'un entrepreneur, de ses collaborateurs et de ses successeurs en une « américana » aussi explicite que le hall de l'Indépendance de Washington et la statue de la Liberté à New-York. Disneyland vaut le voyage absolument, à la fois pour sa perfection spectaculaire — de nouvelles attractions, comme une évocation fabuleuse de la « guerre des étoiles », viennent d'y être inaugurées, — pour la diversité révélatrice des visiteurs qu'on y rencontre, pour l'image profuse que ce concentré d'Amérique donne du pays.

Au sud encore, canaux, lagunes, villas, yachts bordent le littoral de Corona-del-Mar et de Laguna-Beach, élégantes stations balnéaires au large desquelles croieraient parfois des baleines. Dans les vergers que jouxte le San Diego Freeway travaillent des centaines

d'horticulteurs venus du Mexique tout proche : d'ici à la fin du siècle, Los Angeles et San-Diego ne formeront plus sans doute qu'une seule et même agglomération, peuplée comme la moitié de la France. L'océan ne bornera plus les exploitations viticoles et fruitières, repoussées vers l'intérieur des terres et porteuses de ces crus californiens indûment comparés aux français.

### Ville-frontière

L'Espagne conquérante puis vaincue n'avait laissé à la Californie que des noms de lieu. L'arrivée massive des Mexicains par la frontière peu étanche de Tijuana a redonné vie à l'idiome venu de Castille, qui sait conférer une tonalité mélodieuse à l'ancienne route appelée Camino Real, au mont Palomar ou à la baie de Coronado.

San-Diego, qui fut capitale de la Californie mexicaine, compte aujourd'hui plus de 1 million d'habitants, et dépasse San-Francisco. Océanographie et astronomie y voisinent avec agrumes et primeurs, tandis que le monde animal est l'objet d'un double culte : au zoo pour les espèces terrestres, à Sea World pour les espèces marines. Même blâsé, on résiste difficilement aux facettes de l'éléphant de mer.

## Carnet de route

### VOYAGE

Los Angeles est desservie six fois par semaine depuis Paris par Air France, en une dizaine d'heures de vol. L'AR en classe éco coûte 11 000 F, il existe un tarif « visite » (de 5 400 F à 5 800 F selon la saison) et un tarif « jeunes » (de 4 100 F à 4 600 F).

Les compagnies américaines Pan Am, TWA, American Airlines, Delta proposent des forfaits (voyage + location de voiture + séjour) souvent intéressants.

Nouvelles Frontières offre diverses formules de voyage seul, de circuits à options à des conditions avantageuses.

### SÉJOUR

La chaîne Méridien, filiale d'Air France, dispose de deux hôtels bien situés pour explorer

l'Orange County et le sud de la Californie :

— le Méridien de Newport-Beach, tél. : (91-1) 714-478-20-01 ;

— le Méridien de San-Diego-Coronado, tél. : (91-1) 619-435-30-00.

Jet Tours propose des séjours à prix étudiés dans ces établissements, que la course

actuel du dollar US rend avantageux pour les Européens.

Sur place, la location d'une voiture est indispensable.

### A LIRE

Californie, par Bob Thompson ; Gallimard, coll. « Carnet du voyageur », 80 F.

Grand Guide de Californie ; Gallimard, coll. « Bibliothèque du voyageur », 145 F.

La Route de Los Angeles, par John Fante ; Ch. Bourgeois, 100 F.

## EN TRAIN + CROISIÈRE PARTEZ A LA DÉCOUVERTE D'HORIZONS MULTIPLES A BORD DU « ROMANZA »

- Départ chaque samedi de VENISE.
- Retour chaque samedi à VENISE.
- Escales à DUBROVNIK (Yougoslavie), CORFOU (Grèce), HERAKLION (Grèce), KUSADASI (Turquie), MYKONOS (Grèce), LE PIRÉE (Grèce).

PRIX PAR PERSONNE AU DÉPART DE PARIS :  
de 4 165 F à 9 860 F

### Comprenant :

- Le train de 2<sup>e</sup> classe, place assise PARIS-VENISE et retour.
- L'assurance annulation-rapatriement.
- Les taxes portuaires.
- La croisière en pension complète, sauf boisson.

### RENSEIGNEZ-VOUS :

- Dans toutes les agences FRANTOUR TOURISME.
- Dans les gares SNCF de PARIS.
- Dans les gares du RER.
- Par correspondance : BP 62-08 - 75382 PARIS CEDEX 08.



## ESCALES



## New-York et l'Australie

Dans le tourisme comme ailleurs, il y a ceux qui ne croient que ce qu'ils voient. Ceux qui veulent voir avant de partir. C'est à eux que s'adressent, en priorité, les Vidéo Guides Hachette, qui, en complément des livres-guides, entendent donner à ceux qui le souhaitent une idée visuelle d'un pays ou d'un lieu encore inconnu.

Rédigés par Pierre Broutiers et la société Média 95

(tél. 42-28-44-46), chaque vidéo-guide dure environ une heure et se présente comme un « reportage-spectacle » qui, en mêlant images, interviews et commentaires, tourisme et vie quotidienne, se propose de donner un maximum d'informations. Il est complété d'un miniguide contenant renseignements pratiques, cartes et plans.

Après les livres français du Pacifique et Ski en France, trois titres (Paris, New-York et Australie) viennent de compléter une col-

lection qui s'ouvrira bientôt à la côte ouest des Etats-Unis et aux Antilles. Après avoir visionné le New-York, on souhaiterait un commentaire plus « cool », un montage plus « relax » et un rythme un peu moins trépidant. Un produit moins « pub ».

Vendus 199 F, les Vidéo Guides Hachette sont disponibles dans les librairies, les vidéoclubs, les grandes surfaces et les FNAC. La librairie itinéraire (60, rue Saint-Honoré, 75001 Paris), spécialisée dans les voyages, en propose une projection permanente dans une petite salle réservée à cet effet.

## Dax en feria

Une corrida, c'est, bien sûr, une course de taureau. Mais c'est aussi, d'abord, une course aux billets... Pour l'aficionado imprévoyant, obtenir un billet et réserver une chambre relève souvent de la mission impossible. Surtout quand le spectacle s'annonce de qualité comme du 13 au 18 août à Dax pour une feria qui propose quatre corridas et une novillada.

Avec, à l'affiche, Juan Mora, Joséito, Urti, Nino de la Capes, Paco Ojeda, Rafi Camino, José Ortega Cano, Espartaco, Victor Mendes, Menzanas et Nimeno. Renseignements au syndicat

d'initiative de Dax (BP 177, 40104 Dax Cedex, tél. : 58-74-82-33).

Afin de résoudre tous les problèmes d'intendance, Pierre Arriquerrou, de Dax Tourisme (place de la Fontaine-Chaude, BP 208, 40100 Dax, tél. : 58-74-32-99), propose un forfait corrida/hôtel/repas avec, en plus, une présentation des cartels, une rencontre avec les membres des « Penas », une dégustation de tapas dans une bodega et la visite d'un élevage de taureaux. Avec, pour les plus aventureux, l'occasion de tester leur courage en défiant, à la cape, les meilleurs taurillons.

Pour la feria complète, il en coûte 4 990 F par personne, du 13 au soir au 18 au matin, en demi-pension à l'Hôtel Splendid, un palace des années 30, situé près des arènes.

## Johannesbourg les yeux ouverts

L'Afrique australe. Zone à risques. Terre de convulsions et de crises. Trois pays — le Zimbabwe, l'Afrique du Sud et le Mozambique — dont la Fondation pour la démocratie (108, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 47.53.04.04) propose de mieux connaître les évolu-

tions récentes. A l'occasion d'une mission d'études de dix-sept jours, du 13 au 31 août. Fidèle à sa vocation première — s'informer sur le terrain, — l'association entend permettre aux participants de saisir, dans un temps limité, l'esprit d'un pays ou les éléments-clés d'un dossier.

Le programme prévoit des entretiens avec une soixantaine de personnes. A Johannesburg, par exemple, les rencontres sont prévues avec les milieux d'affaires, les milieux religieux et les principaux partis politiques. Au Bophuthatswana, un entretien avec des responsables du bartoutan. Au Kwazulu, une rencontre avec des responsables zoulous. A Maputo, des entretiens avec les membres du gouvernement. A Harare, on cherchera à comprendre le rôle du Zimbabwe parmi les pays de la ligne de front ainsi que sa politique économique.

Il y aura également des intermèdes plus touristiques comme l'excursion au cap de Bonne-Espérance, la visite aux chutes du Zambèze et une mini-croisière sur le fleuve, la découverte d'une des plus belles réserves naturelles d'Afrique du Sud et l'incontournable visite d'une mine de diamants. Pour 18 000 F par personne.



## Karajan à Berlin

Si on ne l'a pas encore vu diriger le plus célèbre orchestre du monde, il est encore temps. Sa silhouette aux yeux clos est dans toutes les mémoires de mélomanes. Aussi faut-il leur signaler ce concert du 2 octobre prochain, prétexte à un intéressant voyage de trois jours organisé par Der V Voyages (28-30, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris, tél. : 47-42-07-09). Ce jour-là, Herbert von Karajan dirigera l'Orchestre philharmonique de Berlin, qui interprétera le Requiem de Verdi dans la grande salle de la Philharmonie avec une distribution brillante (John Tomlinson, José Carreras, Lucia Valentini-Terrani et Fiamma Izzo d'Amico) et le concours des

chœurs du Singverein de Vienne et de l'Opéra national de Sofia.

Le voyage comportera également la visite des deux Berlin. A l'Ouest, le château de Charlottenburg et le musée d'égyptologie, notamment, où l'on admire le buste de Néfertiti, et, à l'Est, le musée de Pergame et l'Arsenal. Sans oublier une promenade autour des lacs et à travers les forêts de Berlin-Ouest et deux après-midis de liberté.

Du vendredi 30 septembre à 13 heures au lundi 3 octobre au soir : 6 600 F par personne en chambre double. Ce prix comprend les vols sur lignes régulières, les transferts, les trois nuits en hôtel de première catégorie au centre de Berlin-Ouest, les petits déjeuners, deux déjeuners et deux dîners, les visites et, bien sûr, les concerts.

## LES SOIRÉES DE JEAND'HEURS

LE PLUS GRAND SON ET LUMIÈRE DE L'EST DE LA FRANCE

VOUS PROPOSENT

EN AVANT-PREMIÈRE NATIONALE

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

14-15-16-22-23-28-29-30 juillet 1988

Prix : Adultes : 70 F - Enfants : 30 F

RÉSERVATION : 84, boulevard de La Rochelle, 55000 Bar-le-Duc, tél. : 29-45-18-18.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC  
HOTEL RESTAURANT \*\*\*\*  
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, piste jogging et cyclable, prof. golf.  
1/2 pension 245 F.  
LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES.  
Tél. 56-58-08.

## Côte d'Azur

NICE  
HOTEL LA MALMAISON  
Majestueux B&B \*\*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-55 - Téléc. 478418.

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-50  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin.  
chambres TV couleur.  
tél. direct, minibar.

## Gascogne

CHATEAU BELLEVUE \*\*\*  
Calme et repos en Gascogne.  
25 chambres, haut confort, toutes avec s.d.b. et w.c. Parc et piscine. Prox. : lac, golf, tennis. Restaurant gastronomique.  
Tél. 62-09-51-95. Téléc. 521 429.

## Montagne

06350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc régional. Site classé.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
Chamb. - studio - cuisinette-grill. Tennis.  
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
Piscine. Tennis.  
1/2 pers. 1029 F à 1617 F sem.  
Pensions 1309 F à 1848 F la sem.

## Paris

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 259 à 356 F. - Tél. 43-84-92-55.

## Provence

ARDECHE  
07280 JOYEUSE  
HOTEL LES CÈDRES \*\*  
Découvrez les gorges de l'Ardecne en canot. 1/2 pers. 5 jours 1705 F. Piscine.  
Parc, parking.  
Tél. 75-39-40-68.

## Suisse

LAC MAJEUR  
LOCARNO  
GRAND HOTEL  
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la ville.  
1890 FF (douce w.c.).  
Tél. 19-41/330282 - Téléc. 846143  
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

## CH-1854 LEYSIN - Rég. Léman, 1350 m

A 4 h 30 de PARIS TGV  
HOTEL-CHALET PAIX  
Familial, gourmand, 2 \*\*\*\*, vue panor., bon air alpin, 7 j. demi-pens. L.C.  
1890 FF (douce w.c.).  
Tél. 19-41/331375.

## TOURISME

## HAUT-DOUBS

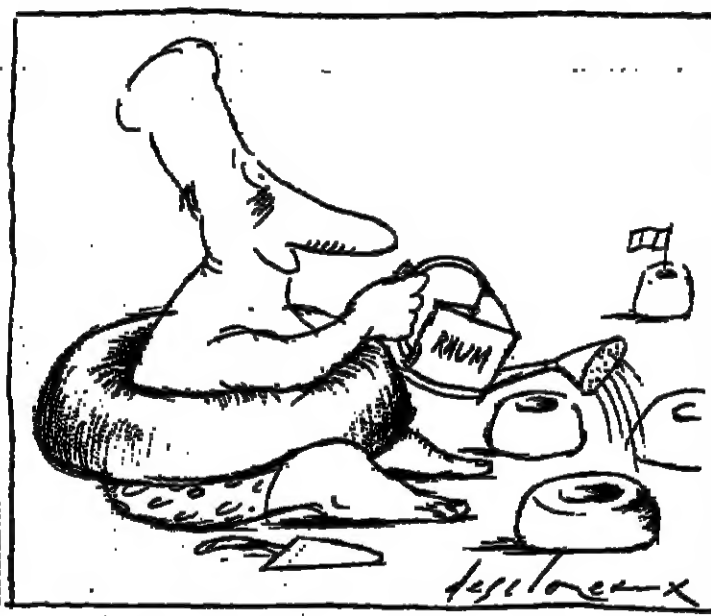
Séjour enfants été 1988  
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ferme du XVIII<sup>e</sup> s. parfaitement rénovée et confortablement aménagée. Nombre limité pour garantir la qualité du séjour.  
Cuisine et pain maison. Activités proposées : tennis, vélo, randonnée, poney, jeux de plein air, découverte du milieu rural, flore et faune.  
Tél. 81-38-12-51.

LA TABLE  
Ali baba au rhum

La presque disparu des vitrines pâtisseries ce gros pansu de notre enfance, tout imbibé de rhum et de suffisance, éponge de parfum quelquefois créée d'un panache de crème vanillée.

Et pourtant il fut « bien de chez nous » ce dessert... polonais ! Il n'est autre en effet qu'un petit kugelhupf comme on en préparait à Lemberg pour Stanislas I<sup>er</sup> aux premières années du dix-huitième siècle. Puis le beau-papa de Louis XV, exilé et installé à Lunéville par son royal gendre, s'amusa, en pâtisseries du dimanche, à faire servir à sa cour ces gâteaux arrosés de liqueur et flamants comme plum-pudding. C'était, d'autre part, un fervent lecteur des *Mille et Une Nuits*, dans la traduction de Galland, et il nomma ce délicieux volcan l'ali baba.

Un jeune pâtissier du pays, Stohrer, connu l'Ali Baba et, installé plus tard à Paris, en prépara, les faisant à l'avance puis les trempant au pinceau à l'instant de les débiter, pinceau imbibé de rhum. Mais le nom était sans doute trop long et la clientèle le raccourcit. Tout comme le brillant



savarin devint en pâtisserie un savarin, l'Ali Baba devint le baba. Notons que Stohrer s'était installé 51, rue Montorgueil, rue gourmande s'il en fut en ces temps, puisqu'elle abritait le célèbre Rocher de Cancale, de balzacienne mémoire, Lesage, dont les

levrauts farcis de truffes étaient réputés. Perrier dont les timbales de macaroni faisaient les délices de l'auteur de la *Comédie humaine*...

Le baba, a écrit Carême, doit être « rougeâtre ». C'est « la cuisson mûle mais elle est difficile à saisir ». La cuisson mûle ! Comme ces choses sont dites ! Et combien vraies ! Dans la pâtisserie, il est des gâteaux, femmes et des gâteaux mâles. Femme la meringue, ô combien ! Et brave femme la tarte, et jeune fille la tartelette... sans parler de la religieuse. Masculins les éclairs, mâle et surtout seigneur le moka, bonhomme le baba !

Passons. Carême dit encore : « Chez les descendants du bon roi Stanislas, on fait toujours accompagner le service des babas par celui d'une saucière où l'on tient mélangés du vin de Malaga sucré avec une sixième partie d'eau distillée de tanaïse. » A propos de tanaïse, le Larousse dit simplement : « Plante des bords des chemins dont les fleurs jaunes ont une action vermifuge. »

L.R.

## SEMAINE GOURMANDE

## Le Bourdonnais

Un bon point pour le nouveau chef, Philippe Bardou (encouragé par Micheline Coat, patronne-hôtesse de charme). Il ajoute à la carte chaque jour un plat de cuisine bourgeoise toujours bien venu. A signaler, autre nouveauté, un menu du soir : petite entrée, deux plats, deux desserts, vin et café compris à 250 F. Dans ce cadre élégant, c'est une petite fête à moindre prix.  
@ Le Bourdonnais, 113, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris.  
Tél. : 47-05-47-88.  
Fermé le dimanche.  
Parking : Ecole militaire. D.C. - A.E. - C.B. Salons 6/15 couverts.

## Les Petites Sorcières

Bistrot de quartier, certes, mais teinté de gentille modernité, repris par le jeune Christian Teule et son épouse. Et d'abord une formule intelligente. Aux déjeuners, un menu à 100 F, avec quatre entrées au choix (30 F), 3 plats (50 F) et 3 desserts (20 F), thème : saumon ou rouge

## RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

## COTE D'AZUR

MARINA BAIE DES ANGES  
et autres résidences  
Disponibilité été 1988  
Locations appartements  
Tél. 93-38-01-04, poste 551.

## GRÈCE

VOUS RECHERCHER  
DE VRAIES VACANCES  
DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES  
Une nature préservée, des gens hospitaliers.  
Villas et appartements sélectionnés à louer.  
Tél. 43-25-23-31.

Heureusement, je viens de recevoir le dernier livre de mon ami Paul Vincent, *Les Jardins du ciel* (éditions Arthaud), et j'en suis désormais plus sûr sur cette plante dont les fleurs sont un condiment purifiant et puissant, que les Anglais connaissent bien (ils en aromatisent leurs puddings), dont les montagnards de Savoie font des salades (entre juillet et septembre, c'est le moment de faire sécher leurs fleurs) et dont, enfin, on peut faire cette liqueur appréciée de ce Polonais en exil et dont voici la recette : faire macérer 50 grammes de fleurs de tanaïse pendant huit jours dans un litre de vin blanc (muscat si possible).

Quel pâtissier remettra en vogue le baba de Stanislas arrosé de vin de tanaïse et de Malaga ? C'est ça, en quelque sorte, la nouvelle pâtisserie !

## LA REYNIÈRE.

P.S. - A signaler pourtant les mini-babes (au rhum) de la table des desserts de l'Espace, 1, avenue Gabriel, 75008 Paris. Ils font le bonheur de Patachou !

## SOS Fouquet's

Ah ! remonter les Champs-Élysées en égrenant les souvenirs d'un Paris d'hier, d'un Paris éternel... Les ! la frite et la frippe, la néfaste-food et le dégoûtant-mel-ca triomphent et, parce que les propriétaires — étrangers — du 99 de l'illustre avenue, rêvent peut-être d'une galerie marchande surmontée d'un building, le Fouquet's, en fin de bail, se voit proposer un loyer démultiplié, impossible.

Le Fouquet's va-t-il disparaître ? Et avec lui bientôt un siècle de vie parisienne, la table de Malgrat-Simonon, les contrats de Raimu, les mots de Sacha Guitry, les plaisanteries de Pagnol, le sourire de Tino Rossi... Une solution : l'inscription du Fouquet's à l'Inventaire des monuments historiques. C'est ce que demande un comité « Remontons les Champs-Élysées » créé par José Artur et comprenant, entre autres, Odette Ventura, Belmondo, Maurice Druon, Léo Ferré, Robert Mitterrand, Bernard Pivot, Robert Sabatier et bien d'autres.

Si vous voulez vous joindre à eux, à nous, écrivez vite à José Artur aux bons soins du Fouquet's et espérons que M. Jack Lang, à qui l'on doit déjà le classement d'autres témoins du Paris d'avant les bulldozers, vous entendra !

COURTINE.

## échecs

## ART DU COUP INTERMÉDIAIRE

## bridge

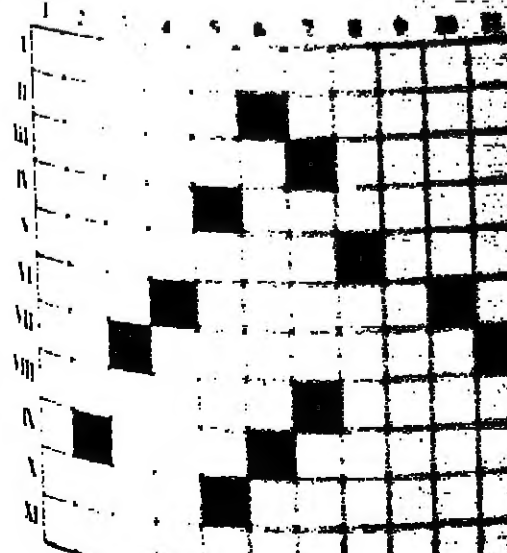
## L'IMPASSE 4 NEUF

## dames

## PREMIERS PAS

## mots croisés

## N 517





## JEUX

## échecs

N° 1289

## L'ART DU COUP INTERMEDIAIRE

(Coupe du monde, Belfort, 1988)

Blancs : A. BELIAVSEY  
Noirs : G. KASPAROV  
Défense Grünfeld.

1. d4 Cf3 15. d5 (f) Df5 (f)  
2. c4 e6 16. Fd3 Dd6  
3. Cc3 Fc7 17. Td1 (f) Kf8 (f)  
4. Cc3 Fc7 18. Fd3 (g) Cc6  
5. Dd3 (g) Dg4 19. Fd3 (g) Dg4  
6. Dd3 (g) Dg4 20. Td7 (p) Dd8  
7. d4 Cc6 (b) 21. Td7 (g) Dd8  
8. Fd3 (g) Dg4 22. Dd1 (g) Dd8  
9. d5 (f) Df5 (f) 23. Td7 (g) Dd8  
10. Fd3 (g) Dg4 24. d5 (f) Df5 (f)  
11. Cc3 Fc7 25. d5 (f) Df5 (f)  
12. d4 Cc6 26. d5 (f) Df5 (f)  
13. Td7 (g) Dd8 27. d5 (f) Df5 (f)  
14. Fd3 (g) Dg4 28. d5 (f) Df5 (f)

## NOTES

a) Le « système russe » qui permet aux Blancs d'exercer la pression maximale sur la case d5.  
b) L'abandon provisoire du centre par les Noirs est fondé sur plusieurs contre-attaques possibles : le « système Smyslov » 7... Fg4 suivi de 8... Cf7, le « système Boleslavsky » 7... g5, le « système hongrois » 7... a6, le « système Prins-Najdorf » 7... Cc6 ainsi que d'autres idées comme 7... Cc5 ex 7... Cf7. Le champion du monde reste fidèle à une ligne de jeu introduite dans les années 30 par Ragozine et améliorée par Prins et Najdorf vers 1940, qu'il approfondit lui-même avant de la jouer dans ses matches pour le titre contre Karpov à Londres, Leningrad et Séville en 1986 et 1987.  
c) Le plus simple mais 8. Fg5 et 8. Dd4 sont également jouables.

d) La réaction logique à la supériorité tactique sur les cases centrales.  
e) Si 9. d5, Cc6; 10. h3, cxd4; 11. hxc4, dxc3; 12. bxc3, Dd5!; si 9. dxc5, Fd6; 10. Dd3, Tg8!; 11. Dxb7, Cxc5; 12. Dxa7, Cd3+; 13. Fd3, Dd3 et les Noirs doivent gagner. Si 9. d5, cxd4; 10. Td1, d5; 11. Cxc5, Cf7; 12. Cxd7, Fxd7; 13. Cd5, Tg8; 14. Dd3, Cc5; 15. Dd3, Tg8 avec avantage aux Noirs.  
f) On pourrait généralement par 10. d4, dxd5; 11. exd5, Fg5; 12. Fg4 ou 12. Fg5 on 12. a3 ou 12. Td1. Le développement du F-D en g5, qu'on trouve déjà dans une partie Holbohen-Filnik (Mar-del-Plata, 1950), ne semble pas donner de grande chance aux Noirs. A noter la suite 10. d6 sur laquelle les Noirs doivent répondre avantageusement 10... d5 et si 11. Cxc5, Dxd6 (11. Cc5, Fd6).  
g) Il est inutile de perdre au temps pour chasser le F par 10... h6. De même, 10... Dd6 est douteux; 11. 0-0, Cc5; 12. exd5, Fg5; 13. Dd4, Cc7; 14. d6, Dd6; 15. Fxg7, Fxd7; 16. d6, Dd6; 17. d7, Dd1, Dd6; 18. Fd7, Fd5 et les Blancs sont nettement mieux (Soomro-Liberson, Genf, 1977).  
h) Même que 13... Df7 qui assure aux Noirs l'égalité selon Horowitz.  
i) Il est possible que Beliaevsky, qui s'est certainement préparé à cette rencontre, ait en tête une partie récente Flear-Korchnoi, disputée à Lugano cette

année. Après 15... Dd7; 16. Td1, Td8; 17. Td8, Td8; 18. Td8, Dd8; 19. d6, Dd6; 20. exd7+, Rf8; 21. Dd2, Cb4; 22. Dd3, Cc6; 23. Dxb6, axb6; 24. Fd4 les Blancs gardent longtemps un petit avantage mais finissent par accepter la suite au quatorzième et ultime coup.  
j) Mais voici une innovation importante qui obligera les théoriciens à réexaminer la valeur de la continuation 10. Fg5. Une idée subtile : la D noire vise la case g5 d'où elle pourra amorcer une violente contre-attaque via b5; en même temps, elle force les Blancs à jouer 16. Fd3, protection nécessaire de la diagonale h7-b1, en raison de la menace mortelle 16... Fb6+; après quoi la D noire rejoindra, comme prévu, la case g8 et il apparaîtra clairement que le complexe Dd4-Td5-Fd3 des forces blanches est en équilibre instable.  
k) Doubler le T sur la colonne d semble logique mais reste insatisfaisant; d'autre part, si 17. Dd4, Cd4; 18. Td6, Cxd3+; 19. Txd3, Dd5!  
l) Dans cette « défense Grünfeld », ce sont les Noirs qui, au dix-septième coup, prennent l'initiative!  
m) Et non 18. Dxb5, Cg7; 19. Dxc5, Cxd5.  
n) En entrant dans des complications à première vue, offrant aux Blancs d'effrayantes perspectives sur le R noir. La défense prouale 19. Td5 n'est pas agréable à cause de 19... g4; 20. Fd4, g3, etc.

o) Et non 19... hxc6; 20. Cg5.  
p) Maintenant surgit la menace 21. Cg5 et 22. Cg6.  
q) Menace 22. Td8; 22. Cg5; 22. Td1-d7. Le champion du monde accepterait-il en proie à de grandes difficultés?  
r) Un échec très utile, chef de la défense et base de l'attaque, probablement négligé par Beliaevsky.  
s) Si 22. Dxb6, Dxc7.  
t) Ce ne sont pas les Noirs qui sont menacés de mat mais les Blancs par ce joli coup intermédiaire.  
u) Si 23. Td1, g5!  
v) Encore un « zwischenzug » incroyable qui définitivement le hardi sacrifice 19. Fxg6 et dont la pointe consiste dans la défense du Fb6 : si 24. Dxb6, Dd4+ suivi du mat.  
w) Epuisée, les Blancs tentent de retrouver une égalité matérielle.  
x) Mais la position de R blanc reste extrêmement précaire.  
y) Même la finale est perdue pour les Blancs après 28. Dd6+, Dxc6; 29. Td6, Td1; 30. Td1, Td2!

1. Cc5! 1. Fd5; 2. Cc3, cf=D; 3. Fd7+, Rd6; 4. Fd8+, Rg5; 5. Fd7+, Ff6 (ou 5... Rd4; 6. Cc2+); 6. Fd4, Fg3; 7. Fd7+, Rd6; 8. Fd8+, Fg7; 9. Fd5!, Fd4; 10. Fd8+, Rg5; 11. Fd7+, Ff6; 12. Fd4! mat.

CLAUDE LEMOINE.

## ÉTUDE N° 1289

A. STUDENETSKY  
(1962)

a b c d e f g h  
Blancs (5) : R64, T62, F64 et 62. P66.  
Noirs (4) : Ra8, Ff7, Pb2 et g3.  
Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1287

## L'IMPASSE A NEUF

Quand on détient au total neuf cartes avec le partenaire dans une couleur où manque la Dame, plusieurs facteurs peuvent décider de ne pas faire l'impasse. Un des plus importants est la possibilité de gagner quand même si la Dame tombe pas comme c'était le cas dans la donne suivante. Mais le déclarant avait aussi de bonnes raisons de faire l'impasse!

Ann : O. don. Pers. vul. (N-S marqués à 60).

	Nord	Est	Sud
Passé	10	2	2
Passé	3	3	3
Passé	4	3	4
Passé	5	3	5
Passé	6	3	6

Ouest (Donald de Rochecouste) a entamé le 3 de Carreau pour le 10 et le Valet. Comment après l'As de Carreau le déclarant (qui ne voit pas les mains adverses) doit-il jouer pour gagner ce PETIT CHELEM A COEUR contre toute défense?

Réponse :

Il est normal de ne pas faire l'impasse à Cœur car le déclarant est certain de faire douze levées si l'adversaire, qui a la Dame de Cœur troisième, détient également le Roi de Trèfle. En effet, après deux coups d'atout, il suffit de faire un jeu d'élimination : Sud tire tous les Carreaux et, si l'adversaire qui a la Dame de Cœur (Ouest) refuse de couper, on le met en main à l'atout pour l'obliger à contre-attaquer Trèfle. Alors Sud (qui peut défausser un Trèfle sur le cinquième Carreau, n'a plus qu'à fournir la Dame de Trèfle du mort.

Le déclarant (Jean Morin) a cependant préféré faire l'impasse à la Dame de Cœur pour deux raisons très logiques :

1) La certitude que le 3 de Carreau était un singleton et par conséquent la probabilité que Ouest ait trois Cœurs plutôt que deux ;  
2) Le fait que Ouest avait entamé un singleton (sans aucun espoir que Est ait l'As de carreau) était la meilleure façon de sauver la Dame de Cœur en incitant le déclarant à jouer les Cœurs « honnêtes en tête ».

Un grand Festival

Créé il y a un quart de siècle par Nadine Anney et le président de la Fédération mondiale Robert de Nexon, le Festival du casino de Deauville reste toujours un des grands événements internationaux de l'année, un peu comme Roland Garros pour le tennis. L'épreuve la plus importante est le Tournoi des champions qui a lieu au bridgeman et auquel les plus forts joueurs mondiaux ont été invités. Voici, par exemple, une donne fameuse du Festival de 1967 où étaient opposés deux des meilleures paires de cette époque.

de repli. Le soutien à « 2 Cœurs » de G. Desrousseaux indiquait trois ou quatre cartes à Cœur, mais pas plus de 7 points d'honneurs car, à partir de 8 points d'honneurs, le contre est automatique sur l'intervention à 1 SA.

Philippe Brugnon.

COURRIER DES LECTEURS

Les gardes rouges (n° 1270)

« J'ai lu, écrit J.-C. Fouché, que le grand chelem dépendait de la défense dans une couleur rouge faite par Est quand Sud coupe Trèfle. Or un bon joueur n'est nullement obligé de défausser. Il peut en effet couper avec le 5 d'atout... »

Non, puisque l'atout précède qu'on avait commencé par « battre atout deux fois ». La solution de Horton est donc parfaitement correcte et elle est même meilleure que celle proposée par Fouché (un mort inversé et un squeeze simple). En effet, c'est la chute s'il y a un singleton à Carreau...

## dames

N° 332

## PREMIERS PAS

Tournoi de Paris, mai 1988  
(à Paris Aérospatiale Club)Blancs : MAUDHEU (Paris)  
Noirs : HUBNER (Belgique)  
Ouverture : Berseling

1. 33-38 18-22 18. 31x22 13-19 (b)  
2. 34-37 (a) 22-23 19. 33-38 (b) 15-19  
3. 39-42 13-18 (b) 20. 30-35 18-23  
4. 43-39 9-13 21. 30-35 8-13  
5. 37-31 (c) 4-9 22. 44-39 28-34 (m)  
6. 49-43 19-23 23. 42-38 16-21 (a)  
7. 28x19 14x23 (d) 24. 30-35 11-16 (g)  
8. 41-37 18-24 25. 39-34 26-31 (g)  
9. 46-41 5-10 26. 37x17 24-30  
10. 34-38 26-25 27. 35x24 19x39  
11. 36-33 (e) 25x34 28. 28x10 (g) 39x46 (f)  
12. 40x29 23x34 29. 18-14 (g) 3-14 (f)  
13. 39x38 (f) 30x41 3-12 7-12  
14. 42-38 17-21 13-17 1x21  
15. 47-43 (b) 32-48 34-16 14-20  
16. 45-40 12-18 33. 25x14 46x5 (a)  
17. 37x22 (j) 18x27 Abandon (h).

## NOTES

a) Cette partie, en série « Honneur » de ce tournoi international qui, toutes séries comprises, réunit 136 participants, a opposé le ferme et brillant espoir belge Hubner (moins de dix-sept ans), vainqueur de ce groupe, au Parisien Maudheu, qui faisait ses premiers pas sur la scène internationale.  
Après 1... (18-22), Maudheu joue donc 2. 31-27 et évite ainsi les débuts très longuement analysés comme 2. 38-33 (12-18); 3. 31-26 (a) (7-12); 4. 37-31 (19-23); 5. 28x19 (14x23); 6. 32-27 (13-19); 7. 34-29 (23x24);

8. 39x30 (8-13, a5); 9. 42-38 (19-23); 10. 41-37 (24-21); 11. 44-39 (1-7), etc. (docteur Ir. Gerdijk-R. Palmes, tournoi d'Apeldoorn, juillet 1986).  
a) 1. 3. 34-29 (19-23); 4. 28x19 (14x24); 5. 40x29 (10-14); 6. 32-38 (7-12); 7. 42-38 (16-21); 8. 31-26 (11-16); 9. 47-42 (1-7); 10. 44-40 (14-19); 11. 30-34 (18-23), etc. (Heitmeier-P. Polman, championnat des Pays-Bas, Huisdun, 1986).  
a2) 4... (1-7); 5. 42-38 (19-23); 6. 28x19 (14x23); 7. 32-28 (23x32); 8. 38-27 (4-14); 9. 43-38 (14-19); 10. 48-43 (10-14); 11. 47-42 (19-23); etc. (Sjibrands-Lepic, Valkenburg, mai 1986).  
a3) 8... (19-23); 9. 44-39 (10-14); 10. 30-25 (8-13); 11. 41-37 (14-19), etc. (TV De Leeuw, championnat des Pays-Bas, 1987).  
b) On 3... (19-23); 4. 28x19 (14x23); 5. 44-39 (10-14); 6. 49-44 (5-10); 7. 39-33 (12-18); 8. 34-30 (20-25); 9. 40-35 (7-12); 10. 34-29 (23x24); 11. 29-24 (17-21), etc. (P. Polman, C. Buter, championnat des Pays-Bas, Huisdun, 1978, le Monde du 5 août 1978).  
b2) 6. 38-33 (12-18); 7. 34-30 (14-19); 8. 42-38 (5-10); 9. Vite fais.  
c) R. Polman, C. Buter, championnat des Pays-Bas, 1986.

c) Petite faute positionnelle que le jeune espoir belge ne devrait pas tarder d'exploiter.  
d) Avantage positionnel aux Noirs : contrôle du centre, liberté totale pour le développement de la grande diagonale, répartition équilibrée des forces.  
e) Faut à Hubner, le nouvel espoir de la production en ayant couru 11. 39-34 (23-29); 12. 34x23 (18x29); 13. 44-39 (25x34); 14. 39x30 (20-25); 15. 38x29 (17-22); 16. 27x18 (12x25), N+1.  
e2) 13. 32-28 (25x34); 14. 28-22 (17x28); 15. 27-21 (16x27); 16. 31x24, etc., avantage aux Blancs pourtant, dans cette variante sans appel.  
f) Les Blancs se fixent pour objectif immédiat, et à moyen terme, de casser, de détruire la structure adverse, choix significatif de la crainte de ne pas tenir la distance.  
g) Une pression reste assidue.  
h) Pourquoi ne pas avoir attaqué par 15. 31-26 (7)?  
i) Hubner place un terrible cion, facteur de lancinantes douleurs sur cette aile gauche adverse, hypertrophie.  
j) Soudain, deux rires de mieux que ceux d'un fou.  
k) Les Noirs imposent leur jeu.  
l) Occupation du centre dans une situation de déséquilibre structurel.

m) Une case hautement stratégique dans ce milieu type de partie.  
n) Aménage encore la liberté de mouvement et tente, déjà, de conclure par un coup de masse.  
o) Tout est prêt chez ce jeune champion.  
p) La combinaison comportant deux phases essentielles, dont la première repose sur le mécanisme du « coup de la bombe ».  
q) En désespoir de cause.  
r) Dame.  
s) Aucune alternative.  
t) La deuxième phase de la combinaison.  
u) Une dame impériale : contrôle, au top de la défense, de la grande diagonale 5 à 46.  
v) Maudheu ne se décourage pas pour autant : ces premiers pas, dans une série difficile, sont porteurs de victoires en germe.  
Dans la prochaine chronique, la « barre » sera placée au niveau « Excellence », où les grands maîtres internationaux, soviétiques ont réalisés, dans ce même tournoi, une éblouissante démonstration. Un exemple éloquent dans deux semaines : à ne pas manquer...

PROBLÈME TSIRIK  
(1981)

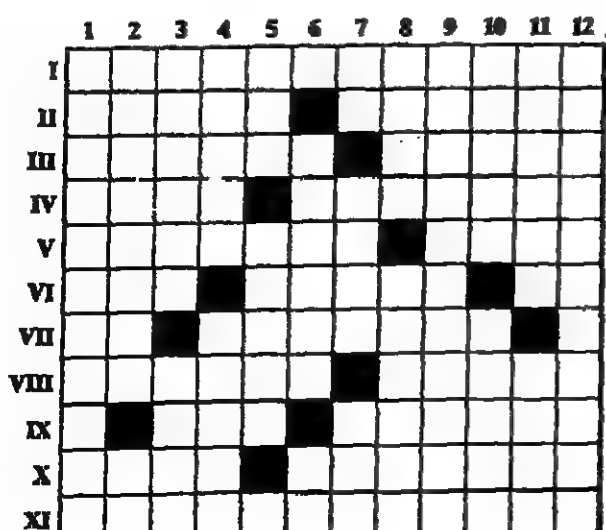
Les Blancs jouent et gagnent en quatre temps. Il faut savoir venir à bout de ces quatre temps (c'est très court) sans se reporter à la solution. Le plaisir en sera décuplé.

● SOLUTION : 41-37 [pas évident du tout (28-33, le meilleur) 48-42 [interdit (33-39) car 37-32, etc. 41-26, forcé] 42-38 [très joli] (33x31) 48-42, + par blamage des trois pions noirs.

JEAN CHAZE.

## mots croisés

N° 517



Horizontalement

I. Vaste sujet de spéculations. - II. Sérieusement accroché. On les a plaints. - III. On les cache dans les lettres. Prenait quelque liberté. - IV. Pour la quantité, elle en a plus qu'il n'en faut. Répartit. - V. Fait une fameuse boulette. Tribes. - VI. Disparaît avec la croissance. Toujours là dans les intérieurs. Note. - VII. Pronom. Bien vieux. - VIII. C'est tout faux. Tins débout. - IX. Dans l'auxiliaire. Presque sur le bout de la langue. - X. Retiens

Verticalement

1. Là où quand on rit tous les autres se califient. 2. Chasseur. Dans le temps. 3. Les grandes font toujours grande impression. Guide. 4. Ils sont loin d'avoir progressé. Cache. 5. Leste. N'est rien reconnu. 6. A une jolie silhouette. Sur certaines plaques. 7. En Eco. Si usée qu'elle part en morceaux. Compositeur. 8. A ne pas rencontrer de trop près. Les recevoir, c'est un plaisir. 9. Vite fais. 10. Surplombent le dernier du 3. Crème. 11. Serviront. Il est gentil, mais pas malin. 12. Se mirent au parfum.

SOLUTION DU N° 516

Horizontalement

I. Technocrates. - II. Ébréché. Nemo. - III. Mout. Attendu. - IV. Pus. Trou. Tes. - V. Eut. Instant. - VI. Retenue. Al. - VII. Amènes. Er. Ma. - VIII. Tests. Aout. - IX. Un. Bouffant. - X. Rte. Eau. Cc. - XI. Escarmouches.

Verticalement

1. Température. 2. Éboulements. 3. Crantifs. R. 4. He. Tante. 5. Ne. Pester. 6. Oaries. ONM. 7. Cation. Auto. 8. Tis. En feu. 9. Anc. Tarif. 10. Tent. Mach. 11. Emden. Manie. 12. Sonnettes.

FRANÇOIS DONLIT.

## anacroisés

N° 518

Horizontalement

1. ERRSTTU. - 2. CEMNRTU. - 3. ACEMNORY. - 4. CEIMRS (+1). - 5. AEGIRSU (+1). - 6. BINOSSU. - 7. ACEILOV (+1). - 8. AEISSST (+1). - 9. EGILNOSS. - 10. AEGILNNO. - 11. AILRTV (+2). - 12. EHLINO. - 13. BEOGNA. - 14. REEMNST. - 15. AENRS. - 16. EHLRT. - 17. EUNSTU.

Verticalement

1. ABLMOOT. - 19. AACNOPT. - 20. EELRSU. - 21. AAEIURUV. - 22. AENNOST (+1). - 23. ACINOSU (+1). - 24. AIOST. - 25. CELOSS (+1). - 26. ENOSTUV (+1). - 27. EELILNN. - 28. AEEGINRT. - 29. ALOQRU. - 30. EINONOS (+1). - 31. AEGILNOS (+1). - 32. AEGILMSY. - 33. EELIOPSS (+1). - 34. EENNOST (+1). - 35. ACEFSS. - 36. AEEHNR. - 37. EEEHNNRS.

SOLUTION DU N° 517

1. EAUFINE. - 2. EPOUSE (POREUSE). - 3. REPUGNA. - 4. OPTOMANE. - 5. INEGALE (ALIGNÉE, GENIALE). - 6. AMARNIEN. - 7. LIMITAI (MILITAI). - 8. TRISSAI (STRIAS). - 9. NEOMENIE, jour de la nouvelle lune, dans la Grèce antique. - 10. ENTURES (NEUTRES, etc.). - 11. GANTELET. - 12. PINGOIN. - 13. SEPTIMO (IMPOSTE). - 14. ASIALIE, absence de salive. - 15. TAVELURE. - 16. ARENACE. - 17. NEGRESSE. - 18. AFRAXIE. - 19. REVEREND (REVENDRE). - 20. PTOMAIN. - 21. PETUNIA (PUAIENT). - 22. GITANE (GATINE, GENAIT). - 23. AGITATO. - 24. RAIMINGUE (GERANIUM, MERINGUE, MANQUIER). - 25. FOMENTE. - 26. TONLEUX. - 27. IRANIEN. - 28. LIVRASSE (SLAVISSE). - 29. EREINTE (ENTIERE). - 30. EPHLEIDE, tache de rousseur. - 31. SAYNETE (SEYANTE). - 32. GISANTES (AGISSANT). - 33. SIGNATES, TIGNASSE, TIGANES). - 34. TAPIOCA (CAPOTAI). - 35. SAVETIER (AVERTIES, EVITERAS, REVETATS, VARIETES). - 36. ILIENNE. - 37. REQUISSE (REQUISSE, ESQUIRES, RISQUES, SERIQUES) - 38. OERS. TED.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUIT.



## Culture

## AVIGNON 88

## La force patiente de Kateb Yacine

Le 14 juillet 1988, en prélude au bicentenaire de la Révolution, a été créé off festival le Bourgeois sans culotte ou le Spectre du parc Monceau, l'histoire de Maximilien Robespierre vue par Kateb Yacine. Une vision peu conventionnelle, on s'en doute. C'est une troupe d'Arras, le Noroit, qui lui a passé commande. Il n'a pas refusé. « Je ne pouvais pas me dérober », a-t-il dit simplement. Depuis longtemps il a dans la tête une saga des révolutions, c'est-à-dire, pour Kateb Yacine, de passions follement généreuses, forcément suicidaires.

Le spectacle détermine un parcours dans le Musée Calvet en rénovation qui forme un décor somptueux, depuis les jardins en friche, où seules demeurent des statues à l'antique aux membres cassés, jusqu'aux salles encombrées de toiles lascives religieuses, ou bien vides, mais portant sur les murs des taches d'humidité, les traces des tableaux enlevés. Des salles superbes, avec des sols en tommettes, de hautes fenêtres, des grilles ouvragées, des balcons de marbre.

Ce décor, ce climat de fantasmagorie ne conviennent pourtant pas à la pièce, telle que l'ont montée les comédiens du Noroit. Ils ont du mal à maîtriser l'espace. Ils ne maîtrisent pas tellement non plus la rage lyrique, l'humour acerbe et ambigu de Kateb Yacine, dont les conceptions politiques sont abruptes, mais dont le langage est à la fois simple et charnel. Voir les comédiens glisser hors de portée du texte à quelques choses de troublant.

Mais Kateb Yacine est là. Il n'était pas venu depuis deux ans, et c'était, hors festival, pour parler cultures méditerranéennes. Il apparaît presque détendu, beaucoup plus serein et

quand même inchangé. En lui existe une jeunesse flamboyante qui résiste aux cheveux blancs, à la fatigue, aux déceptions. « Je suis, dit-il, optimiste par obligation, sinon je n'existerais plus. » Je le vois rarement, mais à chaque fois je le retrouve, pas si différent de la première fois, voilà un peu plus de vingt ans, ses cheveux étaient noirs, ses traits plus ravins encore qu'aujourd'hui, il cherchait dans Barbès à reconnaître son pays, ses amis.

Et il continue. A Avignon, il a rencontré des heurs — « Je n'aime pas ce mot. Il est entré dans le domaine public, mais il est faux, même en verlan. Nous ne sommes pas tous des Arabes. » Chez lui, en Algérie — il dirige une troupe théâtrale à Sidi-Bel-Abbès — il s'acharne à défendre la langue kabyle, dit qu'il veut maintenant prendre le temps d'écrire, alors il voyage, il navigue entre là-bas et ici. « Les comédiens ont besoin de moi pour parler, ils viennent me réveiller à 4 heures du matin, pas question de refuser, mais je ne peux pas travailler. » On imagine avec quelle avidité la jeune génération se nourrit de cet homme qui a vécu leur légende nationale et d'une certaine manière en incarne la noblesse.

Certains l'ont rejoint, tournent autour de lui, comme s'ils avaient besoin de sa parole pour respirer. Il n'est certainement pas un gourou. Peut-être un frère riche de connaissance, et vulnérable. Je le regardais s'adresser avec douceur à l'un de ses comédiens qui l'a suivi. Il souriait presque.

COLETTE GODARD.



Voilà déjà un bout de temps qu'il pense à une saga des révolutions. « Off » festival a été donné son Bourgeois sans culotte, dont le héros est Robespierre. Et le décor, des pierres.

« La Journée des chaussures », par Daniel Emilfork

## Le café de Napoléon

Trois fortes personnalités se fabriquent un spectacle; ce pourrait être un événement, c'est un piège.

Il fallait bien que ça arrive! Le traquenard du piège affreux, imparable, le cauchemar. J'y allai sans méfiance aucune. Le lieu: la Chapelle des Cordeliers, une architecture belle, accueillante, les spectacles du Festival y sont toujours bons.

Titre de l'œuvre: « La Journée des chaussures », spectacle conçu et interprété par Daniel Emilfork, Frédéric Leiden et Denise Péron. Bon, ils sont là, tous les trois, collant de temps à autre une petite table et quelques chaises. Denise Péron porte un survetement noir et beige, elle a la plupart du temps une expression d'angoisse aiguë. Leiden, en complet vague, se dépatouille d'un bon sourire jeune. Emilfork, costume blanc, toujours squelettique, fait songer au portrait de Picasso par Cocteau: « L'intelligence giclé de lui comme l'eau de la pomme d'arrosoir ».

Il irradie à fortiori, ces trois acteurs, la scène et le public, que nous aurions pu simplement les contempler, une bonne heure ou plus, dans le silence, croissant ou décroissant les jambes, ou se grattant le coude, nous ennuions être comblés. Mais voilà: ils causent. Ils ont écrit une chose qu'ils ont apprise par cœur. Un canevas libre, ouvert, qui fait alterner des souvenirs d'enfance, des retours au présent, et des échappées difficiles à définir, énigmatiques, poétiques...

Ce n'est pas bête du tout, on n'est pas lourd, pas grossier, pas prétentieux. Mais, quoique plein à ras bords, c'est presque vide, et, quoiqu'assez compliqué, c'est simple.

Terrible comme sir Hudson Lowe

Si j'avais pu craindre une seconde que cette critique tombe au jour sous les yeux de Denise Péron et Daniel Emilfork, jamais, vous le pensez bien, je n'aurais osé l'écrire, courageux que je suis comme un âne qui recule. Mais je suis tout à fait tranquille, je les admire, je les aime beaucoup, je peux donc dire ce que je pense, dans leur dos, et vain, puisque Denise Péron et Daniel Emilfork font comme tous les acteurs, tous les auteurs, tous les metteurs en scène: ils ne lisent jamais les critiques, ils sont au-dessus de ça, ils le disent, et Planchon et Vitez et même Maréchal le répètent.

Ils disent ça d'ailleurs d'une façon spéciale, tenez, en voici un parfait exemple, c'est le grand Federico Garcia Lorca, interviewé dans « La Humanité » de Barcelone du 4 octobre 1935. Le journaliste fait lâchement remarquer à Lorca que, pour la première de Yerma, les louanges de la critique ont été unanimes, et, lâche-bottes comme pas deux, il demande à Lorca ce qu'il en pense: « La critique m'a très bien traité », dit Lorca. Parfois même avec beaucoup d'à-propos. Il faut pourtant que je vous dise, les critiques, je n'en fais aucun cas. Je ne les lis même pas. Jamais! A New-York, pour Noces de sang, les critiques ont dit des bêtises, ils ne concevaient pas que des paysans puissent s'exprimer de cette façon, etc. Le critique du Times, lui, a été plus honnête, il a voulu qu'il n'avait rien compris...

OFF

## Les compagnons de La Charabotte

Joli nom que La Charabotte! C'est celui d'un hameau de l'Ain, aggloméré d'une cascade, un site touristique connu sur le plateau de Hauteville et dans le Valromey. La région, d'une vraie fraîcheur rustique, très fréquentée par les peintres du dix-neuvième siècle, était réputée pour la qualité de son air. On y construisait des sanatoria.

Joli Lagarde est animateur en milieu hospitalier. Sa femme, Martine, est comptable. Leur passion pour le théâtre, dont ils ont appris les rudiments — elle, dans les ateliers de la Comédie de Saint-Etienne; lui, au Tourmaire, à Lyon, — les aura fait s'enrichir de compagnons partout où ils ont vécu. A peine arrivés-ils à Hauteville, en

décembre 1983, qu'ils faisaient passer une annonce dans un journal local pour recruter des gens intéressés par l'art dramatique. Vingt-cinq candidats se présentèrent.

Tout de suite, on s'est créé un atelier hebdomadaire. A fin 1984, le groupe à laquelle ils avaient donné ce nom de cascade a pour la création d'une pièce locale s'entraînent. Pour les répétitions, on s'accommodait du préau des écoles ou de salles d'emprunt. Les salles des fêtes de Hauteville et des communes de la région accueillent les représentations. Au fil des saisons, La Charabotte s'est constituée un répertoire qui va de Sophocle à Dürer, de Ionesco et Cocteau à Duras, en pas-

sant par Sartre, sans compter les créations de la compagnie. Celle-ci assure plus de cent représentations par an sur le plateau de Hauteville et dans les départements voisins. Elle joue à la demande des MJC, des centres culturels, des comités des fêtes. Joël et Martine sont modestes: « Dans l'Ain, on est la bête rare. Les choix sont limités. Alors! » Ils proposent chaque année un abonnement pour deux soirées, avec leurs spectacles propres et ceux d'autres compagnies avec lesquelles ils ont mis au point une politique d'échanges. Pour l'instant, néanmoins, aucun des compagnons de La Charabotte n'est allé chercher l'emploi qui le fait vivre. « Nous

sommes réalistes », disent les animateurs.

Ils viennent en off Avignon depuis trois ans au nom du même réalisme, puisque l'opération est bénéficiaire. Avec Hus dos et la Voix humaine, ils espèrent améliorer le budget de la compagnie, qui vit en auto-financement. L'avenir, d'ailleurs, s'écrit pour les compagnons de La Charabotte: Hauteville vient de leur attribuer la salle de patronage derrière l'église, avec la seule contrainte de la céder chaque vendredi à la fanfare municipale.

J.-J. L.  
Exerment Saint-Joseph, du 13 au 24 juillet. La Voix humaine à 14 heures, Hus dos à 16 heures.

Le cirque exposé à la Maison Jean-Vilar

## Folies funambules

Petits-fils des bateleurs du Pont-Neuf et, qui sait, des clowns shakespeariens, ils sont à la Maison Jean-Vilar. Une exposition qui ravive l'art du cirque.

« Qui, s'il est normal et bien pensant, marche sur un fil ou s'exprime en vers? C'est trop fort. Homme ou femme? Monstre, à coup sûr. » En une phrase — elle est de Jean Genet dans le Funambule — le poète et l'équilibriste se tendent la main, très haut. Et cette phrase résume encore bien le hasard heureux qui, cette année, réunit ici une mise en scène du Funambule, chant d'amour dédié par Genet au « très précieux danseur », Freaks, une histoire où la beauté de l'homme défie la difformité des corps (Le Monde du 13 juillet) et, enfin, une exposition à la Maison Jean-Vilar.

Une fois n'est pas coutume, on y célèbre non les peintres, les poètes, les musiciens qui ont chanté le cirque, mais ceux-là mêmes qui l'ont fait, à la sueur de leur vie. L'exposition est modeste dans son ambition. Elle rassemble, sans souci d'exhaustivité ni de chronologie, estampes, affiches, gravures, costumes, accessoires et maquettes.

Voici Miss Marilia, la seule femme capable de soulever sur le dos une carriole ou une bonne dizaine d'hommes sourient. Et encore le plus petit vélo du monde, où, pourtant, une pyramide de trois hommes se juchait. Maillet noir moulu, muscles d'acier, un trapéziste et son fils traversant l'air comme deux anges, plongeurs du vide. Dans ce costume de velours sombre brodé de paillettes argent, dit « costume de l'araignée », le clown blanc François Fratellini tentait, cause perdue d'avance, de dissi-

pliser l'amarclie d'Albert, et de sa vache, bovin grandeur nature en peluche, mais à l'œil vif « exposée » aux côtés du concertino, monocorde et autres accessoires des « clowns musiciens », tandis qu'un peu plus loin pointait les immenses chaussures de Little Tich ou Zino, le tueur bleu pâle d'une caricature écuylère nommée Achille Zavatta.

Les chevaux sont là aussi depuis l'origine du cirque: en témoignent quelques gravures du dix-huitième siècle. Les fauves sourient sur les dessins de Chaval, Goussier ou Rosado, en provenance du fonds de la « société protectrice de l'humour » conservé au Musée Calvet. Et les petits-enfants du collectionneur passionné Francis Rabson pouvaient être heureux: il leur a construit l'immense maquette d'un cirque imaginaire, où rien ne manque à l'appel, et surtout pas la poésie.

Au-delà du bonheur de l'évocation, pour petits et grands, l'amateur éclairé pourra chausser ses lunettes d'animal savant devant certaines planches en provenance de la Bibliothèque nationale: plusieurs numéros y sont détaillés, phase par phase. Enfin, des acrobates chinois, sur deux gravures acquiescées, se rient des lois de l'équilibre et du temps puisqu'on les retrouvera, à partir du 15 juillet, tous les jours dans la cour de la Maison Jean-Vilar: ils seront quatre, un père et ses trois filles, la famille Wu, paysans acrobates de la province du Hubei, cousins de cette « Etoile de l'Asie » qui, en compagnie de son bouffon (dieu des brabançons), pose sur une affiche du Bostock Hippodrome, en 1904. La rumeur rapporte qu'au prochain Festival ils seront beaucoup plus nombreux à faire le voyage.

ODILE QUIROT.  
Maison Jean-Vilar, tous les jours, de 14 heures à 18 heures. Documents d'archives, vidéos, films sur le cirque.

Rencontre avec Nicky Rieti

## L'architecte d'un gang

Né aux Etats-Unis, Nicky Rieti a très tôt rejoint l'une des grandes familles théâtrales françaises — la compagnie Vincent-Jourdeuil — et rencontré André Engel, qu'il a suivi, dans ses aventures extrêmes.

On est presque surpris de découvrir Nicky Rieti là, sur les gradins du cloître des Carmes, promenant son regard sur le décor qui a conçu pour Les amis font le philosophe, de Jacob Lenz, mis en scène par Bernard Sobel.

Il a très tôt pris sa place dans l'une des familles les plus remuantes, les plus créatives du théâtre français depuis les débuts des années 70, il a rencontré Jean-Pierre Vincent, Jean Jourdeuil et André Engel. « A l'époque, dit-il, le théâtre était

encore un outil laissé un peu à l'abandon, un endroit qui renouait malgré tout 68. Un certain nombre de gens s'en sont emparés non pour lui-même mais pour dire certaines choses. Ils avaient tous vécu les événements de mai, ils étaient donc très politisés et cherchaient à bousculer les choses. Cette remise en cause passait aussi par l'esthétique. Jean Jourdeuil avait eu l'envie de reprendre une idée du passé, d'inviter des peintres à travailler avec lui, et non des décorateurs professionnels. »

C'est ainsi qu'en 1972, la compagnie Vincent-Jourdeuil est invitée en Avignon avec Dans la jungle des villes, dont le décor est confié à Gilles Aillaud. Celui-ci décide d'amener avec lui le fils d'un ami américain débarqué depuis peu en Europe, et Nicky Rieti commence son apprentissage.

Rien, sinon les amis de son père, ne l'avaient vraiment préparé à cette aventure. Mais le voilà d'emblée au beau milieu d'un groupe soudé. « Un gang,

une bande d'amis qui s'entendaient parfaitement entre eux. Faire des spectacles était notre moyen de manifester cette amitié, cette complicité. D'autant qu'avec André Engel, chaque spectacle devait être le dernier. Ce qui n'a pas vraiment changé d'ailleurs. »

Avec ce jeune philosophe entré en théâtre comme une flamme dans un magasin d'explosifs, Nicky Rieti va connaître, en dehors des salles à l'italienne, d'extraordinaires moments. « André ne supportait pas les régies esthétiques des théâtres classiques. Ce fut une chance énorme pour moi: si je m'étais retrouvé tout de suite sur un plateau, j'aurais sûrement eu beaucoup de mal. Ailleurs, tout devenait plus fluide, plus imprévisible, plus excitant. D'autant qu'au travers de certaines institutions où s'installaient les « parias » de la veille — le Théâtre national de Strasbourg ou le Festival mondial du théâtre de Nancy — ils disposaient de moyens souvent considérables.

La mauvaise pente

Nicky Rieti se souvient de deux spectacles particulièrement exaltants: « Week-end à York, où j'ai dans un hangar de meubles de la banlieue de Strasbourg, reconstruit un village fictif russe, et Prométhée enchaîné, à Nancy, où je me suis mis de mêche avec un conducteur de bulldozer à la retraite. Nous avons transformé l'ancien carreau d'une mine et tracé des allées, des rues, bâti des maisons en ruine, un temple grec, planté des arbres calcinés. Chaque jour, à l'arrivée du public, des artificiers devaient mettre le feu à une ancienne usine de traitement des minerais. Tout cela demandait beaucoup d'énergie, de la naïveté aussi, et je regrette vraiment qu'on ne puisse plus travailler ainsi. »

Nicky Rieti souffre sincèrement du tournant pris par les professionnels du théâtre. « Nous sommes sur la mauvaise pente, dans la main d'un mélange public-privé qui pense d'abord rentabilité. Cela peut permettre de produire de bons spectacles mais pas du théâtre, c'est-à-dire un traitement qui finit par créer ce que l'on peut appeler une politique. Comme le dit André Engel, nous préférons avoir des partisans dans les salles et pas des clients. » Au point que le décorateur se demande aujourd'hui s'il ne faudrait pas qu'il se consacre exclusivement aux dioramas, un art qu'il a découvert il y a cinq ans, entre deux décors. « Mais je ne sais pas si je tiendrais longtemps sans la chaleur du théâtre. Travailler seul demande une grande conviction. »

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.  
19, cloître des Carmes, jusqu'au 16 juillet, 22 heures.

**MONT-PARNASSE**  
Anny Pierre Fabrice  
DUPREY VANECK LUCHINI  
100%  
LE SECRET  
Andréas VOUTSAS  
Henry BERLSTEIN  
Loc. 43.22.77.74  
Dernière le 23 juillet

## Culture

la plus grande bibliothèque

L'une des cinq

June Anderson, nouvelle

Le Monde

YANN	MONTE	BO
1000	1000	1000
2000	2000	2000
3000	3000	3000
4000	4000	4000
5000	5000	5000
6000	6000	6000
7000	7000	7000
8000	8000	8000
9000	9000	9000
10000	10000	10000

Le Monde  
PUBLICITE  
3 ans 10000  
1 an 3000  
6 mois 1500  
3 mois 750  
1 mois 300  
Prestations sur mesure



## Culture

Le projet présidentiel et l'avenir de la Bibliothèque nationale

### « La plus grande bibliothèque du monde »

« Il faudra créer une Bibliothèque nationale-bis », demandait en décembre dernier (Le Monde du 6 décembre 1987) M. Emmanuel Le Roy Ladurie, le nouveau directeur général. Son vœu va être exaucé, et au-delà, puisque le président de la République réclame la construction et l'aménagement de l'une ou de la plus grande et la plus moderne bibliothèque du monde qui sera connectée à « l'ensemble des grandes universités d'Europe ».

Mais M. Mitterrand n'a pas précisé s'il s'agit de doubler ou de créer une nouvelle Bibliothèque nationale. En effet, celle-ci se trouve confrontée à des problèmes insolubles sur place. Le quadrilatère de la rue Richelieu croule sous les arrivages quotidiens. Tous ses services sont saturés au sur le point de l'être.

Dis la fin du précédent septennat, plusieurs solutions pour désengorger la BN étaient envisagées. Francis Beck, actuel directeur de cabinet de Jack Lang — proposait, dans un rapport remis à François Léotard, alors ministre de la culture, l'idée d'une « décentralisation lourde » de la vieille Bibliothèque. Ne seraient mainte-

maintenant rue de Richelieu que la conservation des stocks déjà en place, leur exploitation et leur communication directe aux lecteurs. Les nouveaux arrivages seraient orientés vers un nouveau site. En Lorraine ou à Marseille-Vallée. Mais surtout il demandait une refonte de l'administration, accompagnée du démantèlement de certains de ses départements. Le rapport fit un certain bruit rue de Richelieu.

Le nouvel administrateur général, Emmanuel Le Roy Ladurie, partisan d'un déménagement complet de la BN, s'était rallié, la mort dans l'âme, à ce projet « minimum ». Mais en insistant sur l'unité de la maison dont il avait la charge et sur son implantation à Paris, dans son quartier périphérique.

Francis Beck ne faisait pas exception : le 13 avril, il affirmait que la réorganisation nécessaire de la Nationale passait par la construction d'une « BN-bis ». Ce projet est aujourd'hui « dépeché », dit-on rue de Valois.

Reste l'autre solution : la construction d'une bibliothèque nouvelle sur un site neuf. Elle pourrait accueillir les nouveaux arrivages comme le fonds

ancien. C'est la voie qui a été choisie en Grande-Bretagne. La British Library vient d'abandonner, en effet, ses anciens locaux du British Museum pour s'installer à Saint-Pancras dans Londres. Ainsi, au moins, l'ensemble des services est réuni dans un seul endroit. Evidemment le coût n'est pas le même. Pour réaliser leur opération — tapage volant — les Britanniques ont mis près de vingt ans et dépensé plus de 4 milliards de nos francs.

Le président de la République laisse entendre que sa préférence va dans ce sens. La nouvelle institution serait en outre connectée « avec l'ensemble des grandes bibliothèques européennes » et elle serait à la disposition « de toutes les universités, les lycées et les chercheurs ». Si cette proposition est retenue, cette bibliothèque serait un instrument plus complet que l'actuelle BN, réservée aux chercheurs, fermée aux lycéens et peu efficace dans le domaine des sciences et des techniques. Ce serait le projet le plus ambitieux lancé par François Mitterrand dans le cadre de ses grands travaux. Le plus onéreux aussi.

Car il faudra sans doute remettre à plat l'ensemble du système français. Celui des bibliothèques universitaires, particulièrement mal loties et dont les déficiences rejoignent sur le fonctionnement de la BN. Il faudra aussi régler définitivement le problème des personnels de ces établissements (statuts et salaires) et l'épineuse question de la compatibilité des systèmes informatiques qui coexistent (mail) actuellement.

EMMANUEL DE ROUX.

### L'une des cinq sœurs

La Bibliothèque nationale est l'une des cinq grandes bibliothèques du monde, l'une des « cinq sœurs » à pondérer plus de 12 millions de volumes. Mais c'est la seule française. Les autres sont toutes anglo-saxonnes. Avec les bibliothèques américaines, une comparabilité différente intervient la comparaison. La BN, elle-même compte égale-

ment 15 000 000 d'imprimés et de photos, 15 000 000 de périodiques, 350 000 manuscrits, 650 000 cartes et plans, plus d'un million de documents sonores ou visuels, 3 000 000 de documents concernant les arts de la scène, dont 7 000 costumes, et une formidable collection de monnaies et de médailles.

« Armide », de Rossini, à Aix-en-Provence

### June Anderson, nouvelle Colbran

Pour sa création en France, l'Armide de Rossini a connu un comble de chance et un comble de malchance : une distribution éblouissante, un orchestre défaillant, une mise en scène erratique.

La pièce antienne de l'Armide au Festival d'Aix-en-Provence est due sans doute à un matériel catastrophique, bourré de fautes, qui n'a pu permettre une mise au point satisfaisante (il n'existe pas encore d'édition critique), plutôt qu'à la qualité intrinsèque de l'Orchestre de Nice, qui avait fait ses preuves, encore récemment, dans la Tétralogie. Il était impossible en tout cas d'apprécier pleinement la qualité de cette œuvre bien oubliée (Le Monde du 14 juillet), écrite pour Naples en 1817.

Le premier acte, occupé surtout par les palabres « électorales » des croisés, paraît très répétitif et languissant ; mais que viennent les deux d'amour qui réunissent peu à peu Renaud et Armide, peignent leurs vœux dans un jardin magique, avant de les arracher l'un à l'autre en des douleurs poignantes, et Rossini nous émeut et nous émeut par le brio de son écriture, la fermeté des structures vocales et sur-

tout l'intensité du sentiment amoureux. Quel hymne magnifique à l'Armide Colbran, la future M<sup>me</sup> Rossini, idole du public napolitain !

June Anderson, qui chantait le rôle pour la première fois, a fait de même délier le public aixois : elle déploie tous les prestiges d'une voix et d'un jeu aux ressources étonnantes : elle est tour à tour la musicienne plaintive et soumise, la séductrice progressivement prise à son jeu comme Kundry, la femme abandonnée qui clame son désespoir, la magicienne enfin qui détruit tout ce qui l'entoure, en une conclusion prodigieuse où la soprano britannique atteint à une espèce d'abandon vocal et scénique qui donne la chair de poule.

Elle était entourée par des partenaires dignes d'elle, dans cet opéra qui ne compte pas moins de six rôles de ténor (pour quatre chanteurs seulement, il est vrai) : signalons notamment Rockwell Blake, Renaud à la voix flexible et pathétique, prototype du grand chanteur rossinien grâce à une gamme expressive de nuances rares dans la plus haute virtuosité. Yoshitaka Yamaji, Godefroid de Bouillon imprévu, mais dont l'autorité flamboyante et le lyrisme emportent l'adhésion, ainsi que Raul Gimenez, rode paladin au gosier de feu.

Ces derniers apparaissent justement au début du deuxième acte,

dans une tempête fantastique d'une force scénique étonnante, qui domine de grands espoirs après un premier acte sobre, aux couleurs brillantes, échantillonné, mais en assise assise à un tableau aberrant de symphonies aux danses saugrenues. Illustrant sans distance les dévergondages des filles-fleurs qu'Armide offre à Renaud (et dont Rossini aurait bien fait de s'abstenir) ; les décors adoptent ensuite des couleurs d'une effroyable laideur.

Jean-Claude Fall et Gérard Didier, à qui l'on doit des spectacles lyriques d'une qualité rare (voir *Mitridate* à Aix ou *Obéron* à Lyon), se sont perdus en route ; il est vrai que rien n'est plus difficile que de trouver le ton juste pour ce Rossini sur la piste des croisés...

Pourtant, le jeu des personnages, leurs rapports, restent vrais, beaux et émouvants en général, dans ce cadre criard qu'on finit néanmoins par oublier lorsqu'Armide plonge dans le gouffre, au terme de cette conclusion superbe où la voix de la femme et la magicienne, transportée par l'amour, la colère et le désespoir, respirent comme une éscarboule fabuleuse.

JACQUES LONGCHAMPT.  
★ Prochaines représentations : les 20, 24 et 27 juillet (21 h 15) ; coproduction avec l'Opéra de Nice et l'Action musicale Sella.

## Communication

Un entretien avec M. Le Lay, vice-président de TF 1

### « Il faut rétablir les conditions d'une saine concurrence »

On peut être premier sur son marché et avoir du mal à vivre. TF 1, qui caracole toujours en tête de l'audience, ne parvient pas à dégager suffisamment de bénéfices pour amortir un prix d'achat très lourd. Son vice-président-directeur général, M. Patrick Le Lay, estime que les pouvoirs publics et la CNCL font survivre artificiellement un paysage audiovisuel condamné en faussant les règles de la concurrence. Au risque, selon lui, de compromettre la relance de la création française.

« TF 1 se porte mieux que d'autres chaînes mais semble avoir quelque difficulté à dégager un résultat capable d'amortir un prix d'achat de 6 milliards. Souhaiter-vous aujourd'hui une réforme du paysage audiovisuel ?

— En l'état, le paysage audiovisuel n'est pas viable. La loi de 1986 portait d'une intention généreuse mais un peu naïve : la concurrence entre cinq chaînes généralistes vivant de la publicité devait offrir aux téléspectateurs une plus grande diversité de programmes. C'est le contraire qui s'est produit. Tenues par une logique commerciale, les cinq chaînes ont diffusé le même type de programmes aux mêmes heures en puisant dans un stock de fictions, de variétés ou de retransmissions sportives qui était très limité. La concurrence a donc fait exploser les coûts des programmes.

« L'argent qui devait être investi dans la production a été détourné vers les dépenses de fonctionnement. Ajoutez à cela que les ressources disponibles, redevance et publicité, sont aujourd'hui insuffisantes pour faire vivre cinq chaînes. Il suffit de regarder les déficits de la Cinq et de M 6, les dépassements publicitaires du service public pour s'en convaincre.

— Quelle est la situation de TF 1 ?

— La Une a réussi à conserver la première place en termes d'audience malgré cette concurrence. Ce succès, elle le doit à une grille riche qui ne compte pas moins de vingt-huit émissions nouvelles. Cette richesse se paye : le budget de fonctionnement de la chaîne est passé de 3 milliards de francs avant sa privatisation à 4 milliards aujourd'hui.

Face à ces charges accrues, les recettes publicitaires restent insuffisantes pour assurer l'amortissement et la rémunération du capital. L'an dernier, nous avons juste atteint l'équilibre. Notez qu'Antenne 2 avait alors dépassé son plafond publicitaire de 600 millions de francs, une somme qui aurait assuré la rentabilité de TF 1. Cette année nous ferons peut-être 150 à 200 millions de bénéfice brut. Des chiffres que je ne peux pas encore garantir à nos actionnaires : tout dépendra des recettes du dernier trimestre.

« L'économie précaire des chaînes de télévision rend impossible la relance de la création. Si l'on veut rétablir l'offensive américaine, il faut un audiovisuel européen.

dans lequel la France jouerait un rôle essentiel, il est indispensable d'assainir d'abord le marché français.

— Que proposez-vous ?

— On peut laisser jouer les lois du marché et attendre que certaines chaînes disparaissent ou se transfèrent en télévisions thématiques. Mais l'Etat, qui réglemente la télévision et en est l'un des acteurs principaux par l'intermédiaire des chaînes publiques, peut-il se contenter de laisser faire la logique économique ?

« La première règle est : ne semblez pas fixer des règles du jeu claires et identiques pour toutes les chaînes généralistes. On demande aux télévisions privées de respecter un quota de programmes français. TF 1, qui n'a pas tout à fait tenu ses engagements l'an dernier, s'y conformera dès ce mois de juillet. Mais pourquoi ne pas imposer le même quota aux chaînes publiques, qui diffusent près de 70 % de fictions américaines ?

« On demande aux chaînes d'investir dans la création en commandant chaque année un nombre précis d'heures de programmes. C'est, pour stimuler l'industrie de programmes, une règle plus indispensable que toutes les subventions et autres comptes de soutien. TF 1 a d'ailleurs largement tenu ses engagements. La Cinq et M 6, elles, ont purement et simplement ignoré. Or les actionnaires de ces deux chaînes ont obtenu gratuitement leurs réseaux. Ils ont suffisamment de surface financière pour supporter les premiers déficits d'exploitation et investir néanmoins dans la production. Ils ne l'ont pas fait : pourquoi ne sont-ils pas sanctionnés ? Pourquoi la CNCL continue-t-elle à leur accorder des fréquences supplémentaires ?

« Cette inégalité de traitement fausse la concurrence, lèse les intérêts de nos actionnaires qui, eux, ont payé 6 milliards de francs le réseau de base. C'est ce qui nous a poussé à déposer un recours contre la CNCL que le Conseil d'Etat jugera à la rentrée.

« Ces incertitudes sur le marché national de la télévision semblent vous pousser à multiplier les filiales d'édition, de télématique ou à vous tourner vers de nouveaux marchés comme la Belgique ou l'Afrique...

« Il est sain de se diversifier mais il importe avant tout que notre activité de base soit rentable. TF 1 restera centrée sur ses trois métiers : la production, la publicité et la diffusion. En télévision, la diffusion est une activité strictement nationale à cause des spécificités culturelles de chaque pays. Nous pourrions prendre éventuellement des participations dans des télévisions en Espagne et en Italie, mais il s'agit d'une stratégie purement financière.

« En publicité, nous sommes aujourd'hui avec le groupe de M. Silvio Berlusconi les premiers régisseurs européens. Dans ce secteur, nous comptons nous diversifier — c'est le sens de nos accords avec la presse régionale — et exporter notre savoir-faire comme en Belgique ou au Maroc.

— Poursuivrez-vous vos investissements dans des sociétés de production, alors que de nombreux producteurs indépendants subissent une baisse de la concentration verticale ?

« C'est un débat un peu philosophique. Il est sain de distinguer les deux métiers. Diriger une chaîne et des sociétés de production, c'est sans doute mélanger les genres. Mais pourquoi refuser qu'un même actionnaire investisse dans les deux types de sociétés au moment où la création a un besoin pressant de financement ? C'est une constante en Europe : la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion ou le groupe Berlusconi ont de nombreuses filiales de production.

« Les producteurs indépendants redoutent que les télévisions ne fassent la concurrence en privatisant leurs filiales. C'est méconnaître la logique des chaînes publiques, qui ont tout à gagner à gérer leurs différentes activités de manière autonome.

— Pourquoi ce long conflit et cette rupture avec Christine Desarmes ? Une chaîne commerciale est-elle susceptible d'accorder une place de choix à l'information ?

« Les conditions du départ de Christine Desarmes ont été décidées en plein accord avec elle. Je n'ai rien à ajouter. Quant à l'information, TF 1 ne l'a jamais négligée. J'ai toujours dit que c'était l'une des fonctions fondamentales d'une grande chaîne généraliste. Nous avons confié la rédaction à des professionnels reconnus pour leur indépendance et leur compétence. Les actionnaires ne se sont jamais permis d'intervenir sur le contenu des journaux télévisés.

« L'information était déjà majeure lorsque nous avons repris la chaîne. Nous nous sommes contentés de moderniser la technique, de commencer à informatiser la rédaction. Et de relancer avec Jean Bertolino les grands reportages. Le succès auprès des téléspectateurs montre que ce n'était pas un mauvais choix.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Après le licenciement des deux responsables de l'information

Démision du directeur général de la radio-télévision grecque

Le directeur général de la radio-télévision grecque, M. Andréas Christodoulidis, a démissionné le vendredi 8 juillet. Ce geste est motivé, selon le ministre délégué à la présidence chargée des médias, M. Dimitris Maroudas, par des « raisons personnelles ». Mais les observateurs soulignent que cette démission spectaculaire intervient une semaine après le licenciement par le gouvernement de deux responsables de l'information de la première chaîne hellénique. Licenciements auxquels M. Christodoulidis se serait opposé.

La chaîne avait insisté, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, sur un passage du discours prononcé par le premier ministre grec, M. Andréas Papandréou, en début de la présidence grecque de la CEE. Dans cet extrait, M. Papandréou parlait des inégalités économiques entre grands et petits pays de la Communauté, affirmant que les États défavorisés préférerait se retirer si ce fossé n'était pas comblé. Or, estime-t-on dans les milieux gouvernementaux, le ton général du discours de M. Papandréou avait une tonalité exactement contraire.

Estimant que les positions du chef du gouvernement avaient été déformées, le ministre avait aussitôt licencié les deux responsables, sans consulter ni le conseil d'administration de la radio-télévision ni son directeur général. La presse avait alors dénoncé l'ingérence « flagrante et arbitraire » du gouvernement dans les médias.

« Des magazines détruits par des ouvriers du Livre CGT. — Deux à trois cents ouvriers CGT de l'imprimerie Jean Didier de Massy, où le conflit persiste depuis un mois, ont investi le centre de tri des NMPP de Saint-Denis, mercredi 13 juillet. Bloquant, aux abords des messageries, trois camions apportant des magazines confectionnés dans d'autres établissements pour Jean Didier, ils en ont déversé tout le contenu — 150 000 numéros — dans les eaux du canal de l'Ourcq. Selon la CGT, quelque 80 000 exemplaires de TV France-Soir, autant de Figaro Madame et environ 30 000 exemplaires de PC (Personnel Computer) informatique ont été ainsi détruits.

### Lancement d'un nouveau magazine féminin

Le groupe Marie-Claire prépare, pour le début d'octobre, le lancement d'Avantages, un nouveau magazine féminin, dont le premier numéro sera tiré à 750 000 exemplaires. La caractéristique du nouveau titre, destiné surtout aux femmes jeunes (dix-huit à quarante-cinq ans) et actives, est que chaque numéro, vendu 10 francs, comprendra une quarantaine de fiches pratiques détachables, au papier fort, « photocopies et perforées », sur la mode, la cuisine, la beauté, le bricolage... qui pourront être conservées dans un classeur, offert avec le premier numéro.

L'opération s'effectuera sur la base d'un partenariat à 50/50 avec le géant britannique IPC (International Publishing Corporation) avec lequel Marie-Claire réalise son édition anglaise. IPC édite notamment *Woman's Home, Woman's Real, Woman's Weekly, Woman's Journal*, ainsi qu'*Essentials* (cinq millions d'exemplaires) lancé en janvier, et dont la formule des fiches détachables a été accueillie très favorablement outre-Manche.

Avec un budget promotionnel de 25 millions de francs, Avantages espère atteindre rapidement les 600 000 exemplaires de diffusion régulière nécessaires à son équilibre. Marie-Claire, titre-phare du groupe (diffusé à 610 370 exemplaires) projette de créer des éditions en RFA et en Scandinavie, après la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, le Portugal, la Turquie et le Japon, en 1987 et 1988, et en attendant une percée aux Etats-Unis, toujours en association avec IPC, en 1989.

### Canal rose pour Niçois câblés

L'alphabet du câble et des chaînes thématiques connaît déjà les lettres J avec le programme pour enfants Canal J ou S avec TV Sport. Depuis le mercredi 13 juillet, il découvre la lettre X : pour séduire les adultes, le réseau câblé de Nice innove sur un terrain que seule Canal Plus avait jusqu'ici effleuré.

Tous les abonnés niçois âgés de plus de dix-huit ans, munis d'un code à quatre chiffres fourni gratuitement avec les programmes par la société exploitant Région Câble Riviera, peuvent désormais pénétrer leurs rails en se branchant sur Canal Adultes. Autorisé en bonne et due forme par la CNCL qui publie sa décision au *Journal officiel*, Canal Adultes peut émettre entre minuit et 6 heures du matin. Il se limitera dans un premier temps à trois films par semaine dont les premiers titres ne laisseront planer aucune ambiguïté : *Ingénu* mais sans le Fèvre du vice, *Chair enflammée*...

Point de débats, donc, mais des débats, pour cette première qui est aussi technologique, puisque Canal Adultes est la première application pratique en France de l'accès conditionnel rendu possible par le câble. L'interactivité est en marche... Et la programmation sera élargie à en fonction de l'accueil du public niçois.

M.-C. L.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDIPAR 65072 F

Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilm et bande du Monde

Renseignements au (1) 42-47-80-61

ABONNEMENTS

BP 50709 75427 PARIS CEDEX 09 TEL: (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois ..... 354 F 379 F 594 F 687 F

6 mois ..... 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois ..... 954 F 1 069 F 1 404 F 1 952 F

1 an ..... 1 200 F 1 300 F 1 800 F 2 530 F

ETRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENOUEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél: (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPAR 206 136 F

Imprimé en France

Le Monde

Publicité

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél: (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPAR 206 136 F

Imprimé en France

Le Monde

Publicité

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél: (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPAR 206 136 F

Imprimé en France

Le Monde

Publicité



## Spectacles

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LE CARREFOUR DES TROIS BROUILLARDS.** Le Lucernaire, Th. Rouge (45-44-57-34), 18 h 30.  
**L'ÉCHANGE.** 20 h 30 ; **DIEU QUIL EST TARDIEU.** 18 h 30, Roseau Théâtre (42-71-30-20).  
**LES APPARENCES SONT TROMPEUSES.** Montreuil, salle Berthelot (48-58-65-33), 20 h 30.  
**TROP C'EST TROP.** Bercy (43-57-54-55), 20 h 30.  
**JOURNAL D'UN LOUP-GAROU.** Tournefort (48-57-82-48), 19 h.  
**LE CANAPÉ BLEU.** Montreuil, salle Berthelot (48-58-65-33), 20 h 30.

## Les autres salles

**BERRY** (43-57-51-55). O. Poitiers : 18 h 30. O. Trop, c'est trop : 20 h 30.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-96-40-34). Si jamais je ne pioche : 21 h.  
**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (43-78-44-55). En vogue, la galère : 21 h.  
**COMÉDIE FRANÇAISE** (43-41-00-11). Voltaire Folies : 21 h.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Les Délices du bal : 20 h 30.  
**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-18-31). O. Bérénice : 20 h 30.  
**EDGAR** (43-20-85-11). Les Bébécadres : 20 h 15. Nous en fait où on nous dit de faire : 22 h.  
**FONTAINE** (48-74-74-40). Concours de circonstance : 21 h.  
**LA BRUYÈRE** (48-74-76-99). O. Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.  
**LE PROLOGUE** (45-73-33-15). Si on fait le noir juste une minute : 21 h.  
**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. O. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Thé et Vincent van Gogh : 20 h 30.

21 h 15. Théâtre rouge. Le Carrefour des trois brouillards : 18 h 30. Contes croisés arabes du XIVe siècle : 20 h. La Route : 21 h 30.  
**MATHURINS** (42-65-90-00). Les Mystères du confessionnal : 21 h.  
**MATHURINS (PÉRIODE)** (42-65-90-00). O. Frisette : 18 h 30.  
**MICHEL** (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.  
**MICHOÏDIÈRE** (47-42-55-23). Ma cassette de Yvanov : 20 h 45.  
**MONTFARNASSE** (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.  
**MONTFARNASSE (PETIT)** (43-22-77-74). Le Journal d'un curé de campagne : 21 h.  
**MUSÉE NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE** (43-35-75-23). Buffon cité jardin : 16 h et 18 h.  
**NOUVEAUTÉS** (47-70-32-76). Le Grand Standing : 20 h 30.  
**ŒUVRE** (43-74-42-32). Exercices de style : 20 h 45.  
**PALAIS ROYAL** (43-97-59-81). Avant : 20 h 30.  
**POCHE-MONTFARNASSE** (43-48-52-97). Salle L. Pour l'amour de Marie Salin : 21 h.  
**POTINÈRE** (42-61-44-16). Prio-Franc : 20 h 30.  
**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). O. Dieu qu'il est tardien : 18 h 30. L'Échange : 20 h 30.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Dérive de comédie : 20 h 45.  
**SQUARE CARPEAUX** (42-62-21-21). O. Folies au jardin en 1890 : 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-59). Salle L. O. L'Écluse des jours : 20 h 30.  
**TOURTOUR** (48-87-82-48). Journal d'un loup-garou : 19 h. La Voix humaine : 20 h 30. La Femme romaine : 22 h.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Guiry, pièces en un acte : 20 h 30.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-92). Le Sent du lit : 20 h 30.

## Vendredi 15 juillet

## Opéras

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-36-37). La Pivoine. 19 h 30. ven. (dernière). Opéra semi-série en trois actes de Rossini, livret de G. Cherardini. M. de la Roche, M. de la Roche, M. de la Roche. L. Fischer. Avec C. Gaudin, J. Talleir, R. Gambill, W. Shimell, A. Rinaldi, 3 h 30.

## Cafés-théâtres

**AUBRE FIN** (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30. L'Instant Présent : 22 h 15. Le Transmuseur : 23 h 30.  
**AU CAFÉ-MONTE** (43-37-52-44). O. Croquis : 22 h.  
**AUDIP DE LA BUTTE** (46-06-42-86). Mol : 19 h.  
**BLANC-MANTRAUX** (48-57-15-84). Salle L. Avant : 20 h 30. Les Observateurs : 21 h 30. Laurent Violot : 22 h 30. Salle L. Les Sacré Monstres : 22 h 15. Bernadette, calmo-toi ! : 21 h 30.  
**CARPE-ÉDGAR** (43-20-85-11). Tiens, voilà deux fondus : 21 h 15. Les hommes d'hommes : 21 h 30. Jeanne Truchet a disparu : 22 h 30.  
**CARPE DE LA GARE** (42-78-32-51). Non, ce spectacle de Sautel : 20 h 15. Le Kiosque comment l'avoir : 22 h 15.  
**CAVE DU CLOÛTE** (43-39-42-42). Fanny Sapiens : 21 h 45.  
**EDGAR III** (43-20-85-11). My name is Lolita : 20 h 15. La Chronologie chimie : 21 h 30.  
**LE GRENIER** (43-80-68-01). Elly : son univers implacable : 22 h.  
**MON PETIT CAFÉ-THÉÂTRE** (45-23-70-70). Folies d'été : 21 h 30.  
**PETIT CASINO** (42-78-35-20). Les cinq vases : 21 h. Nous, on aime : 22 h 30.

**POINT-VIRGULE** (43-78-67-03). O. Gilles Buis : 18 h 30. O. La Geste de Paulin : 20 h. Nos desirs font desordre : 21 h 30. Vous avez dit Rigard : 22 h 45.  
**TAC STUDIO** (43-73-74-47). Consultations, suivi du Pige de la méduse : 21 h.

## Les concerts

**ÉGLISE DES BILLETES** (42-72-38-79). Ensemble de cuivres polyphonique, 21 h. Dir. François Merlin, J.-F. Devillier (orgue). Œuvres de Monteverdi, Monteverdi, Geminelli, Dostoyevski. Entrée libre.  
**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE** (42-23-55-28). Orchestre Art de Paris, 18 h 30. 21 h. Dir. Dominique Fauch. Œuvres de Vivaldi, Bach, Mozart.  
**ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-LE-LE**. Philharmonie de chambre, 21 h. Dir. Roland Dornier. Stefan Rodinsky (violin). « Les Centres Saisons » de Vivaldi.  
**MUSÉE DE CLUNY** (47-24-26-34). Concerts de Paris. Jusqu'au 14 août. 17 h. N. Malin (soprano), E. Polonska (harpe), L. Queller (vielle), J. McLean (flûte), A. Queller et J.-L. Pinaud (basse). Chor. G. Canoy, D.-C. Copland. Réalisation mus. E. Polonska. Musique et danse Moyen Âge, Renaissance, Baroque. Salle des thèses. Dans le cadre du Festival de l'art vivant.  
**SALLE PLEYEL** (45-63-88-73). Les Arts florissants, 20 h 30. Dir. William Christie. N. Argenta, J. Feldman (soprano), D. Vimp (alto), J. L. Gervill (baryton). Œuvres de Charpentier, Purcell. Dans le cadre du Festival annuel de Paris.  
**SQUARE VIOLET** Pavillon chromatique.

## cinéma

## La Cinéma-thèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-34). La Chair et le Diable (1928-1927), de Clarence Brown, 16 h 30. Les Femmes d'Albi (1932), v.o., d'Herbert Wilcox, 19 h. Jeune Femme à l'université (1933), v.o., d'Henri-Georges Clouzot, 20 h 30.

**SALLE GARNIER**  
**CENTRE GEORGES-POINTE** (42-78-37-39). La Chèvre (1951), de René Clément, 16 h 30. Les Femmes d'Albi (1932), v.o., d'Herbert Wilcox, 19 h. Jeune Femme à l'université (1933), v.o., d'Henri-Georges Clouzot, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS** (42-24-34-38). De Barbie à Montmartre : Dimanche à Montmartre : les Merveilles Préparations (1960) de Jean Eustache, 16 h 30. Les Femmes d'Albi (1932), v.o., d'Herbert Wilcox, 19 h. Jeune Femme à l'université (1933), v.o., d'Henri-Georges Clouzot, 20 h 30.

**LES EXCLUSIVITÉS**  
**ACTION JACKSON** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**LES ALLES DU DÉSIR** (Fr.-All. v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 9 (43-20-85-11) ; Océan Ambassade, 9 (43-20-85-11).  
**AMÈRE RÉCOLTE** (All. v.o.) : Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-33).  
**AMÉRICAIN** (Fr.-All. v.o.) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).  
**LES ANNÉES SANDWICHES** (Fr.) : UGC Odéon, 9 (42-25-10-30) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).  
**AU REVOIR LES ENFANTS** (Fr.-All.) : Saint-André-des-Arts 1, 9 (43-20-85-11) ; Les Montparnasse, 14 (45-22-41-66) ; Les Montparnasse, 14 (45-22-41-66).  
**BAGDAD CAFÉ** (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-42-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parana, 10 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN** (Fr.-All. v.o.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parana, 10 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**CHOCOLAT** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-42-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parana, 10 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**CITY FREEDOM** (Brit. v.o.) : Saint-Michel, 9 (43-26-78-17).  
**DE BRUIT ET DE FUREUR** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82).  
**CRY FREEDOM** (Brit. v.o.) : Saint-Michel, 9 (43-26-78-17).  
**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-It. v.o.) : Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-60) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-60).  
**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-It. v.o.) : Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-60) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-60).  
**LONGUE VIE A LA SIGNORA** (It. v.o.) : Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-60) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-60).  
**MAINTIEN** (Fr.) (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-43-03) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-95-40).

**DOUBLE DÉTENTE** (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-42-12-12) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-20-85-11) ; UGC Normandie, 9 (43-20-85-11) ; Rex, 2 (42-36-43-03) ; Bercy, 9 (42-25-10-30) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Molière, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 12 (43-20-85-11) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; (45-22-41-66) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-4











# Economie

Deux arrêts de la Cour de justice européenne

## Les yaourts surgelés et les pâtes de blé tendre reconnus par la CEE

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Les autorités françaises sont en infraction avec le traité de Rome lorsque, s'appuyant sur la réglementation nationale, elles réservent le droit d'utiliser la dénomination « yaourt » aux seuls yaourts frais à l'exclusion des yaourts surgelés. Les autorités italiennes ne sont pas en droit d'invoquer la législation nationale qui interdit la vente de pâtes alimentaires qui ne sont pas fabriquées avec du blé dur, pour s'opposer à l'importation en provenance d'un autre Etat membre de pâtes produites à partir de blé tendre.

La Cour de justice européenne de Luxembourg vient de rendre ainsi deux arrêts dont l'objet est d'interdire toute disposition législative ou réglementaire nationale qui, sous couvert de défense des consommateurs, pourrait avoir des effets protectionnistes et freiner les échanges.

La Cour se montre fidèle à sa jurisprudence. En 1987, un arrêt condamnait la RFA, qui interdisait l'importation de bières en provenance de plusieurs Etats membres parce qu'elles n'étaient pas produites selon des méthodes qui ne correspondaient pas pleinement aux critères, très exigeants, de sa législation nationale. La règle est simple et ne souffre pas d'exception : un produit régulièrement fabriqué et commercialisé dans un Etat membre doit pouvoir l'être dans le reste de la Communauté quel que soit le régime réglementaire national des Etats membres.

Cette règle de base vaut bien sûr à la Cour le rappel dans l'arrêt sur les yaourts — en l'absence d'une réglementation communautaire sur la commercialisation des produits concernés. L'unique manière de promouvoir des produits de qualité, de se défendre contre les ersatz ou les produits contestables sur le plan de la qualité (on peut douter du caractère gastronomique des pâtes au blé tendre) serait d'approuver un droit alimentaire européen qui prendrait en compte les problèmes de qualité. La France et la RFA ont présenté, voici quelques mois, des mémorandums dans ce sens à Bruxelles.

L'administration des fraudes, s'appuyant sur la réglementation nationale, cherche, depuis dix ans, à lui interdire l'usage de la dénomination yaourt et à l'obliger à commercialiser son produit sous le nom de « lait fermenté surgelé ». Les échanges intracommunautaires ne sont pas menacés par cette exigence, tout fait valoir les autorités françaises. Mais si l'a répondu la Cour. L'article 30 du traité, qui veille sur le libre-échange, englobe toute réglementation commerciale nationale susceptible de faire obstacle directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement, au commerce intracommunautaire.

Or la réglementation opposée à Smanor, sans exclure l'importation de yaourts surgelés en provenance d'autres Etats membres, est de nature à « rendre leur commercialisation plus difficile et par conséquent à entraver, au moins indirectement, les échanges entre les Etats membres ».

Philippe Lemaître.

Dans l'affaire du yaourt surgelé, la Cour de Luxembourg a poussé particulièrement loin son souci de préserver le libre-échange. Le litige pour lequel le tribunal de commerce de l'Alsace lui a demandé son avis opposait non pas un plaigiste d'un Etat membre voisin furieux de ne pas accéder au marché français, mais bel et bien une entreprise française, la société Smanor, aux autorités françaises. Smanor est spécialisée dans la production et la vente en gros de produits surgelés, notamment de yaourts, pour lesquels elle pratique la surgélation sur la base d'un brevet de son invention.

Siemens va prendre le contrôle de Bendix Electronics

## Siemens va prendre le contrôle de Bendix Electronics

Le groupe de construction électrique et électronique allemand Siemens va acquiescer à la majorité du capital de Bendix Electronics Group, filiale spécialisée dans l'électronique automobile, de l'américain Allied Signal (aérospatial, composants automobiles).

Selon l'accord de principe conclu, Siemens a une option pour acheter le reste du capital d'ici trois ans. La nouvelle société, rebaptisée Siemens Bendix Automotive Electronics, restera basée à Detroit, conservera sa direction actuelle et sera intégrée à la division automobile de Siemens. Grâce à cette acquisition, le secteur automobile de Siemens aura un chiffre d'affaires de 850 millions de dollars et emploiera environ mille personnes. En 1987, Bendix Electronics a enregistré une perte de 20 millions de dollars (pour un chiffre d'affaires de 300 millions), résultant d'un important effort de développement de nouveaux produits.

Cet accord est l'aboutissement de négociations engagées depuis un an, qui avaient donné lieu à la signature d'une lettre d'intention, en décembre dernier. Celle-ci ne prévoyait, à l'époque, que la constitution d'une société commune détenue à 50 % par chacun des partenaires. Alors que les équipements automobiles ne représentent que 1 % du chiffre d'affaires de Siemens, contre un quart pour Allied, c'est pourtant l'allemand qui dirigera la nouvelle société. Il est vrai que c'est dans le secteur de l'électronique automobile — secteur sur lequel porte l'accord — que les perspectives de développement sont les plus importantes. Tout en restant loin derrière Bosch, numéro un européen de l'électronique automobile, Siemens se pose désormais en rival des autres équipementiers européens, l'italien Magneti Marelli ou le français Valeo.

BILLET

## La rigueur et l'ouverture

Nouveau ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Claude Evain a eu, les mardi 12 et mercredi 13 juillet, éviter les premières chaussettes sur les deux plus gros dossiers de son département : les comptes de la sécurité sociale et leur déficit d'une part, le revenu minimum d'insertion de l'autre. Dans les deux cas, il a joué sur les mêmes registres : ceux de la rigueur et de l'ouverture. Il est vrai que, ancien président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, il n'est pas novice sur ce terrain.

Rigueur sur la sécurité sociale : M. Evain a pris les devants en affirmant devant la commission des comptes que « la dégradation des comptes qu'entraîne l'évolution de l'assurance vieillesse » et l'incertitude de l'assurance maladie « exigent impérativement que soient trouvées des solutions durables », précisant : « Un écart durable entre le rythme de croissance des prestations et celui des ressources serait lourd de menaces pour notre système de sécurité sociale ». Et il a assuré que le gouvernement allait décider vite.

Rigueur aussi sur le revenu minimum d'insertion. Le ministre de la solidarité n'a pas masqué la complexité de l'objectif : « On ne pourra pas aller jusqu'à l'exclusion de la sécurité sociale, mais on ne peut pas non plus aller jusqu'à l'exclusion de la sécurité sociale ».

Il s'agit aussi d'obtenir l'implication directe des bénéficiaires dans le processus d'insertion.

M. Evain a enfoncé le clou : « Nous n'avons pas le droit de dissiper l'argent public. Il faut qu'il y ait pas de dérapage : les commissions locales devront donner un avis non seulement sur les ressources des bénéficiaires mais sur leur engagement personnel. Pour certains, cela peut être d'entrer dans les stages répertoriés. Mais, pour d'autres, cela peut être seulement de suivre un traitement contre l'alcoolisme, de gérer un budget familial, de reprendre à

lire. Tout cela n'est pas forcément quantifiable en termes d'heures de travail ou de formation. Il va falloir tous nous y habituer. Avec rigueur. »

Ce langage n'exprime pas seulement les convictions de M. Evain, il vise à répondre aux objections qui risquent d'être faites au projet, et que M. Méhaignerie a amorcées, sur les « contreparties » au versement du revenu minimum. Il concilie la promesse d'ouverture à l'égard des collectivités locales qui revendiquent davantage de responsabilités : « C'est une revendication très large », a dit M. Evain, en ajoutant que le gouvernement « souhaite l'implication des collectivités locales ». Ce n'est pas une simple promesse, mais une volonté de faire passer les groupes parlementaires s'expriment là-dessus, a-t-il ajouté.

C'est la même attitude que le ministre a adoptée à propos de la Sécurité sociale, en indiquant devant la commission des comptes que la suppression de l'ordonnancement spécial pour les remboursements en cas de maladies longues et graves n'était qu'une suggestion « sur laquelle les partenaires concernés sont libres de se prononcer ». Un souci auquel il a sans doute été sensible le président de la Caisse d'assurance maladie des salariés, dont le conseil d'administration avait souhaité une certaine liberté d'action sur le sujet.

Cette double attitude semble avoir été payante jusqu'à présent. Ainsi, la Confédération des syndicats médicaux français, sensible à ce problème du « double ordonnancement », a retenu la présentation. De même, la CGT, tout en affirmant que « la seule solution aux difficultés de la Sécurité sociale était une politique qui crée des emplois », n'a pas nié le problème de financement de l'assurance vieillesse. Reste à voir ce qu'il adviendra dans la pratique : il n'est pas sûr qu'il sera facile de concilier la décision, la volonté de rigueur gestionnaire et la concertation avec les partenaires sociaux comme avec les parlementaires.

G. H.

Après avoir contesté les conditions mises par la CEE

## British Aerospace accepte de racheter Rover

LONDRES  
de notre correspondant

Après vingt-quatre heures d'incertitude, British Aerospace a accepté, le jeudi 14 juillet, les conditions mises par la Commission de Bruxelles à son acquisition de Rover. Le premier constructeur aéronautique du Royaume-Uni a donc, si ses actionnaires entendent cette transaction lors de leur assemblée générale, prévu début août, pouvoir racheter le premier fabricant d'automobiles, héritier de British Leyland.

Mais M. Roland Smith, président de British Aerospace, n'est visiblement pas satisfait d'avoir dû passer sous les fourches caudines des fonctionnaires européens. Ceux-ci estimaient que la concurrence serait faussée sur le marché automobile européen si certaines conditions n'étaient pas remplies. Un accord avait été conclu sur le prix de vente (150 millions de livres) et le montant des subventions (réduites à 547 millions de livres), mais la Commission voulait aussi être sûre que le vaste plan quinquennal de restructuration industrielle de Rover serait respecté par le nouveau propriétaire.

M. Smith n'était plus d'accord du tout (Le Monde du 15 juillet). Ce plan, présenté par l'ancien patron de Rover, M. Graham Day, est théoriquement secret, mais il a été communiqué à Bruxelles. M. Day, qui devrait conserver ses fonctions et entrer au conseil d'administration de British Aerospace, veut faire de Rover un constructeur automobile « haut de gamme ». Cela implique un investissement de l'ordre du milliard de livres (11 milliards de francs) pour la création de nouveaux modèles et la modernisation des équipements existants.

« Un profit, un point c'est tout »

M. Smith ne voulait pas que la Commission obtienne par ce biais un droit de regard sur sa gestion. Il a fait des concessions dans ce domaine et la Commission, en échange, a semblé-t-il, relâché son étreinte. « Nous acceptons un contrôle [de Bruxelles sur Rover] tous les six mois, mais nous devons avoir la garantie que le conseil d'administration de British Aerospace a la totale liberté de gérer Rover sur une base commerciale et dans l'intérêt de nos actionnaires », a-t-il affirmé.

## NOMINATION

### M. Yves Dauge délégué interministériel à la ville

Sur proposition du premier ministre, M. Yves Dauge a été nommé, au conseil des ministres du 13 juillet, délégué interministériel à la ville et au développement social urbain. [Né en 1935, licencié en droit et diplômé d'études supérieures d'économie politique, M. Dauge a appartenu au cabinet de M. Pierre Mauroy à Matignon en 1981 et 1982. Après avoir été nommé, en avril 1982, directeur de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'équipement, il avait été désigné, en janvier 1986, président de la mission interministérielle de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme.]

## SOCIAL

## Les paradoxes de la lutte contre la pauvreté

(Suite de la première page.)

Mal utilisé, le revenu minimum risque d'être plus un instrument de gestion de la pauvreté qu'une arme de destruction de ce fléau. Le Père Wresinski réclame, de son côté, une véritable « mobilisation nationale » contre la pauvreté et la précarité. Le revenu minimum, ce n'est pas encore le signal d'une mobilisation nationale. Mais cela peut être déjà le début d'une prise de conscience et d'une action en profondeur.

A première vue, en effet, cette mesure n'apparaît pas à la hauteur du problème. On n'est pas en train d'écarter un seuil d'eau, même s'il faut généralement commencer par jeter de l'eau sur le feu. Comme l'a reconnu M. Rocard devant l'Assemblée nationale, son montant (2 000 F par mois pour son bénéficiaire direct, plus 1 000 F pour la première personne à charge et 600 F pour chacune des suivantes) est insuffisant. L'équivalent d'un demi-SMIC net, ce n'est pas grand-chose, surtout si on y inclut les allocations familiales. Cela ne permet pas de vivre décemment, mais juste de survivre.

Faire davantage aurait abouti, il est vrai, à tomber dans le piège consistant à créer, selon la formule de M. Rocard, des « abonnés de l'assistance ». On ouvrirait alors une sorte de « ghetto » de bas-sous-pour-compte, secours mais privés d'avenir.

Une des difficultés est que l'on ne connaît pas exactement (en l'absence du système d'évaluation de la grande pauvreté sous l'égide de l'INSEE) les contours de la population concernée. Alors que le gouvernement parle de 500 000 bénéficiaires du revenu minimum, le rapport Wresinski s'était risqué à avancer le chiffre (controverté) de 2,5 millions de personnes disposant de moins d'un demi-SMIC par mois pour vivre (2). La vérité se situe peut-être entre ces deux chiffres. Le premier devoir des pouvoirs publics va donc être d'identifier les bénéficiaires au plus près du terrain, ce qui suppose une action très décentralisée, quitte à ouvrir un droit à l'allocation même quand la demande n'en aura pas été faite. Dans les sept

pays de la CEE qui ont déjà mis en place un revenu minimum garanti, on remarque en effet que de nombreux bénéficiaires potentiels s'abstiennent de faire valoir leurs droits... Même en France, sur plus d'un million de chômeurs non indemnisés, un sur cinq n'a pas fait de demande.

Le revenu minimum d'insertion ne sera le levier d'une action de grande ampleur contre la pauvreté et la précarité que s'il remplit plusieurs conditions.

### La réinsertion : un travail au niveau local

La première condition est que le revenu minimum lui-même constitue un véritable moyen de réinsertion, afin, comme l'a dit M. Rocard, d'être une chance non seulement d'échapper à la misère — mais de retrouver une place « dans le monde des autres ». La formule idéale serait de s'inspirer des « contrats personnalisés d'autonomie » mis en œuvre dans le Territoire de Belfort en 1986, où les bénéficiaires du minimum social s'engagent à retrouver leur « autonomie » et à échapper à l'assistance en recherchant, avec l'aide des travailleurs sociaux, un emploi, une formation ou une tâche d'intérêt collectif. A cet égard, peut-être aurait-il été plus opportun, au lieu de limiter le versement du revenu minimum à un an avec des périodes de six mois renouvelables, de prévoir, comme dans la plupart des pays de la CEE, une durée illimitée, quitte à tout arrêter si aucun effort d'insertion n'est réellement fait.

L'engagement des bénéficiaires du revenu minimum à s'insérer socialement ou à se réinsérer est indispensable. Mais il ne faut pas se

masquer les difficultés. Si les « compléments locaux de ressources » de M. Zeller, secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale dans le précédent gouvernement, n'ont eu que 12 500 bénéficiaires en 1987 au lieu des 20 000 attendus, c'est parce que les collectivités locales n'ont pas réussi à leur proposer des formations ou des activités adaptées. Dans la population visée, il y a de nombreux illettrés à qui il faudra tout apprendre, de nombreux chômeurs en fin de droits à qui il faudra tout réapprendre. « La réinsertion ne se décrète pas », expliquait M. José Bidegain, directeur général adjoint de Saint-Gobain, à qui M. Séguin avait confié une mission sur les chômeurs de longue durée. Après d'une action locale décentralisée, M. Bidegain expliquait : « Certains chômeurs de longue durée se sont installés dans un écosystème de gestion de leurs survivances de ressources très faibles, mais équilibrées. Pour passer au stade de l'emploi, ils doivent commencer par investir, notamment pour s'habiller. Or ils ne disposent pas pour cela du minimum de ressources nécessaires ».

La réinsertion passe par un travail de terrain au niveau local, avec un diagnostic individuel permettant d'identifier l'ensemble des besoins à satisfaire pour réinsérer le bénéficiaire du revenu minimum. La thérapie doit être très personnalisée, car la pauvreté et la précarité sont à visages multiples. Autant dire que le rôle des travailleurs sociaux et des associations locales sur le terrain est incontournable. Les TUC (travaux d'utilité collective) et les SIVP (services d'initiation à la vie professionnelle) ne concernent pas cette population de plus de vingt-cinq ans, il faudra inventer d'autres formules qui, loin de paraître préliminaires des situations de précarité, permettront d'offrir de vrais emplois là où les manques sont les plus criants, comme par exemple les « services de proximité » aux entreprises ou aux personnes dans le domaine social.

L'autre condition est de prendre appui sur ce revenu minimum pour lancer une vaste action contre la pauvreté qui, comme le soulignait le rapport Oéba, « n'est pas seulement une affaire de revenus ». Des programmes pilotes ont déjà été mis

en œuvre dans une dizaine de départements. Un tel effort devrait être généralisé, en accentuant, par exemple, la lutte contre l'illettrisme et en facilitant l'accès au logement des familles les plus démunies. Chaque année, l'Etat consacre environ le dixième de son budget, 106 milliards de francs, à l'ensemble, logement, équipement, aménagement du territoire et transports. Pour 1988, les crédits du ministère de l'urbanisme et du logement représentent à eux seuls 53 milliards de francs. Il y a environ deux cent mille « sans-abri » et deux cent mille logements vacants dans le patrimoine HLM. En 1987, les fonds d'impayés de loyers ont été généralisés et les fonds d'aide au logement étendus à une cinquantaine de départements. Peut-on prétendre lutter efficacement contre la pauvreté si on ne met pas fin à un tel scandale ?

La dernière condition est de mener une véritable politique de la

prévention, celle-ci étant, après tout, le fondement même de notre système de sécurité sociale. De même qu'on ne se contente pas de guérir la maladie — on essaie de l'éviter, — de même faut-il conjurer la pauvreté avant qu'elle ne se développe. Si ce volet manquant, l'Etat donnerait le sentiment de s'arrêter au début du chemin, de gérer la pauvreté au lieu de la combattre, de libérer sa conscience. Tel Sisyphe, il succéderait des pauvres d'un côté et en fabriquerait d'autres de l'autre. La priorité à l'éducation et à la formation, la lutte contre le chômage, l'amélioration de l'habitat font partie de ce combat qui requiert imagination et action décentralisée. Pour un « nouvel espoir ».

MICHEL NOBLECOURT.

(2) Dans son évaluation, le Père Wresinski a en effet compté des ménages de deux personnes vivant avec le SMIC du seul « chef de famille » d'où, un demi-SMIC par personne.

## Suppression de 1 134 emplois chez Chausson

La direction des usines Chausson (construction automobile) va présenter au prochain comité central d'entreprise, le mardi 19 juillet, une réorganisation entraînant la suppression de 1 134 emplois sur 7 456. Le plus gros concerne l'usine de Creil (886 emplois, dont 781 ouvriers, sur un total de 3 255) ; 139 emplois devraient être supprimés à l'usine de Gennevilliers, touchée par une longue grève en février et mars derniers ; 74 à l'établissement d'Asnières, le reste touchant les services centraux.

Ces réductions d'effectifs sont rendues indispensables, selon la direction, d'abord par la baisse de la production dans la division automobile, qui monte des véhicules utilitaires pour les deux actionnaires-clients de Chausson : Renault et Peugeot. Dès le quatrième trimestre 1988, la production passerait de 520 à 340 véhicules par jour, sans espoir de nouvelles productions jusqu'à 1991. Déjà, en début d'année, avant la grève, la division ne tournait qu'à 70 % de sa capacité. L'usine de Creil est particulièrement touchée par l'arrêt de la pro-

duction de trois modèles (Peugeot T5/C5 et 104, Renault 4).

Le plan social table sur les départs en préretraites. 764 personnes entrent dans les conditions d'âge, mais la majorité se trouvant dans les usines de Meudon et de Gennevilliers, il faut qu'au moins 212 salariés acceptent une mutation de Creil vers ces deux usines pour que l'effet puisse jouer à plein. Des primes sont prévues (15 000 F pour un célibataire), une aide au logement ou un remboursement des frais supplémentaires de transport, ainsi qu'un plan de formation spécifique de 7,7 millions de francs. La direction prévoit 73 aides au retour sur 370 salariés concernés. Enfin, la possibilité de travail à temps partiel ou en temps partagé (entre deux personnes), sera offerte aux salariés de Creil, l'appoint devant être obtenu par la suppression de 31 départs spontanés.

La direction propose aussi de former une commission paritaire (représentants syndicaux et cadres) pour suivre l'application du plan.











ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 M. Gorbatchev n'a pas répondu à l'attente des Polonais. 4 Taiwan : la fin du congrès du Kouomintang. — Afghanistan : 20 morts à Kaboul à la suite d'un bombardement. — Corée du Sud : nouvelle crise politique.	5 Les déclarations de M. Mitterrand sur TF 1. — L'Union calédonienne rejette le découpage du corps électoral prévu par l'accord de Matignon. 6 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	7 Violence à La Cournouère après la mort d'un jeune Maghrébin. — Deux membres d'une secte inculpés et écroués. 18 SPORTS : la Tour de France ; la reprise du championnat de France de football.	12 Le 42 <sup>e</sup> Festival d'Avignon. 13 Le projet présidentiel de bibliothèque nationale. — Armide, de Rossini, à Aix-en-Provence. — COMMUNICATION : un entretien avec M. Le Lay, vice-président de TF 1.	17 Les yaourts surgelés et les pâtes de bié tendre reconnus par la CEE. — British Aerospace rachète Rover. — Suppressions d'emplois chez Chausson. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements ..... 13 Annonces classées ..... 6 Carnet ..... 3 Jeux ..... 11 Loto ..... 15 Météorologie ..... 8 Philatélie ..... 8 Radio-télévision ..... 15 Spectacles ..... 14	● Admissions aux grandes écoles ..... ECOLES. ● Le Mini-journal de la rédaction ..... JOUR 36-15 taping LEMONDE ● Les Jeux du Monde ..... JEJ ● Gagnez un abonnement au Monde de l'éducation avec 50 % de réduction ..... ABO 36-15 taping LM

## En visite à Madrid

## Le secrétaire général de l'OTAN appelle les Soviétiques à négocier « sérieusement » à Vienne

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a déclaré, dans une interview à la radio, le jeudi 14 juillet, que les dernières propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement conventionnel (le Monde du 13 juillet) étaient, « sans conteste, un progrès ». « Elles contiennent, a-t-il dit, trois éléments qui, pour nous, Allemands, sont particulièrement importants (...). Le chef du Kremlin a d'abord reconnu que la stabilité conventionnelle était un problème central. Deuxièmement, il a admis la conception occidentale, selon laquelle les armements doivent être réduits en premier lieu là où existe une supériorité conventionnelle. Cela veut dire qu'il accepte le principe de mesures « asymétriques ». Enfin, M. Gorbatchev est favorable aux propositions occidentales sur la vérification sur place du désarmement et l'échange de données sur les armements conventionnels ».

A Bruxelles, le ministre belge des relations extérieures, M. Léo Tindemans, a déclaré que les

propositions soviétiques contenaient « certains éléments positifs », en ajoutant que « d'autres éléments nous paraissent moins heureux ». Soulignant que de nouveaux accords sur la réduction des armements conventionnels constituaient « la priorité par excellence », le chef de la diplomatie belge a toutefois affirmé que ces négociations devaient avoir lieu dans le forum créé à cet effet à Vienne.

Parmi les éléments « moins heureux », M. Tindemans a mentionné le projet de « conférence pan-européenne » sur le désarmement. A ses yeux, il serait inacceptable d'écarter les Américains et les Canadiens d'une telle réunion.

A Madrid, où il a rencontré notamment le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, le nouveau secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, a été encore plus prudent dans ses commentaires sur les propositions soviétiques.

MADRID  
de notre correspondant

M. Wörner s'est montré très circospect face à l'« offensive de charme » de M. Gorbatchev. Tout en affirmant que l'OTAN doit « encourager les réformes à l'Est », il a considéré que la détente en cours était essentiellement due à la « stratégie de dialogue fondée sur la fermeté » de l'alliance, qui, a-t-il ajouté, doit poursuivre dans la même voie.

M. Wörner a fait preuve de réticences face aux dernières propositions formulées par M. Gorbatchev à Varsovie : organisation d'une conférence pan-européenne sur le désarmement et offre de retrait d'avions soviétiques basés en Europe orientale, si les appareils F-16 américains, appelés à quitter l'Espagne, ne sont pas redéployés en Italie. « Notre principale préoccupation, a-t-il dit à ce sujet, est la possibilité d'une attaque surprise en Europe centrale comme conséquence du déséquilibre des forces conventionnelles terrestres au profit du pacte

de Varsovie. » « Réduire ce déséquilibre, a-t-il ajouté, constitue aujourd'hui la priorité pour l'alliance », un objectif qui, à ses yeux, ne pourra être atteint qu'à la conférence de Vienne. « Il est temps pour les Soviétiques de mettre fin aux propositions publiques et de négocier sérieusement à Vienne », a-t-il conclu.

## Le statut particulier de l'Espagne

La tâche de M. Wörner à Madrid consistait d'autant plus de tact que l'Espagne figure, au sein de l'alliance, parmi les pays partisans d'avancer le plus rapidement possible dans la voie du désarmement. M. Gonzalez semble toutefois partager globalement l'analyse de M. Wörner et n'entend pas pour autant donner l'impression de rompre la solidarité avec ses alliés.

M. Wörner a également fait preuve de diplomatie à propos de la contribution militaire de l'Espagne à l'alliance. Il devait rassurer ceux qui, à Madrid, craignaient que le nouveau secrétaire général de l'OTAN se montrât moins flexible

THIERRY MALINIAK.

(1) Défense du territoire national, défense de l'espace aérien espagnol, contrôle du détroit de Gibraltar, opérations aéronavales en Méditerranée occidentale, opérations aéronavales dans l'Atlantique oriental et utilisation du territoire espagnol comme base logistique d'arrière-garde.

**PCS**  
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Tous confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Subsidiarité et pédagogie
- Admission : sur dossier pour bacheliers, C, D.

Classe «pilote» HEC (ouverture septembre 1988)

- Pour bacheliers C avec mention et/ou redoublés admissibles aux concours
- Départ des classes à partir de mars.

PCS  
48, rue de la Fédération 75015 Paris  
M. (1) 45 66 99 91  
établissement d'enseignement supérieur

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 juillet  
Calme

Dans un marché très calme et jugé peu représentatif, de nombreux opérateurs ne travaillant pas après le 14 juillet, le marché demeurerait très calme, les banques étant notamment fermées. L'indicateur instantané, quelques heures avant la publication du déficit commercial américain attendu pour 14 h 30, s'appréciait de 0,25 %. En hausse figuraient le certificat d'investissement Elf Aquitaine (+ 3,2 %), et Radiotechnique (+ 3 %). En baisse on notait Penhoët (+ 4,3 %), Géophysique (- 4 %), SCREG (- 3,5 %) et Intertechnique (- 3,3 %).

Le numéro du « Monde » daté 15 juillet 1988 a été tiré à 426 115 exemplaires

A B C D E F G

Avec Le Monde sur Minitel

Admissions DNT Ingénieur France

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

## La guerre du Golfe

● Nouveau « repli tactique » iranien au Kurdistan  
● Débat modéré au Conseil de sécurité

Tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU abordait, le jeudi 14 juillet, l'examen de la plainte iranienne au sujet de la destruction de l'Airbus d'Iran Air par la marine américaine, les forces de Téhéran procédaient à un nouveau repli tactique dans le Kurdistan irakien, dans le cadre de la nouvelle stratégie militaire annoncée la veille par M. Rafsanjani, nouveau commandant en chef par intérim de l'armée iranienne.

Le nouveau repli iranien a été annoncé jeudi après-midi par un communiqué de l'état-major de Téhéran précisant que ses forces avaient évacué le secteur de Hadj-Omrane, dans le Kurdistan irakien, dans le but de permettre « un déploiement plus approprié de nos forces de combat sur d'autres lignes défensives ». Dans la soirée, l'état-major irakien confirmait le retrait des troupes iraniennes de certaines positions dans la région de Hadj-Omrane, à l'extrémité nord du front et indiquait que les forces de Bagdad s'étaient installées dans de nouvelles positions « défensives » dans ce secteur, après que les « Iraniens eurent pris la fuite vers leur territoire ».

L'évacuation de Hadj-Omrane, près de quarante-huit heures après celle de la localité kurde de Halabja, semble conforme à la nouvelle politique de M. Rafsanjani, qui a apparemment opté pour une stratégie de repli tactique sur des positions plus facilement défendables, en attendant de mener à terme la difficile tâche de reorganisation des forces militaires irakiennes actuellement en plein désarroi.

Cette stratégie comporte cependant deux graves dangers pour le régime de Téhéran. Elle implique d'abord, de la part de Téhéran, l'abandon de ses alliés kurdes irakiens, qui pourraient se sentir trahis par l'attitude des impérialistes de la réorganisation militaire iranienne, mettant ainsi fin à une alliance conclue il y a près de deux ans. Elle rend possible en outre des percées localisées irakiennes en territoire iranien du genre de celles effectuées il y a deux jours dans la région de Zoubeidate, où les blindés de M. Saddam Hussein, continuant sur leur lancée, ont franchi la frontière et progressé sur territoire iranien sur un front de 100 km pour finalement occuper la ville iranienne de Dehloran, à 40 km de la frontière internationale.

Les Irakiens ont affirmé à plusieurs reprises avec solennité qu'ils ne franchiraient pas la frontière internationale. Mais l'appétit vient en mangeant, et il semble que, en dépit des déclarations officielles selon lesquelles l'occupation de Dehloran ne serait pas « longue durée », celle-ci pourrait s'éterniser. C'est ce qu'a laissé entendre le président du Parlement irakien, M. Saadoun Hammadi, en visite à Moscou, en expliquant au cours d'une conférence de presse que l'entrée des troupes irakiennes en territoire iranien était dictée par des « nécessités tactiques ». Il a cependant ajouté que cette situation pouvait durer « des semaines ou des mois ».

La tentation semble donc grande à Bagdad d'occuper certaines portions du territoire iranien pour une période plus ou moins prolongée. Les dirigeants irakiens commencent alors la même erreur qu'ils ont faite en 1980 en pénétrant en Iran, provoquant ainsi dans la République un sursaut nationaliste qui, finalement, leur a coûté cher. En juillet 1982, les Iraniens ont fait le même faux calcul, pensant la guerre en territoire irakien, après leur victoire de Khomaneh, qui avait pratiquement rejeté l'armée iranienne sur ses bases de départ. On sait ce qu'il est advenu par la suite des efforts de Bagdad à vouloir à tout prix remporter en territoire ennemi une guerre qui ne peut être gagnée sur le plan militaire.

## Le débat sur l'airbus

L'implantation éventuelle de forces irakiennes en territoire iranien rendrait, de toute façon, un immense service aux dirigeants de Téhéran, en leur permettant de faire une révision déclinatoire de leur politique, ne parlant plus de victoire militaire, mais seulement de « défense sacrée » du territoire national, un thème mobilisateur par excellence.

De toute manière, l'hodjatoleslam Rafsanjani est décidé, parallèlement à ses tentatives de reorganisation des forces militaires, à utiliser toutes les possibilités diplomatiques en vue de convaincre l'opinion publique internationale que l'Iran n'accepte pas une solution négociée du conflit sous l'égide des Nations unies.

Ce souhait explique pourquoi, pour la première fois en sept ans depuis le début du conflit Iran-Irak, le gouvernement iranien a, à propos de la destruction de l'Airbus d'Iran Air, saisi le Conseil de sécurité de l'ONU, dont il avait jusqu'à présent toujours critiqué le manque d'impartialité face à cette guerre.

Dans cet esprit, le chef de la diplomatie de Téhéran, M. Velayati, s'est efforcé, au cours de la réunion du Conseil de sécurité, de tenir un langage relativement modéré. Après avoir accusé Washington d'avoir commis « l'attaque la plus lâche de toute l'histoire de l'aviation civile », il a demandé au Conseil de condamner les États-Unis pour cette action « lâche et injustifiée » et de les contraindre à retirer immédiatement leurs forces du Golfe. « Toute réaction moindre a-t-il ajouté, constituerait une nouvelle dérobade du Conseil de sécurité devant ses responsabilités, une dérobade qui ne pourrait être pardonnée dans les circonstances présentes après le tragique massacre d'innocents passagers ».

Comme l'Iran l'avait déjà fait la veille à Montréal devant le conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), M. Velayati a fourni aux membres du Conseil de sécurité la transcription des communications échangées entre le pilote de l'Airbus iranien et le tour de contrôle de Bandar-Abbas. Il s'est efforcé de démontrer que les explications américaines sur les causes de la catastrophe ne tenaient pas debout et il a accusé Washington d'en avoir « fabriqué » les preuves, citant, pour donner foi à ses dires, les nombreuses déclarations parfois contradictoires avancées depuis dix jours par divers ministres responsables américains. Les observateurs ont noté l'absence d'invectives superflues de part et d'autre.

Bien que M. Bush, qui a tenu également un langage modéré, ait déclaré avant l'ouverture des travaux du Conseil qu'il ne pensait pas qu'une résolution soit soumise aux « quinze », le président du Conseil, M. Paulo Nogueira-Baptista (Brésil), travaille, selon l'AFP, à un projet de texte dont il devait discuter avec ses collègues au cours de consultations à l'Élysée qui a quelque peu défilé après-midi. Ce serait peut-être une occasion unique de relancer des négociations sur un règlement du conflit Iran-Irak.

JEAN GUEYRAS.

## Nouvel ambassadeur d'Iran en France

M. Ali Ahani a présenté ses lettres de créance au chef de l'État

M. Ali Ahani, nouvel ambassadeur d'Iran en France, a présenté, le mercredi 13 juillet, ses lettres de créances à M. François Mitterrand, au cours d'une cérémonie de trente minutes à l'Élysée qui a quelque peu dépassé le temps habituellement consacré par le chef de l'État à ce genre de manifestations.

Onze mois après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays à l'initiative de Paris, à la suite de la « guerre des ambassadeurs », M. Ahani devait assister jeudi à la réception de l'Élysée à l'occasion de la fête du 14 juillet.

L'ambassadeur de France en Iran, M. Christian Graeff, avait présenté le 5 juillet ses lettres de créances au ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati.

[Agé de trente-cinq ans, M. Ahani, ancien responsable des affaires européennes au ministère iranien des affaires étrangères, est l'un des diplomates iraniens les mieux avisés de la diplomatie iranienne. Il est détenteur d'un doctorat français en gestion d'entreprise, passé à l'université de Lille, et d'une thèse sur le Colfco (organisme d'assurance du commerce extérieur) et la réglementation du commerce extérieur en France. Représentant de la nouvelle génération des diplomates iraniens, il a fait toute sa carrière à l'administration centrale du ministère iranien des affaires étrangères, d'abord en tant que responsable de la section Amérique, puis en tant que directeur général de la division Europe occidentale.]

J. K.

## Durcissement à Managua

M. Reagan et M. Bush doivent commencer le mardi 15 juillet la conférence de Managua pour le règlement du conflit Iran-Irak. Les deux présidents américains ont été reçus à Managua par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

## Durcissement à Managua

M. Reagan et M. Bush doivent commencer le mardi 15 juillet la conférence de Managua pour le règlement du conflit Iran-Irak. Les deux présidents américains ont été reçus à Managua par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.

Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho. Les deux chefs d'État ont été reçus par le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et le vice-président, Francisco Urecho.